



LA MÉTÉO: QUELQUES FLOCONS DE NEIGE, VENTS DEVENANT MODÉRÉS. MINIMUM: -15°, MAXIMUM: -10°. DEMAIN: ENSOLEILLÉ. DÉTAILS PAGE A 2

GREICHE ET SCAFF  
OPTOMETRISTES  
24 SUCCURSALES  
À MONTREAL 336-5330

1\$

## LE PREMIER MINISTRE INVOQUE LA TRADITION DU PC

# Mulroney: non aux armes nucléaires



Mulroney: digne de la tradition.

photo CP

■ OTTAWA — Le gouvernement conservateur n'admettra jamais plus l'implantation d'armes nucléaires en sol canadien, a indiqué hier le premier ministre Brian Mulroney.

Lors du dernier débat sur cette question, en 1962, le Parti conservateur s'y était opposé et « nous allons être digne de cette tradition », a dit M. Mulroney.

GILLES PAQUIN  
de notre bureau d'Ottawa

S'appuyant sur des informations en provenance de Washington, l'opposition libérale accuse depuis quelques jours le gouvernement de mener des tractations secrètes avec les États-Unis.

Elle le soupçonne de préparer la venue de nouvelles armes nucléaires au pays dans le cadre d'un système de défense recouvrant tout le continent nord-américain.

Tout en niant avec force l'existence de tels pourparlers, M. Mulroney a dit que les libéraux faisaient preuve d'hypocrisie en ce domaine.

Rappelant le débat de 1962 sur l'implantation d'armes nucléaires au Canada, M. Mulroney a souligné que le gouvernement conservateur avait alors fait « une lutte acharnée » contre ce projet.

« Le Parti libéral et son chef actuel ont changé leur fusil d'épaule et, durant la campagne de 1962-1963, accepté pour la première fois dans notre histoire, la présence des armes nucléaires sur le sol canadien », a lancé M. Mulroney.

« C'était tellement une situation de vire-capot que M. Trudeau, qui était alors chez les néo-démocrates, a écrit dans *Cité Libre* que M. Pearson et ses collègues étaient les prêtres défrôqués de la paix », a poursuivi M. Mulroney.

Il a repris ses accusations contre les libéraux à plusieurs reprises au cours de sa conférence de presse pour expliquer les difficultés de son gouvernement.

Invité à expliquer pourquoi ses ministres multipliaient les livres blancs et les documents de consultation sans préciser la position du gouvernement, M. Mulroney a spontanément repris son discours électoral.

voir NUCLEAIRE en A 2

## LA MAISON DE L'ORCHESTRE SYMPHONIQUE

# Ni Dutoit, ni l'OSM n'ont été consultés par Drapeau

■ TOKYO — Charles Dutoit, directeur artistique de l'Orchestre symphonique de Mont-

JEAN RIVEST  
envoyé spécial de LA PRESSE

réal, n'était pas très content, hier. Il a appris après tout le monde que le maire de Montréal, Jean Drapeau, avait dévoilé,

jeudi, le choix définitif de l'emplacement de la future Maison de l'OSM, mais sans qu'aucun membre de la direction de l'orchestre n'ait participé à l'événement.

M. Dutoit a accordé hier une longue conférence de presse à une bonne vingtaine de journalistes de Tokyo, portant sur la tournée, sur l'orchestre lui-

même et sur son passé et ses projets personnels.

Après, interrogé par le représentant de LA PRESSE, il a d'abord eu un mouvement d'impatience mêlé de surprise. Juste avant, pendant plus d'une heure, il avait fait jouer tous ses dons de séducteur à l'égard de la presse japonaise et manifesté une inépuisable patience pour

répondre à toutes les questions.

Mais au représentant de LA PRESSE, il a passé à un cheveu de servir le classique « Pas de commentaires » qu'utilisent abondamment les politiciens qui se sentent serrés de trop près par les journalistes.

Il a fini par dire que le choix

voir DUTOIT en A 2

## SOMMAIRE

Annonces classées... H 7, D 12 à D 19, H 14 à H 18  
— Habitat... C 4 à C 9, D 1 à D 11  
Arts et Spectacles... E 1 à E 20, F 1 à F 3  
— Horaires... E 10  
Bandes dessinées... X 15, X 16  
Bricolage... D 6  
Bridge... Z 8  
Carr. et professions... Y 1 à Y 8, Z 1 à Z 7  
Décès, naissances, etc... H 19  
Économie... H 1 à H 13  
Enseignement... A 14 à A 16  
Êtes-vous observateur?... D 17  
FEUILLETON  
« L'impayable  
Mme Chadwick »... D 15  
« Génies en herbe »... X 15  
Horoscope... D 14  
Jardinage... D 4  
Le monde... A 10  
Loterie - résultats... H 5  
Mots croisés... D 16, D 18  
« Mot mystère »... H 15  
Quoi faire... F 4  
Restaurants... F 5 à F 8  
Sciences... C 10  
Sports... G 1 à G 6  
— Chasse et pêche... G 4  
Télévision... E 8  
Timbres... Z 8  
Vacances-voyage... X 1 à X 14  
Vivre aujourd'hui... B 1 à B 3

## AVEC UN « CADEAU » DE \$5 MILLIONS

# Ottawa rendra leurs terres aux expropriés de Mirabel

■ Après 16 ans de luttes qui ont parfois dégénéré en violence, le conflit opposant les expropriés de Mirabel et le gouvernement fédéral est à toutes fins utiles réglé: Ottawa procédera

JEAN-PAUL  
CHARBONNEAU

à la rétrocession des espaces expropriés en trop et versera \$5 millions pour aider à rattraper le temps perdu en agriculture dans cette municipalité créée de toutes pièces lors de la construction de l'aéroport.

Même si le Centre d'information et d'animation communautaire (CIAC) ne veut pas l'admettre, on s'entend généralement pour dire que les agriculteurs de Mirabel sortent vainqueurs de cette entente né-

gociée entre leurs représentants et ceux du gouvernement.

C'est le CIAC qui s'était porté à la défense de ces agriculteurs lors de l'expropriation par Ottawa de 97 000 acres pour la construction de l'aéroport, dont seulement 17 000 ont servi.

En conférence de presse hier, le président du CIAC, M. Jean-Paul Raymond, s'est borné à dire que le règlement proposé par le gouvernement était raisonnablement satisfaisant. « Même si on espérait avoir mieux, il faut toujours faire des concessions », a-t-il commenté.

« Ce projet de règlement, a-t-il poursuivi, ne pourra certes pas compenser toutes les erreurs et souffrances qui ont résulté de cette expropriation. On peut dire qu'il s'adresse principalement aux fils et filles des expropriés, qui pourront désormais envisager de devenir des citoyens « nor-

maux » et faire face à l'avenir avec plus de sérénité. »

Jeudi soir, quelque 400 membres du CIAC, expropriés et résidents actuels, ont assisté à une réunion d'information. Ils seront appelés à se prononcer sur le projet de règlement à compter du 14 février et, si tout se déroule comme il est prévu, le conflit sera terminé pour Pâques, estime le ministre, M. Roch LaSalle.

Personne n'est censé perdre dans la rétrocession. Si l'exproprié qui a quitté le territoire, veut ravailler la maison et la terre qui lui appartenaient mais qui sont présentement occupées par un locataire, des pourparlers seront entrepris pour satisfaire les deux parties.

Au besoin, l'un ou l'autre aura

voir MIRABEL en A 2



## L'épargne-placements et les REÉR

Vous désirez vous renseigner sur les abris fiscaux, les exemptions d'impôts, la vente ou l'achat d'une maison, les contrats de mariage, testaments, etc.? Vous pouvez le faire gratuitement au Salon de l'épargne-placements à la Place Bonaventure. Les REÉR sont un autre des nombreux sujets dont vous pourrez discuter. Un sujet, incidemment, qui fait aujourd'hui l'objet d'un dossier.

page H 1

## L'île

### du revenant

Vous savez pourquoi on appelle la Martinique « l'île du revenant »? C'est parce que, disent les Martiniquais, quiconque y met les pieds une fois ne peut s'empêcher d'y revenir. Un habitué de la Guadeloupe nous donne son témoignage. La Martinique est si belle que même quand une valise prend une pointe vers New York, tout est oublié et pardonné...

page X 1



## Au nom du père...

Au fil des ans, les fils des joueurs du Canadien, qui ont voulu suivre les traces de leur père ou s'adonner simplement au hockey, ont eu à subir le mauvais traitement des foules québécoises. Pierre Bouchard, Normand Richard et Serge Savard fils, le dernier à monter sur scène, ont livré à Ronald King leurs impressions sur la rançon de la gloire paternelle...

page G 1



## La nouvelle Chine

LA PRESSE/PLUS vous propose cette semaine une incursion en Chine nouvelle. Une incursion sans les services (et les contraintes) de l'agence officielle de tourisme. Une inoubliable aventure en train. Car l'aventure en Chine, c'est d'abord le train. Une incursion qui permet de voir de près le peuple chinois, presque toujours souriant, accueillant, serviable, prêt à vous renseigner, à vous aider. Une Chine immense, merveilleuse.

## MASCULINS SINGULIERS

Comment se vit l'homosexualité dans la société d'aujourd'hui? C'est la question à laquelle un Foglia curieux, indiscret même, mais surtout sensible et tendre, essaiera de répondre dans sa série « Masculins singuliers » qui commence aujourd'hui pour se terminer samedi prochain. Foglia nous parle dans ce premier article, à sa façon bien particulière, de « cette tendresse profonde et généreuse que seul un pédé peut offrir ».

page A 5

**MITSUBISHI**  
VIDÉO ET TÉLÉCOULEUR  
DE QUALITÉ SUPÉRIEURE  
SANS QU'ILS SOIENT PLUS CHERS!

ET DIRE QU'ON SE CROYAIT EN AVANCE!

SEMINE D'AUBAINES SUR VIDÉOS MITSUBISHI  
DES PRIX... PLUS BAS QUE JAMAIS!

Le petit magasin au grand grand choix!

**Dumoulin**  
783 Mistral (coin 8250 St-Hubert) 388-4771

SPEC

# AUJOURD'HUI...

## CHRONIQUES

**LYSIANE GAGNON:** Quand Jean et Baptiste discutent de bilinguisme au Québec, la conversation oscille entre pessimisme et optimisme. page A 7

**JACQUES BOUCHARD:** M. André Asselin, nouveau chef du Parti conservateur au Québec, est un fédéraliste convaincu qui croit à l'autodétermination du Québec. page A 8

## PLEINS FEUX

**PIERRE VENNET:** Longtemps tributaire de l'extérieur, l'Estrée doit maintenant compter de plus en plus sur la pleine utilisation de ses ressources humaines pour relever le défi de l'emploi et de l'économie. page A 9

**GILBERT LAVOIE:** S'il a l'air de jouer les Robin des bois avec les riches, le gouvernement Mulroney demande en réalité aux familles avec enfants de faire des sacrifices pour venir en aide aux moins bien nantis. page A 7

**CHARLES DAVID:** Parmi les intérêts économiques qui, pour la France, sont en jeu en Nouvelle-Calédonie les moindres ne sont pas les nodules constitués de plusieurs métaux qui tapissent les fonds marins en maintes parties de l'océan Pacifique. page A 8

**LOUIS-BERNARD ROBITAILLE:** Les attentats dont sont victimes à l'heure actuelle des militaires européens avaient été pressentis par les autorités. page A 8

**BERNARD FAUCHER:** Pour la première fois de son histoire, l'Ontario a un premier ministre qui parle français et Frank Miller est déjà en train de modifier les esprits plus rapidement que tous ses prédécesseurs. page A 7

## ARTS ET SPECTACLES

**DENIS LAVOIE:** Jusqu'au 10 février, Margie Gillis présente un spectacle de danse à la Place des Arts, performance solo qu'elle considère comme un « party ». page E 1

**CLAUDE GINGRAS:** L'Atelier lyrique de l'Opéra de Montréal s'est manifesté cette semaine en accueillant une centaine d'invités dans ses locaux. page E 1

**RAYMOND BERNATCHEZ:** En acceptant la direction artistique du théâtre français du Centre national des Arts, à Ottawa, André Brassard a connu, depuis 1982, une certaine sécurité financière et morale. page E 1

## LE MONDE

Après avoir, pendant des années, manié le crayon rouge comme chef de la section internationale de LA PRESSE, Léo FOURNIER reprend la plume du journaliste et parle du livre « Les guerres du Vietnam », de Stanley Karnow. page A 10

## VIVRE AUJOURD'HUI

**PAUL ROY:** Par une température de moins 20 degrés C, vive les joies du camping d'hiver! page B 1

## SCIENCES

**PIERRE VINCENT:** Le nombre de victimes du SIDA double tous les six mois. page C 10

## JARDINAGE

**FLORIAN BERNARD:** Avec quelques briques de démolition, des pavés et des plantes vivaces, il est possible de réaliser, même en pleine ville, un gentil petit jardin « européen ». page D 4

## BRICOLAGE

**LOUIS THIVIERGE:** Les panneaux de contreplaqué et de particules peuvent avoir plusieurs finitions. page D 6

# DEMAIN

dans LA PRESSE

■ Le comédien Claude Michaud désire évoluer professionnellement, s'adresser à un nouveau public. C'est ce qu'il a confié à Raymond Bernatchez qui l'a rencontré alors qu'il répète la pièce « Honorius, Honorius » qui sera jouée au Théâtre Félix-Leclerc du 12 au 24 février.

■ Des centaines de femmes portent encore un stérilet installé depuis plus de 10 ans. Dans sa chronique « La moitié du monde », Huguette Roberge explique les dangers encourus par ces femmes qui devraient immédiatement en informer leur gynécologue.

# Dutoit et l'OSM séduisent les Japonais

SUITE DE LA PAGE A 1

de l'emplacement ne lui importait guère. Mais il a ajouté avec énergie qu'il espérait que lui et le directeur général de l'OSM, M. Zarin Mehta, participent non pas après coup, mais avant les annonces officielles, à la définition de ce qui composera l'intérieur de la future salle de concert de l'OSM.

La responsable des relations publiques de l'orchestre, Claudette Dionne, qui se trouve elle aussi à Tokyo, s'inquiète du fait que M. Drapeau a annoncé que la mise en chantier de la Maison de l'orchestre est pour bientôt. Elle craint qu'il ne reste pas assez de temps pour que la direction de l'OSM puisse être suffisamment consultée sur les caractéristiques et l'aménagement de la future salle de concert.

## À la demande du public

S'adressant hier, au moyen d'une interprète, aux représentants de journaux dont le tirage total se situe dans les trente millions d'exemplaires, M. Dutoit a révélé que le Boléro de Ravel a été mis au programme des concerts donnés au Japon à la demande expresse du public mélomane japonais.

Quand la nouvelle de la venue de l'OSM a été connue à Tokyo, le producteur et impresario qui gère la portion japonaise de la



Charles Dutoit

tournée, Kajimoto Concert Management, a reçu des appels téléphoniques de nombreux mélomanes discophiles qui réclamaient le Boléro. L'OSM ne pouvait pas refuser, a dit M. Dutoit en arborant son plus séduisant sourire.

Une présence surprise à cette rencontre de presse: le ministre des Transports du Québec, Guy Tardif, venu au Japon pour observer le transport en commun dans les grands centres urbains du pays. Ses entretiens doivent aussi porter sur des questions de technologie. Déjà, la société Bombardier et l'industrie japonaise collaborent dans la cons-

truction au Québec de voitures pour le métro de New York. M. Tardif s'intéresse en particulier à la technique dite « fer sur fer », tout à fait différente de celle qui existe déjà dans le métro de Montréal qui roule sur pneumatiques, selon une technologie française.

## Un disque de l'OSM

Après la conférence de presse, Charles Dutoit s'est prêté à une séance d'autographes dans un magasin de disques.

Les discophiles de Montréal qu'impressionnent les dimensions du magasin Sam The Record Man, rue Sainte-Catherine, tomberaient à la renverse, passant par les quatre étages du magasin Yamano Music dans le gigantesque secteur des magasins de Tokyo.

À l'étage de la musique classique, on voyait partout d'immenses posters de Charles Dutoit; le nom de l'Orchestre symphonique de Montréal, en français et en japonais, se trouvait, dans les étalages, répété mille fois.

Parmi les quelques dizaines de jeunes passionnés de musique qui demandaient à Charles Dutoit d'autographier la pochette du disque qu'ils venaient d'acheter, il s'en est trouvé un qui pouvait dire quelques mots de français.

C'est un jeune employé d'une maison de publicité qui a expli-

qué au représentant de LA PRESSE qu'il a une grande passion pour la musique française, qu'il ne connaissait ni l'OSM ni Dutoit avant la présente campagne de publicité parallèle à la tournée. Il croyait que l'OSM venait de France... Mais il a affirmé, avec un sourire apparemment timide tout à fait japonais, qu'il avait hâte de rentrer chez lui pour écouter le précieux disque signé.

Il s'agit d'un tirage fait spécialement pour le Japon. Il ne comprend que des œuvres de Ravel par Dutoit et l'OSM, notamment Daphnis et Chloé, le Boléro, La Valse et la Pavane pour une infante défunte.

# Mehta: comment fera Sofati?

■ Le directeur administratif de l'Orchestre symphonique de Montréal, Zarin Mehta, se demande comment la compagnie Sofati a pu en quelques semaines s'engager à bâtir une salle de concert.

« Comment des gens peuvent-ils dire qu'ils feront le travail pour \$30 millions avec une garantie financière, alors qu'il n'ont pas fait d'esquisse de la salle, alors qu'ils n'ont pas contacté les consultants avec qui nous travaillons depuis un an? » a-t-il demandé vendredi.

■ Mais je présume que M. Gaucher est un homme responsable et que tout ira bien », a ajouté M. Mehta.

D'après le président de Sofati, la maison de l'OSM sera prête, clés en main, en 1987.

Malgré tout, M. Mehta se demande: « Pour une salle dégauchée (pas intégrée à un ensemble immobilier), je ne sais pas comment M. Gaucher pourra y arriver avec la somme dite. Il doit être une espèce de génie... Nous verrons bien. »

— Presse canadienne



Zarin Mehta

# Les musiciens font du tourisme à Tokyo et dans les environs

de notre envoyé spécial

■ TOKYO — Les 104 musiciens de l'Orchestre symphonique de Montréal se sont répandus hier dans la ville de Tokyo et même dans la campagne japonaise. C'était la première journée de relâche depuis le départ de Montréal, samedi dernier.

On se souvient que le soir même ils jouaient à Toronto. Charles Dutoit et ses musiciens avaient littéralement soulevé la foule torontoise habituellement froide dans ses applaudissements.

La traversée du Pacifique de Vancouver à Tokyo, avant-hier, a fait peur à bon nombre des membres de l'OSM. C'était une entreprise de 14 ou 15 heures, si l'on tient compte du déplacement en autobus vers l'aéroport de Vancouver, du vol lui-même qui a duré neuf heures et demie, des procédures d'admission et de douane à l'aéroport de Narita et du trajet en autobus de l'aéroport à l'hôtel, en plein centre de la mégapole de Tokyo, une distance semblable à celle entre Montréal et Joliette.

Les membres de l'OSM, fatigués par les répétitions dans des salles inconnues, par les concerts quotidiens dans une ville différente chaque soir, craignaient que la traversée

achève de les abrutir complètement.

Mais ces musiciens, parmi lesquels on compte une bonne proportion de garçons et de filles qui n'ont pas trente ans, ont de l'énergie à revendre. Dans l'avion, un bon nombre lisaient, surtout des livres sur le Japon et même de petits répertoires de phrases-clés en japonais, d'autres conversaient, plusieurs ont dormi. Un véritable tournoi d'échecs s'est engagé entre un violoniste et un journaliste, tandis qu'un clarinettiste a offert un spectacle de prestidigitation avec un jeu de cartes.

Le groupe est arrivé à Tokyo étonné que le voyage n'ait fait trop de victimes. Hier, ils ont donc pu profiter du congé: il n'y en aura que cinq durant les 22 jours de la tournée.

Les plus audacieux n'ont dormi que quatre ou cinq heures. Ils se sont levés assez tôt pour aller visiter le marché aux poissons de Tokyo. L'activité y est fébrile dès 5 heures du matin et le spectacle dépasse en couleur et en excitation ce qui, il y a vingt ans, attirait tant les touristes aux Halles de Paris avant qu'on ne les installe ailleurs pour faire place au fameux Centre Pompidou tant controversé.

Quelques musiciens ont voulu avoir avec le Japon, et pas seu-

lement avec Tokyo, un contact plus direct.

En revenant du marché aux poissons, ils ont sauté dans un train tôt vendredi matin, vers la campagne, à la recherche d'une auberge qui offrirait en même temps à table le sushi (poisson cru à la japonaise), et dans la chambre à coucher le futon sur tatami, une combinaison capable de faire les délices d'une certaine jeunesse du Plateau Mont-Royal.

D'autres, plus âgés ou plus sages, sont restés dans le voisinage de l'hôtel. Tout à côté, un magnifique jardin entoure un temple où, hier après-midi, l'encens embaumait l'air même à l'extérieur. Une dévotion solitaire qui avait laissé des chaussures à la porte, méditant, agenouillée à même le sol, assise sur les talons, aussi immobile que Bouddha dont la statue se dressait devant elle.

Aujourd'hui l'OSM joue à Hitachi (éloignée de Tokyo à peu près comme Québec l'est de Montréal). Le gros de l'orchestre s'y rend en train et les jeunes aventuriers partis coucher à la campagne doivent se rendre directement à la salle de concert Shimin Kaikan, pour la répétition acoustique, un exercice qui a pour but de se familiariser avec la sonorité propre de la salle.

## MIRABEL

SUITE DE LA PAGE A 1

priorité dans une banque de terres, avec possibilité de transfert des investissements.

Outre l'octroi de \$5 millions, les principaux points du projet de règlement sont:

- reconnaissance des investissements consentis par l'agriculteur ou l'occupant;
- reconnaissance d'une désorganisation sociale et économique qui devra se refléter dans l'évaluation;
- comité de révision agricole afin d'assurer la transparence et corriger l'arbitraire s'il y a lieu;
- incitation à l'achat par une prime de 15 p. cent.

Ce projet de règlement touche également tous les espaces verts qui ont été convertis en parcs par la Société immobilière du Canada (SIC) ainsi que le fameux PICA (Parc industriel, commercial et aéroportuaire).

Trois des agriculteurs qui occupaient auparavant des terres maintenant intégrées au parc Belle-Rivière ont manifesté le désir de récupérer leurs érabes pour en faire des érablières

comme « dans le bon vieux temps ».

La SIC a investi \$14 millions dans le parc Belle-Rivière pour en faire un vaste espace écologique et récréatif.

« Avant d'envisager de reprendre possession de Belle-Rivière, il va falloir décider ce que l'on veut en faire. Il ne faut pas oublier que \$14 millions ont été dépensés pour son aménagement », a rappelé M. Raymond.

Quant au PICA, dont les 3 000 acres n'ont jamais servi, le CIAC est d'avis qu'il faut y laisser seulement 300 acres, là où sont les infrastructures, et céder le reste aux expropriés.

Tous les journalistes présents avaient la même question aux lèvres: « Pourquoi ce gouvernement a-t-il pris seulement quelques mois à régler le problème, tandis que son prédécesseur n'a rien pu faire en 16 ans? »

Jean-Paul Raymond, André Bouvrette et Rita Lafond, du CIAC, ont fourni la réponse suivante: « Il n'y avait pas de volonté de règlement parce que régler aurait été admettre un tort ».

## NUCLÉAIRE

SUITE DE LA PAGE A 1

L'un des problèmes du Canada, c'est précisément cette « dimension unilatérale » des interventions fédérales depuis un bon bout de temps, a dit le chef conservateur.

Selon lui, l'absence de collaboration entre les gouvernements et les relations houleuses entre Ottawa et les syndicats ou les hommes d'affaires ne pouvaient plus continuer.

Pour y remédier et définir de nouveaux objectifs avec ses partenaires, Ottawa a donc décidé de favoriser la consultation au risque de « se faire brûler ».

« Je sais qu'il y aura des erreurs, mais je suis prêt à en payer le prix parce que je sais que c'est de cette manière que le Canada fonctionne le mieux », a dit M. Mulroney.

« Il n'y a pas de faiblesse dans la recherche d'un consensus, c'est un style de leadership politique différent, mais il n'est pas dicté par la faiblesse », a soutenu le premier ministre.

« J'essaie d'écouter les autres avec respect et d'apprendre, a-t-il dit, de voir si leur opinion n'est pas meilleure que la mienne ».

« Cela étant dit, lorsque vient le temps d'agir, je ne crois pas que ce soit exagéré de prendre quelques mois dans la vie d'un pays pour connaître l'avis des gens », a dit M. Mulroney.

La réconciliation nationale et le renouveau économique sont voués à l'échec sans une renaisance du fédéralisme, a dit M. Mulroney. Cela ne peut fonctionner, à long terme, sans l'accord des provinces.

« Cela ne diminue pas ma virilité de m'abstenir d'engueuler les gens », a conclu M. Mulroney avec un sourire.

# Improvisation et amateurisme, accuse le RCM

■ « Improvisation lamentable, amateurisme », déclare le Rassemblement des citoyens de Montréal à propos de la présentation télévisée par le maire d'un projet de salle de concert, angle Berri et Sainte-Catherine, que construirait Sofati. Aussi, ce parti municipal refuse-t-il de donner un chèque en blanc à l'administration pour poursuivre l'élaboration du projet.

À moins qu'on n'apporte des réponses précises à une série de questions, le RCM enregistrera sa dissidence à l'assemblée spéciale du conseil, mardi.

## MARIANE FAYREAU

Le chef du RCM, M. Jean Doré, a assuré hier, au cours d'une conférence de presse, que son parti refuse de se prêter à « une démarche irresponsable, marquée au signe de l'amateurisme et de l'improvisation ».

Il estime que les Montréalais n'ont obtenu aucun détail sur le projet de salle de concert qui leur permette de porter un jugement éclairé sur sa valeur. Ils ont plutôt constaté « l'absence de maîtrise du dossier par le maire » et ont eu droit à « une esquisse des paramètres que pourraient prendre la salle ».

Selon M. Doré, on n'a eu qu'une « proposition sommaire », datée de la veille, et aucun projet concret et articulé, contrairement à ce que le maire s'était engagé à faire, le 5 décembre. Aussi l'administration de Montréal doit-elle apporter des réponses aux questions que les Montréalais, l'OSM et le gouvernement du Québec sont en droit de se poser, estime M. Doré.

Notamment, comment le conseil municipal peut-il donner son accord au projet alors qu'aucun plan, maquette, cahier de charges, ventilation des coûts et études d'impact ne sont connues? Le RCM s'interroge

aussi sur le fonds de roulement de l'OSM de \$12 millions à \$15 millions que le gouvernement avait exigé de l'autre promoteur. Comment le maire entend-il le combler ce trou?

Le RCM assure également que le gouvernement avait exigé que sa contribution de \$30 millions pour une salle de concert soit accompagnée d'une injection importante de fonds privés, ce qui ne paraît plus le cas.

Pourquoi la Ville ne procède-t-elle pas par appel d'offres public pour le design, la conception et la construction de ce site, demande M. Doré. Il assure que c'est la pratique courante quand la Ville veut faire construire sur ses terrains.

« La décision du maire de passer outre au concours public quand il avait choisi l'architecte Taillibert pour le Parc Olympique devrait inciter les Montréalais à faire preuve de grande prudence quant aux capacités de gestionnaire de grands projets du maire Drapeau », signale M. Doré.

Au cours de sa conférence de presse télévisée, jeudi, le maire avait insisté sur le fait que le rôle de la Ville dans cette affaire se bornait à offrir son terrain pour que Sofati y construise une salle de concert. C'est la société « La maison de la musique » qui doit voir à ce que la construction se fasse selon ses exigences.

Enfin, la société Trans-Québec qui était en pourparlers avec la Ville depuis longtemps pour construire des stationnements et boutiques en sous-sol du terrain municipal, reste toujours intéressée et ne se sent nullement froissée que la Ville lui ait préféré Sofati. Toutefois, la firme a déjà eu des pourparlers avec Sofati. Si celle-ci décidait de s'associer pour l'exploitation de stationnements et boutiques en sous-sol, il est possible que Trans-Québec y participe.

La Quotidienne à trois chiffres à quatre chiffres  
Tirage d'hier 931 6314

## LA MÉTÉO

DATE: Samedi 2 février 1985  
AUJOURD'HUI: Min.: -10° Max.: -9°  
NUAGEUX

DEMAIN: ENSOLEILLÉ PLUS FROID

| Québec           |     |     | Aujourd'hui |  |  |
|------------------|-----|-----|-------------|--|--|
| Abitibi          | -33 | -22 | Clair       |  |  |
| Outaouais        | -17 | -13 | Ciel vari.  |  |  |
| Laurentides      | -17 | -14 | Nuageux     |  |  |
| Cantons de l'Est | -15 | -12 | Neige       |  |  |
| Mauricie         | -20 | -10 | Neige       |  |  |
| Québec           | -20 | -10 | Neige       |  |  |
| La-Saint-Jean    | -20 | -10 | Neige       |  |  |
| Rimouski         | -18 | -12 | Neige       |  |  |
| Gaspésie         | -15 | -10 | Neige       |  |  |
| Bas-Caraïbe      | -20 | -12 | Neige       |  |  |
| Sept-Îles        | -20 | -12 | Neige       |  |  |

| États-Unis |     |     | Aujourd'hui  |    |     |
|------------|-----|-----|--------------|----|-----|
| Boston     | -8  | -1  | N.-Orléans   | 18 | 24  |
| Buffalo    | -11 | -1  | Pittsburgh   | -2 | 3   |
| Chicago    | -19 | -16 | S. Francisco | 3  | 14  |
| Miami      | 21  | 26  | Washington   | 0  | 1   |
| New York   | -4  | 0   | Dallas       | -8 | -11 |

## les capitales

|              |    |    | Aujourd'hui |     |    |
|--------------|----|----|-------------|-----|----|
| Amsterdam    | 6  | 8  | Madrid      | 1   | 15 |
| Athènes      | 5  | 14 | Moscou      | -17 | -5 |
| Asipulco     | —  | —  | Mexico      | 7   | 21 |
| Berlin       | 4  | 6  | Oslo        | -10 | -4 |
| Bruxelles    | 2  | 10 | Rome        | 9   | 13 |
| Buenos Aires | 18 | 29 | Paris       | -1  | 17 |
| Copenhague   | 3  | 4  | Séoul       | 0   | 5  |
| Genève       | -3 | 10 | Stockholm   | -10 | 1  |
| Hong Kong    | 13 | 19 | Tokyo       | -1  | 13 |
| Le Caire     | 10 | 15 | Trinidad    | 23  | 30 |
| Lisbonne     | 7  | 17 | Vienne      | 2   | 5  |
| London       | 10 | 13 |             |     |    |

## Accent sur la prévention, dit le nouveau chef de la police

Artisan de la première heure de la réorganisation de la police de la Communauté urbaine de Montréal, le nouveau directeur Roland Bourget n'entend pas changer l'orientation des politiques du service. Au contraire, il mettra davantage l'accent sur la prévention du crime.

**ANDRÉ CÉDILOT et  
RAYMOND GERVAIS**

C'est ce qui ressort de la première rencontre officielle qu'a eue hier le directeur Bourget avec les membres de la presse. « Je suis l'homme de la continuité, mais je ne suis ni Henri-Paul Vignola ni André DeLuca, même si j'ai collaboré étroitement avec eux au cours des sept dernières années. » Il a ainsi voulu mettre en lumière sa propre personnalité par rapport à celle de ses deux prédécesseurs.

Grand, mince, cheveux gris bouclés, M. Bourget, 48 ans, paraît à l'aise dans ses nouvelles fonctions. Il parle franchement, d'un ton convaincant, et connaît

par cœur toutes les étapes de l'évolution du service de police... comme s'il se préparait depuis toujours à occuper ce fauteuil prestigieux!

Après avoir travaillé longtemps dans l'ombre, le directeur espère mettre à profit ses dons de communicateur pour améliorer les relations entre les policiers et les citoyens. Pour cela, M. Bourget est à redéfinir les tâches des patrouilleurs afin qu'ils s'impliquent plus dans la prévention du crime.

À l'instar de ses prédécesseurs, il considère que les policiers en uniforme sont comme le cœur du service. « La prévention, c'est l'affaire du citoyen et de sa police. Nous allons démystifier ce qui était autrefois une spécialité et faire de chaque patrouilleur un agent de prévention », a-t-il dit, ajoutant qu'il tenterait d'inculquer à ses hommes des rapports plus civilisés avec les gens.

Le directeur Bourget entend ainsi se montrer sévère à l'endroit des policiers qui auront des comportements abusifs, un lan-

gage grossier ou même un manque d'égard envers les citoyens. L'engagement de policiers de différentes ethnies devrait régler une partie du problème.

M. Bourget s'est par ailleurs engagé à rouvrir aux représentants des médias les portes du Quartier général de la police. Il laisse néanmoins à la Commission de la sécurité publique le soin de commenter publiquement son administration et de négocier avec le syndicat des policiers. Seule la bonne marche du service l'intéresse.

L'une des priorités sera de ramener les effectifs au minimum de 4 515 policiers prévus dans le budget de la CUM, en comblant les 136 postes vacants. Selon le président de la CUM, Pierre Desmarais, la procédure d'embauche est toutefois retardée jusqu'à la signature du contrat de travail des policiers, échu depuis le 31 décembre.

En dépit d'un manque de personnel, le nouveau directeur a l'intention d'augmenter les effectifs affectés à la surveillance des corridors du métro.



photo Bernard Brault, LA PRESSE  
**M. Roland Bourget, nouveau directeur de la police de la CUM.**

## Des spécialistes s'occuperont des rapt d'enfants

Encore abasourdi par le triste dénouement des affaires Maurice Viens et Wilton Lubin, le nouveau directeur de la police de la CUM, Roland Bourget, entend dorénavant confier à des enquêteurs spécialisés les cas d'enlèvement d'enfants.

Cette décision, souligne-t-il, n'a rien à voir avec le piètre résultat des enquêtes en cours. « La série exceptionnelle de rapt que nous avons connus l'an passé nous a pris au dépourvu. Il a fallu partir à zéro, puisque nos dossiers étaient presque muets sur ce type de crimes », a expliqué M. Bourget, en pesant bien chacun de ses mots.

Selon lui, les policiers n'ont absolument rien à se reprocher. Aucune piste n'a été négligée, même si ce ou les auteurs de ces meurtres courent toujours. Le seul dossier concernant les dis-

paritions de Wilton Lubin et de Sébastien Métivier a nécessité pas moins de 4 000 heures de travail. L'enquête est maintenant entre les mains de la Sûreté du Québec.

Jusqu'à ce jour, la police de la CUM ne se sentait pas obligée de confier ce type d'enquêtes à des spécialistes, puisque les enlèvements d'enfants étaient peu fréquents et rarement marqués de violence. La plupart des enfants portés disparus étaient retrouvés moins de 24 heures plus tard, souvent à proximité de leur demeure.

D'après une étude réalisée à la mi-mai, seulement 19 des 4 000 disparus en 1983 sur le territoire de la CUM n'ont pas été retrouvés. Tous ces jeunes dont on est sans nouvelle sont des adolescents de 15, 16 et 17 ans. C'est ce qui explique que les enquêtes sur ces cas de disparition soient du ressort des policiers de quartiers.

## Luc Cyr est acquitté de 7 des 9 accusations portées contre lui

Luc Cyr a été acquitté, hier, de sept des neuf accusations d'abus de confiance portées contre lui. Le jury l'a déclaré coupable dans les deux autres cas : l'avocat de Cyr, Me Robert Lallaye, a immédiatement annoncé qu'il portait ce double verdict de culpabilité devant la Cour d'appel du Québec.

**MARIO ROY**

La Couronne estime pour sa part que la décision des six hommes et six femmes composant le jury met fin à l'affaire. Me Serge Authier n'a pas l'intention de recommander la contestation des sept verdicts d'acquiescement.

Les deux avocats doivent livrer leurs représentations le 12 mars au juge J.R. Hannan, chargé de rendre sentence. Cyr est théoriquement passible d'une peine de cinq ans d'emprisonnement, mais la Couronne a déjà indiqué qu'elle suggérerait plutôt l'imposition d'une amende.

Luc Cyr, 52 ans, était entouré de son épouse et de ses enfants lorsque le jury en est venu à une décision, après plus d'une trentaine d'heures de délibération étalées sur cinq jours.

À sa sortie de la salle d'audience, Cyr a de nouveau affirmé qu'il ne se considérait pas comme un fonctionnaire au moment de ces événements. La

question de savoir si Luc Cyr (ou sa compagnie, Transit Construction) était un fonctionnaire, au sens de la loi, a constitué le noyau du problème au cours du procès : le jury, tout comme la Cour d'appel quelques mois plus tôt, a répondu par l'affirmative à la question.

**Débats passionnés**

C'est donc une décision mitigée qui ferme — du moins pour l'instant — le dossier du « scandale de la SHQ » qui devait entraîner des débats passionnés à l'Assemblée nationale, en 1981.

Les « irrégularités » affligeant l'administration de la SHQ ont d'abord été signalées en 1980 par le vérificateur général de la province, Gérard Larose. Par la suite, les libéraux entreprenaient un véritable barrage de questions, en Chambre, soulevant pour une première fois des doutes sérieux sur l'intégrité du gouvernement péquiste élu quatre ans plus tôt.

À l'époque, on avait désigné Luc Cyr, péquiste notoire et indépendantiste de la première heure, comme étant au centre de toute une série de raccourcis administratifs tenant de la prévarication.

Deux enquêtes, l'une administrative et l'autre policière, étaient amorcées et, en 1981, la Sûreté du Québec signalait des dénonciations en règle contre l'ex-coordonnateur de la société d'État. Des débats juridiques

préliminaires s'instruisaient, au fil des mois, devant la Cour des sessions, la Cour supérieure et la Cour d'appel du Québec, jusqu'à ce que la Cour d'assises soit saisie de l'affaire, le 7 janvier dernier.

**Poursuite**

Pendant ce temps, le quotidien *Le Devoir* était poursuivi en diffamation pour \$875 000, après avoir fait état d'un rapport policier associant le chef de cabinet du premier ministre Lévesque, Jean-Roch Boivin, aux discussions ayant entouré l'embauche de Luc Cyr à la SHQ.

Peu de temps après, Jean-Roch Boivin démissionnait de son poste.

Débatu pendant près de cinq ans, le « scandale de la SHQ » se réduit donc à la location, par un sous-contractant de l'organisme d'État, d'une soufflerie à isolant appartenant à Transit Construction — une affaire de \$3 600 — et à l'octroi par une autre firme, également liée à la SHQ, d'un sous-contrat au profit de Daniel Cyr, fils de l'ex-coordonnateur de la Division des réparations majeures. Quelques milliers de dollars étaient aussi en jeu dans ce dernier cas.

« Le dossier révèle que Luc Cyr n'a pas fraudé l'État, qu'il n'a jamais agi malhonnêtement, qu'il a en réalité fait économiser \$2 millions à la SHQ », en conclut Me Robert Lallaye.

## La direction de la SQ est impuissante dans le conflit

La direction de la Sûreté du Québec, avec à peine une centaine d'officiers non syndiqués, est incapable de reprendre le contrôle de sa flotte d'automobiles. Elle ne détient non plus aucun pouvoir pour régler le conflit qui oppose les policiers au gouvernement du Québec.

**ANDRÉ PÉPIN**

Le seul pouvoir du directeur Jacques Beaudoin et de ses adjoints est d'appliquer la convention collective, en coupant les salaires des policiers qui s'absentent de leur travail sans justification, comme ce fut le cas pour la manifestation du 21 novembre dernier, devant l'Assemblée nationale.

M. Beaudoin et ses collaborateurs, pour ne pas envenimer le conflit davantage, hésitent à appliquer rigoureusement le code de déontologie. Il est difficile, a-t-on appris hier au quartier général de la rue Parthenais, de mesurer avec exactitude l'impact de chacun des moyens de pression.

Personne à la direction, par exemple, ne peut pointer du doigt les policiers qui ont participé à la manifestation de Drummondville, au cours de laquelle les policiers ont permuté les plaques et documents des véhicules gouvernementaux.

« Ce qui importe, surtout, c'est que la sécurité du public ne soit pas menacée. Or, jusqu'à maintenant, les policiers se rendent sur tous les lieux d'accidents ou de crimes en s'acquittant convenablement de leur tâche », a confié un proche du directeur Beaudoin.

**La prudence**

La direction de la SQ joue de prudence. Au cours des prochaines semaines, les officiers des différents districts tenteront de remettre de l'ordre dans la flotte automobile, si les policiers syndiqués font preuve d'un minimum de collaboration. L'opération s'échelonnait sur plusieurs jours, à moins que le ministère de la Justice décide d'intervenir plus énergiquement.

Depuis plusieurs jours maintenant, les avocats du ministère étudient la possibilité de poursuivre le syndicat des policiers pour tenter de récupérer plus les \$5 millions que les moyens de pression ont coûté jusqu'à maintenant, mais aucune décision n'a encore été prise. C'est le directeur de la SQ qui a demandé au ministère d'étudier cette possibilité de poursuite.

Le ministre Pierre-Marc Johnson rentre de vacances ce week-end et doit s'entretenir avec le directeur Beaudoin au début de la semaine prochaine. Au ministère

de la Justice, on dit que M. Beaudoin s'acquitte bien de sa tâche : on ne considère pas la situation catastrophique, ce qui laisse supposer que le gouvernement laissera le directeur tenter seul de remettre de l'ordre dans son service, malgré le caractère politique du conflit.

Ce conflit politique qui perturbe les activités de la SQ, le directeur Beaudoin l'avait prévu. En 1982, dans une entrevue qu'il accordait à LA PRESSE, M. Beaudoin mettait le gouvernement en garde contre les décisions du Tribunal du travail qui accordait des augmentations de plus de 10 p. cent aux policiers municipaux.

« Le gouvernement devra faire face à d'autres demandes semblables dans le futur. Ce sont les gouvernants qui en porteront l'odieux », déclarait-il.

En 1981, un tribunal du travail a rendu une décision que le gouvernement du Québec n'a pas voulu respecter, ce qui a provoqué la colère des policiers qui manifestent depuis.

« Le gouvernement doit maintenant prendre ses responsabilités. Nous, nous ne sommes que les exécutants de la partie patronale. Nous devons vivre avec les policiers syndiqués lorsque le conflit sera réglé », a confié hier un collaborateur de M. Beaudoin.

## Un psychiatre se demande qui a pu influencer Denis Lortie

QUÉBEC — Alors que, jusqu'à maintenant, on s'était contenté de l'affirmation générale du capitaine Denis Lortie, comme qui l'avait agi seul lors de son raid du 8 mai sur l'Assemblée nationale, une inquiétante interrogation a soudainement été posée aux dernières heures de son procès pour triple meurtre.

**LÉOPOLD LIZOTTE**

C'est un psychiatre montréalais, dernier témoin appelé en contre-preuve par la Couronne contre le jeune militaire, qui l'a posée hier après-midi.

Après avoir décrit le prévenu comme un individu d'intelligence à peu près normale, chez qui il n'a relevé aucun signe clinique de psychose ou de maladie psychiatrique qui auraient pu, ne fut-ce que momentanément, obnubiliser sa conscience, le Dr Gilles Paul-Hus a cependant soutenu que les problèmes caractériels et de personnalité relevés chez le jeune homme recelaient un fort noyau de violence et d'agressivité.

Jusque là, ces deux tendances avaient été contenues par son épouse, et peut-être par la discipline imposée à leurs membres par les Forces armées canadiennes.

Ont-elles soudainement éclaté sous l'influence de certains milieux ou de certaines personnes, inconnues ou mal connues jusqu'à ce jour?

C'est la remarque soudainement jetée dans le débat, hier après-midi, par le médecin dont la pratique remonte à 1959, et dont les études se sont poursuivies aux États-Unis après un internat de plusieurs années dans des hôpitaux parisiens. Le Dr Paul-Hus est par ailleurs fellow, depuis un bon moment, des Associations nationales de psychiatres, tant des USA que du Canada.

**Le bien et le mal**

Soumettant sans hésitation que la « maladie » de l'accusé ressemble dangereusement à... la normale, il a soutenu lui aussi que non seulement Lortie savait faire toute la différence entre le bien et le mal, mais qu'il a lui-même « exhibé » cette connaissance dans ses cassettes. Tout comme il a démontré que non seulement il connaissait les conséquences des gestes qu'il allait poser, mais entrevoyait autant les possibilités d'échecs ou de succès de fort cohérente façon.

Ses réactions, de son entrée au Parlement jusqu'au moment de son arrestation, font voir un individu qui passe par la gamme de tous les sentiments et de toutes les réactions possibles, alors que le délirant ou le psychotique, lui, reste constamment rivé à la même idée.

Il se dit d'avis que le prévenu a conçu un plan pour se libérer des tensions qui pouvaient l'habiter, qu'il l'a exécuté en grande partie

de fort intelligente façon, et que lorsqu'il a constaté son demi-échec, il a utilisé une recette volontiers refléée au psychiatre, 15 jours après les événements.

Il a... tiré la chaîne. Comme il l'avait déjà fait dans le passé, et il s'est réfugié dans un occasionnel trip religieux qui tient peut-être de certaines ferveurs nouvelles, mais nullement du délire.

Le Dr Paul-Hus insiste également que ce n'est pas un individu malade qui, comme Lortie, et dès son arrivée à Orsainville, établit autour de lui un périmètre de défense s'étendant sur une amnésie totale des événements et des gestes sur lesquels on veut lui poser des questions embarrassantes. Cela dénote, de dire le témoin, une excellente capacité mentale et une force intellectuelle certaine.

Il savait même faire des blagues, alors que le médecin soutient n'avoir pas souvent rencontré, au cours des 30 dernières années, des psychopathes ou des schizophrènes farceurs.

À sa dernière entrevue avec le psychiatre, il devait par ailleurs retourner aux cellules en disant : « Au prochain combat, Docteur. À la prochaine guerre ».

Après l'audition d'une cinquantaine de témoins, l'instruction a donc pris fin avec l'après-midi d'hier, et les plaidoiries ont immédiatement été reportées à mardi matin.

## Avec le Reér Obligations d'épargne, faites d'une pierre deux coups

Chicoutimi (418) 549-5746  
1-800-463-9657  
Place du Royaume

Laval (514) 668-5223  
1-800-361-3803  
1600, boul. Saint-Martin est

Longueuil (514) 679-2810  
1-800-361-5058  
370, chemin Chamblay

Montréal (514) 286-3225  
1-800-361-2680  
Complexe Desjardins

Québec (418) 653-6811  
1-800-463-4792  
2600, boul. Laurier, Sainte-Foy

Sherbrooke (819) 566-5667  
1-800-567-6920  
1640, rue King ouest

Avez-vous des obligations d'épargne du Québec ou du Canada? En les déposant dans un Reér Obligations d'épargne de la Fiducie du Québec, vous faites d'une pierre deux coups.

Vos obligations du Québec continuent à vous rapporter 11 3/4 % et celles du Canada, 11 1/4 %; elles conservent tous leurs avantages mais en plus, vous réalisez des économies d'impôt appréciables.

**11 3/4** Taux d'intérêt  
que rapportent actuellement  
les obligations d'épargne  
du Québec en circulation.

Renseignez-vous davantage en communiquant avec l'un de nos conseillers. Et rappelez-vous que la Fiducie du Québec peut aussi vous aider en matière de financement, de services fiduciaires et de placements.

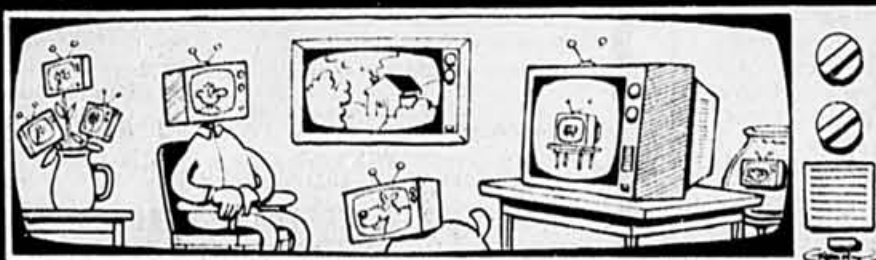


**Fiducie  
du Québec**

**Le rendement, c'est important;  
le service l'est tout autant.**

desjardins

**Spécial parodie  
TV HEBDRÔLE**



**CROC**  
LE MAGAZINE  
QU'ON RIT!

ÉMU PAR LA VISION DE L'UN DES ENDROITS LES PLUS MISÉRABLES DU MONDE

# Jean-Paul II lance un appel aux gouvernements en faveur d'une plus grande égalité sociale

■ GUAYAQUIL, Équateur (D'après AFP et Reuter) — Du cœur du *guasmo*, le quartier le plus misérable de Guayaquil, en Équateur, le pape Jean-Paul II a lancé hier un vibrant appel à la conscience des gouvernements d'Amérique du Sud, les invitant à procurer une meilleure égalité sociale et à montrer plus de solidarité avec ceux qui souffrent.

La rencontre du pape avec 50 000 des 350 000 habitants de ces taudis, construits sur la boue à la périphérie sud du port, a visiblement ému le saint père. Depuis six ans, des centaines de milliers

de paysans, venus chercher du travail à Guayaquil, se sont entassés dans ce bidonville, bâti sur un marais partiellement asséché. Les conditions d'existence y sont précaires, la prostitution, la drogue et les crimes y sont monnaie courante.

« Je vous amène la bonne nouvelle de Jésus », a dit le pape du haut d'une tribune rustique faite de supports en bois de canne à sucre, et d'un toit de bijao, sorte de grande feuille tropicale, et « Jésus aimait spécialement les pau-

vres... ceux qui ne comptent pas aux yeux du monde ».

« Pourtant, a-t-il ajouté, ce sont eux qui comprennent le mieux Jésus. »

Visiblement tourmenté par ce qu'il voyait, et par un bain de foule imprévu au programme, Jean-Paul II s'est écrié : « Que personne ne se sente tranquille, tant qu'il y aura en Équateur un enfant sans école, une famille sans toit, un ouvrier sans travail, un malade ou un vieux sans attention appropriée ».

Le pape, souvent applaudi par une foule très métissée qui agi-

taient des mouchoirs blancs, des drapeaux et le portrait du saint père, a énuméré les difficultés éprouvées par son auditoire : « stabilité précaire, recherche éperdue des matériaux pour construire une habitation de secours, conditions hygiéniques et sanitaires insuffisantes », énumération suivie d'un etcœtera répété par le saint père sur un ton accablé.

Ainsi, au cours de sa visite en Équateur, le pape a vu et été vu en 72 heures de près du tiers de la population de ce petit pays andin de 8,5 millions d'habitants.

Que ce soit à plus de 2 800 mètres d'altitude, à Quito, Latacunga et Cuenca, ou sur la côte pacifique, pour sa dernière journée passée à Guayaquil, Jean-Paul II a frappé la population par sa résistance physique et son admirable disponibilité.

Encombré de ponchos colorés et de chapeaux indiens offerts par les indigènes réunis sur le haut plateau de Latacunga, accueilli à Guayaquil comme une star de la chanson, ému jusqu'aux larmes dans le faubourg du *Guasmo*, à Guayaquil, l'un

des endroits les plus misérables du monde, le pape, en traversant l'Équateur de la sierra à la côte, a provoqué des déplacements de foules encore jamais vus.

Dans ce pays débarrassé depuis 1979 de la dictature militaire et qui, peu avant la visite du pape, venait de vivre des journées agitées à la suite d'une brutale augmentation du prix des carburants, Karol Wojtyła a donné par sa présence l'occasion aux couches les plus marginales et défavorisées d'exprimer à haute voix leurs revendications.

## LA VISITE AU PÉROU

### Un catholicisme bien particulier

■ LIMA — Rencontre avec les principaux représentants de l'Eglise péruvienne ainsi qu'une visite au président de la République: tel sera le programme de la première journée de Jean-Paul II sur le sol péruvien.

ANGELICA ROGET  
collaboration spéciale

L'avion papal arrivera à l'aéroport de Lima à 18 heures locales (17 h, heure de Montréal). Après une cérémonie d'accueil, la «papamobile» se rendra à la Plaza de Arma. Sur tout le parcours du cortège, de modestes oriflammes en plastique à l'emblème du Vatican et du Pérou se sont entortillées autour des fils électriques qui longent les allées. Une frénésie de dernière heure a mobilisé tout le système de nettoyage de la ville afin de la rendre plus présentable par quelques coups de peinture et l'enlèvement des ordures. Un ménage vite fait qui ne fait que cacher en surface la saleté et la misère les plus apparentes.

Sur la Plaza de Arma, jadis le cœur de la vice-royauté, se trouvent la cathédrale, le palais du gouvernement et l'hôtel de ville de Lima. Il y aura une brève cérémonie de vénération des reliques des saints péruviens du XVI<sup>e</sup> et XVII<sup>e</sup> siècle, dont la principale est santa Rosa de Lima, patronne du continent et de toutes les provinces, régions, îles d'Amérique et des Philippines.

À la sortie de la cathédrale, le pape rencontrera les prêtres, religieux, séminaristes et diacres assemblés sur la place depuis 16 heures de l'après-midi déjà.

Avant son départ pour l'Amérique latine, le pape avait adressé un message du Vatican à tous les Péruviens. Il remerciait publiquement les autorités et l'Eglise du Pérou de l'invitation qui lui avait été faite de visiter le pays. «Votre cher pays, où j'espère arriver le 1<sup>er</sup> février pour passer quatre journées avec vous tous, permettra de consolider votre foi et de renouveler votre engagement formel de vie chrétienne... «Même si je ne pourrai répondre à toutes les invitations des autorités ecclésiastiques et civiles, je tiens à dire que je les remercie et j'entreprends ce voyage en pensant à tous. A tous sans distinction d'origine

ethnique, culturelle, professionnelle et de toutes conditions économiques et sociales... Je tiens dès à présent à prouver ma profonde estime pour l'effort généreux que tant de prêtres, religieux et religieuses, sous la conduite de leurs évêques, sont en train de réaliser.»

Si les Péruviens sont profondément croyants et catholiques pratiquants, il n'en reste pas moins que leur catholicisme est bien particulier. La pratique de la messe n'est que de l'ordre de 50 p. cent. Plus surprenant encore: la croyance religieuse qui existe au sein des militants de gauche. Tout à fait normal au Pérou d'être à la fois catholique pratiquant et marxiste. (71 p. cent des membres de l'U, gauche unie, le parti d'Alfonso Barrientos, maire de Lima, se disent catholiques.)

La principale pierre d'achoppement du catholicisme, ici, est la question du divorce et celle du mariage hors l'Eglise. 30 p. cent des Péruviens seulement l'ont contracté, les autres vivant en concubinage. La famille est ici en crise, comme le titre dans un de ses articles le journal *La Republica*. A préciser également qu'entre les deux types de familles citées, il existe ici également beaucoup de familles appelées incomplètes: femmes seules vivant avec leurs enfants. Autre formule typique: celle des communautés «campesinas de la serrania» où les mariages sont contractés d'après les coutumes et traditions propres aux habitants des Andes. C'est ce que les juristes d'ici appellent le mutuel consentement.

Le Pérou a été l'un des premiers pays à légaliser le divorce dans les années 30, contrairement au Chili et à l'Argentine qui ne l'ont toujours pas fait. Et le gouvernement péruvien actuel donne, au dire de l'Eglise, un très mauvais exemple à ce propos. Tant et aussi bien le président de la République que les présidents des chambres des députés ont presque tous divorcé deux, voire trois fois.

Lors de la réception du président de la République, à l'occasion d'une trêve politique décidée par tous les partis, le pape rencontrera tous les candidats à la présidence ainsi que tous les membres du gouvernement. Peut-être profitera-t-il de cette occasion pour faire une déclaration critique au sujet de cette pratique du mariage «à la péruvienne».



Jean-Paul II a lâché une colombe, hier à Guayaquil, lorsqu'il s'est adressé aux pauvres du bidonville de Guasmo.

## ÉCRIVAIN ET JOURNALISTE Gilles Constantineau est trouvé sans vie

■ Gilles Constantineau, écrivain et journaliste, est décédé cette semaine à l'âge de 51 ans. On l'a trouvé sans vie mardi dans son domicile de la rue Durocher, ayant succombé à un infarctus.

La dépouille mortelle est exposée aujourd'hui au salon Dallaire, rue Laurier ouest, de 19 h à 22 h, et dimanche, de 14 h à 17 h et de 19 h à 22 h.

Né en 1933 à Montréal, il avait fait ses études au Collège Brébeuf, au Collège Loyola, au Collège Macdonald et à l'Université de Montréal en psychologie.

Journaliste à *La Presse* Canadienne de 1954 à 1958, il entra à *LA PRESSE* en 1959. Il fait partie en 1961 de l'équipe du *Nouveau Journal* avec Jean-Louis Gagnon. Un an plus tard, il est animateur

à Radio-Canada (20 ans *Express*, *Métro-Magazine*, *L'Histoire* comme ils l'ont faite, etc.). Dans les années 70, il collabore activement au *Devoir*, au *Magazine Maclean* (où il sera secrétaire de la rédaction), au *Soleil*, comme directeur de la section arts et lettres. Il est aussi critique de télévision au *Devoir*.

Poète, il a publié en 1954 *La Pêche très verte* et, en 1960, *Simplex poèmes et ballades* (Hexagone). En 1972, il signe *Nouveaux poèmes*.

Sévère critique de la presse et de l'information au Québec, il se fait souvent polémiste pour dénoncer des confrères et des journaux. Il a signé en collaboration un ouvrage publié chez Québec-Amérique, *Les Journalistes*.

**Gourmet Rendez-vous**  
POUR CÉLIBATAIRES  
Club de gourmet et de voyage  
Souper de la St-Valentin  
Centre Sheraton  
Le 14 février  
Aline Hooper  
335-1494

**MAIGRIR**  
ÉQUIPE de diététistes, éducateurs physique, animateurs, sous la responsabilité des docteurs, Jean-Guy Boileau M.D., M.S.C. (nutrition) et Pierre Lizotte M.D.  
**C'BON** DE MONTRÉAL  
276-2573

**SOLDE DE TAPIS D'ORIENT**  
**SOLDE DE LIQUIDATION DE 19 HEURES**  
H.A.M. d'Iran, de réputation internationale, a exigé que l'on procède en janvier et en février — partout au Canada — à la liquidation des invendus de la collection 1981-1984. Cette situation exceptionnelle est due à un approvisionnement excédentaire. Nous avons plus de 2000 pièces en stock. Ne manquez pas cette occasion d'économiser, car ces tapis ont été achetés en vrac et vous pouvez donc les obtenir à meilleur prix. Le solde entrera en vigueur, à Montréal, les:  
**MERCREDI 6 FÉVRIER** DE 10 H À 18 H  
**JEUDI 7 FÉVRIER** DE 10 H À 21 H  
Nous sommes heureux de présenter cette collection unique de splendides pièces murales et décoratives, tapis d'Orient sélectionnés avec le plus grand soin. Tous ces articles seront liquidés lors de notre  
**SOLDE DE LIQUIDATION DE JANVIER ET DE FÉVRIER**  
Parmi les tapis on trouve une collection de Osm 100% soie, de Heraks turcs brodés d'or fabriqués par Ozbak, de Nain en soie, d'Ispahan en soie et poil de chèvre, de Tabriz impériaux, de Tabo, de Kachan impériaux, de Jashagan, Bakhtury, Heris, de Bouch, Yalamah, Mashad, Kerman impériaux, Sarook, Afshar, ainsi que des tapis semi-antiques, un vaste choix de Kalim, de tapis provenant de Russie, du Cachemire, de Chine, d'Inde, du Pakistan, d'Afghanistan et de nombreux autres pays. Les dimensions varient de 1' x 22' x 13' et les tapis de passage font jusqu'à 25 pi de long.  
Nous sommes établis dans les affaires depuis plus de 17 ans et notre réputation n'est plus à faire. Nous offrons le meilleur choix, les meilleurs prix, ainsi que l'expérience la plus solide. Notre nom est reconnu partout au Canada dans le domaine des tapis orientaux et persans.  
Nous vous invitons à découvrir l'art persan et à faire un placement sûr qui offre un luxe inappréciable tout en prenant de la valeur.  
**HOLIDAY INN (CENTRE-VILLE) 420, RUE SHERBROOKE**  
**SALONS A, B, C, D, E**  
Une division de Keshmiri Holdings Co. Ltd.



**GRANDE LIQUIDATION DE PEINTURES À L'HUILE**  
**FERMETURE BIENTÔT DE NOTRE ENTREPÔT**  
NOTRE VASTE SÉLECTION DE TABLEAUX SERA OFFERTE AU PUBLIC À DES PRIX ULTRA RÉDUITS.

• LE CHOIX EST SENSATIONNEL  
• LES RÉDUCTIONS SONT INCROYABLES  
Voici quelques exemples au hasard:  
275\$ 95\$ 375\$ 145\$ 475\$ 225\$ 675\$ 295\$ 750\$ 375\$  
**C'EST UNE VENTE FORCÉE**  
VENEZ DIRECTEMENT À NOTRE ENTREPÔT  
**SUITE 801, 8<sup>e</sup> ÉTAGE**  
(trois ascenseurs à votre service)  
**CETTE FIN DE SEMAINE:**  
• SAMEDI DE 9 h à 17 h.  
• DIMANCHE DE 13 h à 17 h.  
1420, rue Sherbrooke ouest (angle Bishop)

## EN BRIEF

### Attentat au Pérou

■ Des maquisards ont fait sauter à la dynamite deux pylônes électriques dans le centre du Pérou, rapporte l'Associated Press, quelques heures avant l'arrivée du pape Jean-Paul II pour une visite de quatre jours. La police de Huanayo a déclaré que les maquisards du *Sentier Lumineux* avaient fait sauter les pylônes à 14 h 30, heure locale, provoquant une panne de courant qui a duré sept heures. Plusieurs quartiers de Lima ont été privés de courant.

### Dette remboursée

■ La dernière tranche de la dette de \$775 000 contractée par le diocèse d'Ottawa à l'occasion de la visite du pape Jean-Paul II, en juin 1984, a été remboursée, rapporte la Presse Canadienne. «Merci, je vous suis très reconnaissant», a dit l'archevêque d'Ottawa, Mgr Joseph-Aurèle Plourde, aux 1642 invités qui avaient accepté d'assister à un banquet de \$100 le couvert organisé dans le but d'effacer la dette de la visite papale. L'évêque Edwin Lackey, du diocèse anglican d'Ottawa, était au nombre des invités de la table d'honneur en compagnie du président de la Chambre des communes, John Bosley, et des députés à Queens's Park, Reuben Baetz et Claude Bennett.

### TASS accuse

■ L'agence TASS a accusé, hier, le pape Jean-Paul II d'être un adversaire acharné de la *théologie de la libération* parce qu'elle défend, selon elle, des intérêts des couches pauvres de la population en Amérique latine, rapporte l'Agence France-Presse. A la veille de l'arrivée du saint père au Pérou, qui est considéré comme le berceau de la *théologie de la libération*, l'agence officielle soviétique s'étonne, citant un journal vénézuélien, qu'au cours de son périple en Amérique latine, le pape n'ait soufflé mot, dans ses sermons, de la politique de pillage pratiquée par les monopoles. Jean-Paul II préfère ne pas voir la différence entre ceux qui possèdent d'immenses richesses et exploitent les travailleurs, et ceux qui sont privés de moyens d'existence et n'ont pas de travail, ajoute l'agence dans une dépêche datée de Caracas.

## \$42 000 de marchandises volées sont retrouvées

Les policiers de la CUM ont mis la main hier sur \$42 000 de marchandises volées la veille, en plus d'arrêter deux hommes à l'arrière du 6748, rue De Lorimier.

Les frères Richard et Jacques Boisjoly étaient, semble-t-il, à charger un camion loué lorsque les agents Luc Gonthier et Pierre Levasseur, du Poste 43, ont procédé à une vérification.

Ils ont alors retrouvé pour \$7 000 d'équipements électroniques, dérobés dans un entrepôt Atlantique le 30 janvier. Au total ce vol avait rapporté \$17 000 à ses auteurs. Les policiers, en suivant la même piste, ont également retrouvé onze motos rapportées volées, d'une valeur de \$35 000. Les deux suspects ont été libérés sur promesse de comparaître. Jacques Boisjoly était déjà en attente de procès pour une autre affaire de vol.

## Les détaillants invités à boycotter le programme de récupération des cannettes

L'Association des détaillants en alimentation recommande à ses membres de boycotter le système de récupération des cannettes d'aluminium.

Ce système entrainé en vigueur hier matin, en vertu d'une entente intervenue en août dernier entre le gouvernement du Québec et les représentants de l'industrie de la bière, des boissons gazeuses et de la distribution alimentaire.

### CAROLE THIBAUDEAU

Tel que décrit hier dans une page publicitaire d'un quotidien de Montréal, l'Association approuve la récupération et la consigne de \$0,05 par cannette retournée par le consommateur. Elle est prête à collaborer jusqu'en juillet 1987, moyennant la promesse que les détaillants n'auront plus à faire, à compter de juillet 1987, la récupération des cannettes dans leurs magasins.

D'ici là, elle déclare que les détaillants « n'ont pas d'autre choix que de retirer toutes les cannettes des rayons ; de refuser d'acheter des cannettes... et de refuser d'acheter des timbres de consigne pour les cannettes qu'ils ont en stock ».

Rappelons que nombre de détaillants acceptaient hier les cannettes rapportées par leurs clients.

Principaux acteurs du système de récupération, les détaillants craignent que l'habitude ne fasse du local du détaillant un centre de dépôt pour tous les contenants, y compris ceux de verre et de plastique. Ils réclament de Québec des projets de récupération par collecte à domicile.

### Les embouteilleurs

Du côté de l'Association des embouteilleurs du Québec, on espère que cette contestation va se résorber. « Finalement, c'est tou-

jours le consommateur qui décide, affirme Nicole Pajean-Goyette, porte-parole. Il faut qu'il collabore au projet en prenant l'habitude de rapporter ses cannettes au détaillant. Quant à la collecte sélective des déchets, il est impossible de promettre une échéance précise dans ce dossier. C'est un projet de société, un projet à long terme. Cela demande une modification profonde de la mentalité des gens. »

## Incendie criminel

L'incendie qui a fait une victime jeudi soir au 1550 ouest, rue De Maisonneuve, était d'origine criminelle.

La police de la CUM en est venue à cette conclusion, hier, quoique les enquêteurs ne soient pas encore parvenus à déterminer l'origine exacte du sinistre. Une résidente de la rue Bloomfield, Maria Nikaki, 34 ans, a perdu la vie dans cet incendie. Elle s'occupait de l'entretien des locaux.

### FUSILLADE CHEZ STEINBERG

## Un deuxième suspect succombe

La fusillade qui est survenue jeudi soir au magasin Steinberg sis à l'intersection des rues Notre-Dame et Saint-Denis, dans l'est de la métropole, aura finalement fait deux victimes. Michel Daudelin, 20 ans, est en effet décédé hier matin, à l'hôpital Notre-Dame, quelques heures après son présumé comparse Rock Blais, de deux ans son aîné.

Filés par les policiers depuis quelque temps, les deux hommes s'étaient présentés dans ce marché d'alimentation avec l'intention présumée d'y perpétrer un vol à main armée. Ils n'auraient pas obtenu ce qu'ils voulaient.

intimé l'ordre de laisser tomber leur carabine à canon tronçonneuse.

née de calibre .22, d'où la riposte qui les a fauchés.

## Des dizaines de milliers d'abonnés privés d'électricité

Des dizaines de milliers de personnes ont été privées d'électricité dans la région métropolitaine hier, en raison du verglas et de l'humidité. Ainsi, sur la Rive-Sud, c'est environ 20 000 abonnés d'Hydro-Québec qui ont grelotté pendant six heures à Longueuil et Brossard. On a aussi dénombré des pannes isolées à Saint-Lambert, Saint-Constant, Saint-Basile, Davelon, l'Île Charron, Sainte-Catherine, Boucherville et Sainte-Julie.

À Laval, 4 000 abonnés ont manqué de courant, notamment dans le secteur de Duvernay où la disette a duré une demi-journée. La grande responsable de ces interruptions : la pollution saline. Lorsque l'humidité est forte, une brume contenant du calcium s'élève en effet de la chaussée et

se pose sur les isolateurs qui surchauffent et se court-circuitent.

Le centre-ville de Montréal n'a pas été épargné, puisqu'une panne a sévi hier après-midi dans le quadrilatère Jeanne-Mance, Prince-Arthur, Président Kennedy et Saint-Hubert.

## Un mafioso sicilien a investi au moins \$2 millions à Montréal

(D'après CP) — Un juge italien qui menait une enquête sur les liens entre le milieu interlope d'ici et la mafia sicilienne vient de quitter Montréal en secret après avoir recueilli des informations auprès de nombreux témoins, a fait savoir une avocate du ministère fédéral de la Justice.

M. Giovanni Falcone était venu faire une enquête ici sur les investissements effectués par l'ex-maire de Palerme, Vito Cianci-

mino, qui a été accusé d'avoir mené des activités interlopes.

Me Oksana Kaluzny, qui a assisté à l'un des interrogatoires menés par le juge Falcone, a précisé que l'enquête portait plus particulièrement sur deux compagnies fondées par les deux fils de Ciancimino lors d'une brève visite au Canada. Il semble que la famille Ciancimino ait investi plus de \$2 millions dans diverses propriétés de la région de Montréal.

À Montréal, de plus en plus, les gens bouquinent le soir. Tôt ou tard...

**RENAUD-BRAY**  
Jusqu'à minuit!

7 soirs par semaine!  
5219, ch. de la Côte-des-Neiges — Tél.: 342-1515

**SOLDE EN BLANC**  
**20%-50% DE RABAIS**  
SUR CHAQUE ARTICLE EN MAGASIN

SERVIETTES DE BAIN



99¢\*

Le prix tout seul ne veut pas toujours tout dire. C'est la qualité qui compte. Que préférez-vous, une serviette de qualité inférieure offerte à bas prix ou une serviette de bonne qualité offerte au meilleur prix possible?

Chez Linen Chest, on préfère la deuxième solution. Chez Linen Chest, on trouve le plus grand choix d'articles de maison de qualité au meilleur prix possible. C'est le genre d'article qui vous offre la beauté et la qualité durables que vous recherchez, à un prix imbattable. C'est ce que nous appelons une véritable aubaine! Mais si vous recherchez une serviette à 99¢... nous l'avons également!

\*Quantité limitée 12 par client, jusqu'à l'épuisement de la marchandise.

\*\*\*\*\* NOTRE POLITIQUE DE PRIX GARANTIS DURANT TOUTE L'ANNÉE \*\*\*\*\*  
\* Si vous trouvez la même marchandise ailleurs à meilleur prix, nous respecterons ce prix et nous vous accorderons un RABAIS ADDITIONNEL de 10%.  
\*\*\*\*\*

**LINEN CHEST**

Boutique & Magasin à rayons.

CENTRE ROCKLAND



341-7810

## MASCULINS SINGULIERS

**Cette tendresse profonde...**

«...cette tendresse profonde et généreuse que seul un pédé peut offrir.»  
Jean Genet  
(Querelle de Brest)

Je suis arrivé avec mes croissants vers midi. Une odeur de café embaumait l'entrée. Sur le tapis où j'ai rangé mes bottes, il y avait une paire de patins. Au mur, deux grands posters, ceux d'Humphrey Bogart et de James Dean. Musique classique en sourdine, plantes dans un coin, et sur la table, la nappe était mise...

C'est ici, dans la cuisine ensoleillée de deux jeunes garçons new wave, qu'a commencé ce reportage, comme je souhaitais qu'il commençât : par une histoire d'amour.

Deux tourtereaux s'aimaient d'amour tendre. Exactement comme il est dit dans les romans-photos. À ce détail près que, dans les romans-photos, c'est elle et lui. Ici, c'est lui et lui. Serge et Gaétan.

Deux jeunes hommes. Vous vous en doutez puisque c'est un reportage sur l'homosexualité. Mais j'insiste parce que, quand je vais vous les présenter, ce sera plus fort que vous, vous allez me demander : « Oui mais lequel qui fait la femme ? » Ne rougissez pas ! C'est pas qu'on soit si bêtes, mais c'est qu'on voudrait tellement que ce soit comme dans le roman-photo !

Où alors comme dans le film la Cage aux Folles. Deux hommes, dont un très efféminé. Là on comprend. C'est facile, celui qui crie tout le temps, l'hystérique, c'est la femme. L'autre, celui qui se rase, c'est l'homme...

Gaétan et Serge, c'est pas ça. Ils se rasent tous les deux. Ils ne crient pas ni l'un ni l'autre... C'est pas un couple gai de cinéma. C'est le couple gai ordinaire : deux hommes qui s'aiment. C'est pour ça qu'on dit qu'ils sont homosexuels, parce qu'ils aiment les hommes. Pas les hommes qu'on l'air de femmes. Les hommes... Ça va, vous me suivez ? Je peux vous les présenter, vous ne me ferez pas honte ?

Alors Serge d'abord. 22 ans, originaire de Berthierville, vit à Montréal depuis cinq ans. Dans un visage régulier, des traits qui ont gardé la fraîcheur de l'enfance, et de longs cils qui lui font le regard très doux. Bref, beau. Je le lui dirai au cours de l'interview sans que ça l'embarrasse le moins du monde : il le sait. Il se fait croquer assez souvent pour n'avoir aucun doute là-dessus.

Gaétan a 23 ans. Originaire de Québec, il vit à Montréal depuis trois ans. Séduisant aussi, mais au charme plus furtif. D'ailleurs ce matin, les deux sont plutôt pochés, pochés sous les yeux et barbes longues. Ils se sont couchés très tard, ils travaillent ensemble, de nuit, dans un café gai...

Ni l'un ni l'autre n'a d'écrit dans le front : « je suis gai ». Par contre, il suffit de les voir ensemble pour deviner que ces deux-là sont en amour par-dessus les oreilles. Complètement partis. Leurs silences surtout sont éloquentes, comme souvent les amoureux, qui devant un étranger se parlent du regard...

— Vous vous êtes rencontrés comment ?

— Cet été, rue Ontario. Je passais à bicyclette. Gaétan était assis dans les marches d'un escalier avec un ami. Je connaissais l'ami. Je me suis arrêté... Ça été instantané. On a su tout de suite que ce serait sérieux. On s'est retrouvé chez lui. On a fumé un joint. Plus tard dans la soirée on a baisé...

— C'était le 2 juillet, dit Gaétan.

— À deux heures de l'après-midi, précise Serge.

(Ces dernières précisions ne m'étaient pas destinées. Je vous les rapporte parce qu'il m'arrive d'être aussi perroquet qu'un magnétophone, mais en fait, à ce moment-là, Gaétan et Serge avaient oublié l'interview, ils jouaient à « te souviens-tu ? », un jeu que tous les amateurs pratiquent pour apprivoiser l'éternité)... Serge a continué...

— Le lendemain, c'était un dimanche, on est allé faire du vélo, necker au bord fleuve... Le soir on s'est ramassé au Garage (1) et quelques jours plus tard, j'ai demandé à Gaétan s'il voulait qu'on vive ensemble...

— Quand vous avez loué cet appartement, le proprio savait que vous étiez gais ?

— On ne le lui a pas dit directement, mais c'était assez évident, on était ensemble pour le visiter... D'ailleurs, on a su après que, tout en étant straight, il préférait louer à des gais, parce que, selon lui, ils foutent moins le bordel...

(Un bon calcul à en juger par l'aménagement des lieux. L'appartement typique du Plateau : l'art de se faire du chaud avec du croche.)

— Vous habitez ici depuis six mois. Parlez-moi un peu de votre vie en commun...

— C'est le fun !

— Le fun, le fun... il doit bien y avoir des petites chicanes de temps en temps ?

— Ça arrive qu'on se tombe sur les nerfs, c'est normal, on vit ensemble, on travaille ensemble. Mais rien de grave...

— Le fric est en commun ?

— Oui. Ce n'est pas la fortune ! Ensemble, on dispose d'à peu près \$275 par semaine... Ça fait que, quand on reçoit des amis à souper, c'est plus souvent au pâté chinois qu'au filet mignon ! Mais c'est correct. Le pâté chinois de Gaétan est superbe !

— Des projets ?

— On pense à des vacances en Grèce. On voudrait s'acheter une maison, une auto aussi...

(Peut-être vous étonneriez-vous de l'ampleur de ces projets, en regard de la modestie de leurs revenus... mais n'allez pas trop vite conclure qu'ils rêvent en couleur. Les gais ont bien sur l'avantage de n'avoir pas à entretenir de famille, mais ils ont aussi un sens de l'économie domestique qui leur permet, à revenu égal, d'avoir un niveau de vie généralement supérieur aux straights. Je vous en reparlerai.)

— Une maison, une auto... ce sont là des projets qui supposent une longue cohabitation !

— On l'espère !

— Couraillez-vous ?

— Non. Pas par fidélité de principe. Mais parce qu'on aime ça de même.

— Vous vous voyez vieillir ensemble ?

— Oui...

— Parlant de vieillir, je me suis laissé dire que c'était un mot qui faisait plus freaker les gais que les autres...

— Moi, reconnais Serge, j'ai peur de ce que je vais avoir l'air à 45 ans...

Est-ce ma paranoïa ? Il m'a semblé qu'en disant cela, il me regardait comme on regarde une grosse araignée velue...

Gaétan m'a servi un quatrième café. Ça faisait deux heures que j'étais là. Machinalement j'ai relu mes notes, je suis tombé sur les premiers mots que j'avais notés : Bogart, Dean, nappe sur la table, plantes, musique classique en sourdine... Des mots qui ne me disaient plus rien mais je comprenais maintenant pourquoi je les avais notés : deux heures plus tôt, je m'en venais interviewer des... Martiens.

— Non seulement vous n'êtes pas des Martiens, mais je vous regarde, là... beaux zè jeunes, gais tant que vous voudrez, un peu new waves sur les bords... mais au fond, vous faites un petit couple super conventionnel ! Je viens même de remarquer, à l'instant, que vous portez des alliances...

Je vous ne jurerais pas qu'ils ont rougi. Mais dans le silence qui a suivi, dans la courte seconde où ils se sont regardés, j'ai très bien entendu ce qu'ils se sont dit...

Ils se sont dit que je n'avais rien compris. Et que ce serait trop long de m'expliquer que l'amour n'était pas straight ou gai, flyé ou québécois, maladie ou convention.

L'amour c'est l'amour. Et on l'emmerde, vieux con.

(1) Le Garage est la plus connue des discothèques gais (pour le moment, ça change tout le temps). La plus trépassante aussi.

**DEMAIN DIMANCHE : 200 000 homosexuels à Montréal. Aussi, entrevues avec Michel Tremblay et Pierre Bourgault.**

## À la façon du maire Drapeau

On l'a souvent répété: avec le maire Jean Drapeau, la façon de faire les choses dépasse les choses elles-mêmes. La question de la salle de concert n'échappe donc pas à la règle. C'est peut-être là qu'il atteint le plus haut niveau de l'insolite auquel nous étions déjà habitués.

Avant même que les Montréalais se soient demandé s'ils avaient besoin d'une nouvelle salle de concert et s'ils avaient les moyens de s'en offrir une, alors qu'ils ploient sous les dettes, le maire demandait à la société Cadillac Fairview de l'inclure dans un projet de centre commercial.

Alors que l'unanimité se faisait pour refuser le premier projet McGill College, proposé par Cadillac Fairview, le maire Drapeau l'acceptait d'emblée.

Cadillac Fairview, sensible à la critique, a accepté la consultation, plus et mieux que ne le font les entreprises d'État. Le résultat fut plus que satisfaisant: à l'exception d'un petit nombre de personnes, tous les intéressés ont su créer une nouvelle unanimité, cette fois favorable au projet. Le maire l'a refusé.

Coupant les ponts avec la Chambre de commerce et le Bureau de commerce, avec ceux qui avaient manifesté une collaboration exceptionnelle comme avec ceux qui s'étaient réjouis des nouveaux processus de consultation, le maire met en branle son propre projet. Il choisit son terrain et son promoteur sans en dire un mot au gouvernement provincial qui paie la note, ni à l'Orchestre symphonique de Montréal qui sera l'unique utilisateur des lieux.

Le promoteur, la société Sofati, est surtout connu ici pour le voilier qu'il a commandité l'été dernier lors de la course Québec-Saint-Malo. Sofati a l'expérience des gros contrats — \$500 millions en Afrique du Sud et en Amérique latine. Elle ne craint pas de s'engager à livrer la salle pour \$30 millions.

On ne connaît pas les plans, pas plus que les matériaux utilisés ou la qualité de l'ensemble, vu que le projet de Sofati fut présenté au maire le 30 janvier. Mais on sait que d'autres salles de concert, par exemple celle de Minneapolis qui vient d'être construite, ont coûté 50 pour cent plus cher que le montant prévu à Montréal. Si les \$30 millions représentent une limite, il faudra économiser sur la qualité de la salle, évidemment.

Peu importe: il semble que l'important soit le site, comme en a étrangement fait la démonstration le maire Drapeau. Après les faillites de Dupuis Frères et de Valiquette, il faut trouver des moyens pour revaloriser l'est de Montréal.

Pas d'appel d'offres ni de soumissions; pas de consultation ni même d'information auprès des milieux concernés; une présentation télévisée tristement improvisée. Et voilà: Québec doit dire oui, Cadillac Fairview doit faire son deuil de ses efforts, de ses énergies et de ses dollars investis. Vive l'aventure et la nouvelle baignoire à remplir par les Montréalais; malheureusement, aucun d'entre eux n'aura été respecté.

On peut dire que, cette fois, le maire Drapeau s'engage plus que jamais. Principalement parce qu'il a choisi d'être seul contre tout le monde. Il risque fort de perdre des appuis qui lui étaient autrefois assurés: trop de gens sont blessés et déçus dans leurs notions de démocratie pour qu'ils aient encore le goût de jouer le jeu de la confiance et de la collaboration.

L'idée d'une salle de concert était peut-être bonne, encore qu'elle ne s'imposait absolument pas. Mais la façon dont elle est maintenant imposée risque fort de dépasser le seuil de tolérance des esprits les plus conciliants.

Jean-Guy DUBUC

## L'avis du Conseil de la langue française

L'avis que le Conseil de la langue française vient de communiquer à M. Gerald Godin sur la situation linguistique au Québec est un document d'une haute pertinence, lucide, réaliste, éclairé. Les auteurs de ce texte destiné au ministre responsable de l'application de la Charte de la langue font la preuve qu'on peut évoquer ce problème difficile, le situer dans une juste perspective et formuler des recommandations judicieuses sans employer un langage excessif ni se retrancher derrière des remparts politiques.

Il importe de souligner à cet égard que M. Michel Plourde, président de l'organisme appelé à conseiller ou même à alerter le gouvernement quant à la situation linguistique, s'est jusqu'ici acquitté de son mandat avec respect envers la minorité, avec équité envers la majorité, avec compétence envers le gouvernement.

Le conseil a étudié avec soin les phénomènes linguistiques de la société québécoise; il a analysé les sondages avec discernement et une connaissance approfondie du milieu, de telle sorte que les vœux de la majorité — par exemple en faveur du bilinguisme symétrique — font l'objet d'une interprétation poussée.

Dans cet avis au ministre, qui tient en une quarantaine de pages, le Conseil démontre que la situation de la langue française, malgré les progrès importants réalisés depuis 10 ans dans la plupart des secteurs d'activités, «demeure préoccupante». Il n'est pas encore permis de conclure en 1985 que le français est devenu «la langue normale et habituelle de travail, de l'enseignement, des communications, du commerce et des affaires».

La force d'attraction de l'anglais étant naturellement très forte en Amérique du Nord, notamment chez les jeunes, on ne peut conclure à la suprématie du français et relâcher les efforts. Il ne s'agit pas seulement, ni surtout, des efforts du législateur — car il demeure désagréable et même humiliant de légiférer pour assurer la protection de sa langue — mais plutôt des efforts déployés dans la vie quotidienne par les médias, la publicité, les maisons d'enseignement, les établissements commerciaux, la fonction publique afin de répandre l'usage correct d'une langue vivante.

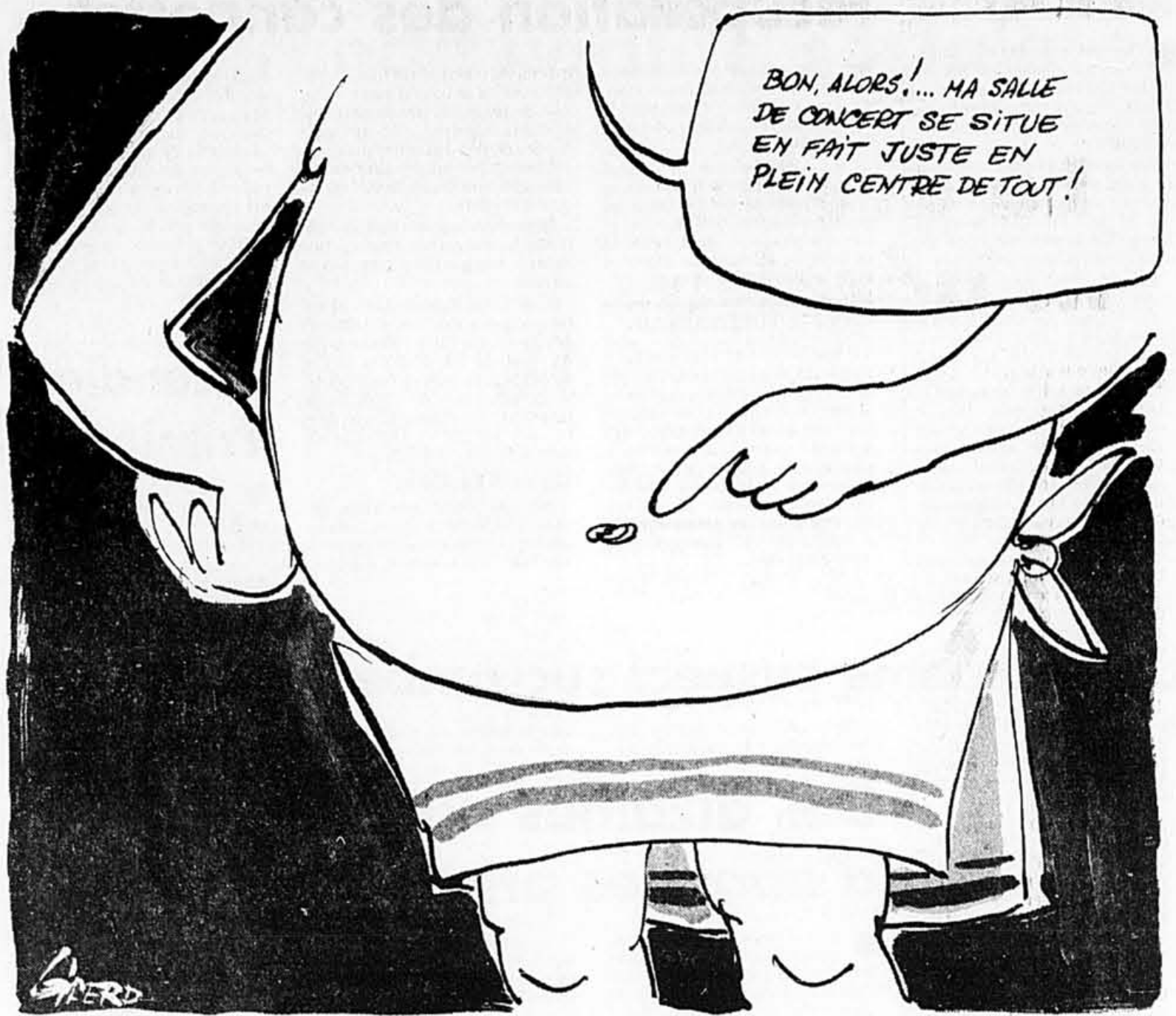
Beaucoup pensent que la langue française a atteint au Québec un niveau de sécurité désormais assurée. Le Conseil met en garde contre un tel sentiment de satisfaction et, de toutes les recommandations qu'il dégage de son étude, il en est une qui doit retenir l'attention. Le gouvernement est invité à faire en sorte que soit reconnu à l'intérieur de la Loi constitutionnelle du Canada, «le caractère distinct de la société québécoise». C'est là un objectif devenu classique et qui paraît accessible lors des prochaines négociations constitutionnelles.

Que signifie ce «caractère distinct» sinon, comme le souligne le Conseil, «l'obligation que cela impose au Québec et au Canada de prendre des mesures appropriées pour assurer le développement de la langue française». Et pour atteindre un tel objectif, il faut naturellement recourir à des mesures législatives qui ne sont d'ordinaire pas employées dans une société démocratique en Occident. Aussi, pour le temps nécessaire, le Canada et le Québec devront-ils s'entendre pour reconnaître «le caractère légitime, démocratique et raisonnable» de telles mesures.

Quand les deux gouvernements se seront mis d'accord sur le caractère distinct de la société québécoise et, par voie de conséquence, sur la nécessité de la sauvegarder par des moyens particuliers, et quand ces dispositions seront inscrites dans un texte constitutionnel, les tribunaux ne pourront plus passer des jugements dont l'effet est de rétablir le bilinguisme symétrique dans l'affichage au Québec.

Mais cet idéal ne sera vraiment atteint que si les anglophones et les allophones reconnaissent la nécessité du caractère distinct de la société québécoise en vue d'assurer sa vitalité et son dynamisme. Les enquêtes indiquent que cette reconnaissance semble largement acquise.

Michel ROY



(Droits réservés)



Marcel Adam

## Certains êtres empêchent de désespérer des hommes

Il arrive que des histoires sordides ont un dénouement heureux et réconcilient avec la nature humaine ceux que parfois elle désespère.

Comme celle de ce vieillard qui avait perdu sa maison et sa voiture, vendues aux enchères pour défaut de payer un jugement de cour de \$300, et dont le cauchemar vient de prendre fin grâce à la générosité du public.

Victor Rayca est immigrant polonais établi au Canada depuis 1950. Il vit seul avec son chien à Saint-Hubert. Il y a une couple d'années son chien mordit l'enfant d'un voisin. Un tribunal le condamna à payer \$300 au plaignant, Philippe Vaillancourt. N'ayant pour tout bien qu'une modeste maison, une vieille bagnole et une pension mensuelle de \$400, M. Rayca offrit de payer par versements. Le plaignant refusa cet arrangement pour laisser la loi s'appliquer dans toute sa rigueur.

L'implacable machine judiciaire se mit en mouvement. Son auto fut mise aux enchères mais ne rapporta que \$25. Alors suivit la maison. Évaluée à \$23,000 elle fut vendue \$5,100 à Lucette Tremblay.

Lorsque la nouvelle propriétaire voulut faire déloger M. Rayca, à la mi-janvier, celui-ci se barricada dans sa demeure et menaça de se faire sauter à la bombe avec elle. C'est alors

qu'une ancienne voisine, Lise Avon, prise de sympathie pour le malheureux, lança un appel à la générosité publique. Elle fut entendue. En l'espace d'une couple de semaines, des contributions arrivèrent de partout au Canada, même des États-Unis, cependant que les avocats des deux parties entreprenaient de négocier le rachat de la maison de M. Rayca pour lui en faire cadeau.

Cette triste histoire connut son dénouement dans l'allégresse cette semaine. Les \$17,040 recueillis permirent de racheter la maison et d'éponger les frais légaux et autres. M. Rayca est heureux. Il dit avoir l'impression de renaître.

Il avait quitté la Pologne communiste pour cette terre de liberté et de justice qu'était pour lui le Canada. Il ne croyait pas que des lois stupides et une application inhumaine de la justice l'auraient dans ses vieux jours dépossédé de tous ses biens et acculé au suicide. À cause d'une petite dette de \$300 et du manque de cœur de ceux qui ont cherché à le ruiner.

Puisse cette histoire induire le législateur à modifier des lois et des pratiques qui ruinent injustement des milliers de modestes citoyens qui n'ont pas, comme M. Rayca, la chance de rencontrer une bonne Samaritaine comme Lise Avon.

La crise qui vient de déchirer le Parti québécois aura peut-être scandalisé beaucoup d'idéalistes qui soupçonnent certains chefs de file révisionnistes d'être motivés par l'opportunisme.

En revanche le camp orthodoxe leur aura offert beaucoup de consolation.

Au cours du débat qui a fait rage ces derniers mois, j'ai souvent admiré chez les intransigeants la générosité et la modération dans les jugements portés à l'endroit de ceux qui ruinaient leurs rêves.

Je l'ai vérifié encore cette semaine lors d'une émission radiophonique au cours de laquelle étaient interrogés une demi-douzaine d'entre eux. Malgré leur évidente déception, chacun était capable d'accorder le bénéfice du doute à la plupart des révisionnistes du gouvernement quant à leurs convictions souverainistes.

Mais ce que j'ai admiré par-dessus tout et que je n'ai pas su avant aujourd'hui souligner convenablement, c'est le courage, voire l'héroïsme dans certains cas, des ministres démissionnaires.

On n'a jamais vu, de mémoire d'hommes, autant de ministres quitter ensemble un gouvernement au nom d'un principe.

Le rêve de toute personne engagée dans la politique active est d'entrer un jour au con-

seil des ministres. Chez beaucoup cette ambition est si dévorante qu'elles sont prêtes à tout pour y arriver et y demeurer. Aussi, quand elles quittent le gouvernement, c'est rarement de par leur volonté, encore moins en vertu d'un principe.

Or une demi-douzaine de ministres péquistes l'ont fait par fidélité à un idéal. Certains détenaient des portefeuilles très importants qui leur valaient beaucoup de pouvoir et de prestige. Ils y ont renoncé volontairement.

Mais les plus admirables sont, pour moi, les deux ministres féminins: Denise Leblanc-Bantey et Louise Harel. Voilà deux femmes qui avaient réussi non seulement à se distinguer dans cette traditionnelle chasse-gardée masculine mais à y atteindre les sommets. Leur jeune âge et leur talent permettent d'envisager une belle carrière au gouvernement. Voici que sur une question de principe, l'une après quelques années et l'autre après seulement quelques mois au cabinet, mettent un terme à leur ambition par respect pour leurs convictions profondes.

De tels gestes de courage et de renoncement méritent d'être salués et cités en exemple aux jeunes qui ne croient pas qu'on puisse faire de la politique sans vendre son âme.

### LECTURES

## Lobbyiste contre député

Il aura fallu qu'un certain nombre de députés péquistes décident de quitter leur caucus, ruiner dans les brancards et devenir députés indépendants pour qu'on entende enfin, pour la plupart, parler d'eux. Il aura égale-

PIERRE VENNET

ment fallu que certains ministres démissionnent pour être remplacés par des députés d'arrière-ban pour que de nouveaux noms, dont certains étaient complètement inconnus hors des cercles fermés de l'Assemblée nationale, émergent sur la scène publique.

Le phénomène n'est d'ailleurs pas particulier à l'Assemblée nationale et encore moins au parti ministériel au pouvoir à Québec.

Un texte publié dans les pages d'analyse de LA PRESSE de samedi dernier mentionnait que la plupart des nouveaux ministres québécois à Ottawa ne seraient pas reconnus sur la rue Sainte-Catherine. Et on aurait sûrement pu en dire autant de la plupart des nouveaux ministres

péquistes à Québec, et même, malgré 20 ans de pouvoir quasi ininterrompu, de certains ministres de l'ex-cabinet fédéral libéral.

C'est dans ce contexte qu'arrive le livre de Dominique Boivin sur le lobbying.

Dominique Boivin est un phénomène au Québec. Diplômé en sciences politiques, il est l'un des rares lobbyistes québécois et canadiens à s'afficher comme tel auprès des ministres, et auprès des députés, des hauts fonctionnaires, des journalistes et des groupes de pression.

Son livre n'a rien à voir avec la littérature. Ni même avec la science politique traditionnelle, du moins telle qu'on la connaît au Québec, encore que préface par le politologue de renom Vincent Lemieux, il reprend sa thèse de maîtrise à l'université Laval.

Cette thèse est toute simple et les événements de ces derniers temps lui donnent raison: le grossissement des appareils gouvernementaux, la complexité de la dynamique sociale, la multiplicité des intérêts et des grou-

pes, la multiplication des niveaux d'autorité ont imposé la nécessité de spécialistes pour s'y retrouver dans les dédales du pouvoir et pour faire valoir ses vues.

La preuve en est que LA PRESSE elle-même titrait à la une il y a quelques jours que la rue Saint-Jacques se cherchait un interlocuteur au sein du nouveau gouvernement conservateur. Si le puissant monde des affaires a de la difficulté à faire entendre sa voix et ne sait à quelle porte frapper, on n'a pas de difficulté à imaginer ce qu'il en est du simple citoyen.

La thèse de Dominique Boivin est donc simple: si les citoyens veulent se faire entendre, ils doivent se former des groupes de pression et ceux-ci, pour réussir à se faire entendre et gagner leur point, doivent savoir où s'adresser.

Et pour ce faire, il leur faut l'aide d'un spécialiste qui ne saurait surtout pas être un député. Boivin d'ailleurs, là-dessus, cite les députés eux-mêmes qui se plaignent périodiquement de

n'être pas dans le coup, de n'avoir rien à faire, de ne plus se retrouver eux-mêmes dans les dédales gouvernementaux. Les sorties publiques d'un Pierre de Bellefeuille, député des Deux-Montagnes à l'Assemblée nationale, ou celle encore plus récente du nouveau député Michel Champagne, de Champlain, à la Chambre des communes, sont significatives à cet égard: les députés d'arrière-ban n'ont aucun poids pour influencer réellement la machine administrative, qu'ils connaissent d'ailleurs mal.

Quant au lobbyiste, que décrit Boivin, il doit non seulement connaître les individus, mais aussi le fonctionnement des institutions politiques et le langage particulier de l'appareil législatif, puisque ces individus passent pendant que les institutions restent.

Voilà qui est malheureux pour la démocratie, mais malheureusement vrai. Et qui renforce la thèse de ceux qui prétendent que «le pouvoir est dans la rue».

Le lobbying, Dominique Boivin, Éditions du Méridien, 236 pages.

## FRANK MILLER ou La droite ... adroite

Quelques minutes avant que ne soient annoncés les résultats du dernier tour de scrutin, la fin de semaine dernière au congrès des conservateurs ontariens, Frank Miller s'est dirigé vers son adversaire Larry Grossman. Son message: quel que soit le résultat de cette course, les deux hommes devaient se rallier l'un à l'autre. Le geste de Miller n'était pas un de courtoisie simplement; il fallait amorcer l'unité du parti avant même que les délégués quittent le congrès. Miller devra se présenter devant l'électorat très bientôt et il aura besoin de toutes les ressources du parti pour perpétuer la dynastie des conservateurs en Ontario, au pouvoir de façon ininterrompue depuis plus de 40 ans.

Ce congrès à la direction du parti a marqué un tournant historique chez les conservateurs ontariens. Jamais dans le passé l'affrontement entre la gauche et la droite du parti — l'aile progressiste c. l'aile conservatrice — n'était apparu aussi clairement qu'au dernier tour de scrutin. Larry Grossman, depuis toujours considéré comme un «red Tory», se trouve peut-être plus près idéologiquement des libéraux de David Peterson et des néo-démocrates de Bob Rae, que de Frank Miller. Mais Grossman est surtout un conservateur ontarien, donc un pragmatique pour qui les idéologies doivent d'abord et avant tout être flexibles. Lui-même fils d'un ancien ministre conservateur, élevé en milieu urbain, Grossman personnifie le technocrate ambitieux à qui tout réussit.

Frank Miller, lui, est arrivé à la politique après avoir été élevé en province et avoir travaillé de nombreuses années dans l'entreprise privée. C'est là qu'il a forgé son idéologie; c'est avec l'intention de réduire la bureau-

cratie et de se porter à la défense de la petite entreprise que Miller s'est lancé en politique provinciale en 1971. Mais à lui aussi le pouvoir a démontré les bienfaits de la flexibilité, de la modération et du pragmatisme.



BERNARD FAUCHER  
à Toronto

collaboration  
spéciale

La preuve que les sensibilités de gauche et celles de droite peuvent cohabiter presque harmonieusement au sein des conservateurs ontariens, c'est que Grossman et Miller ont tous les deux obtenu les mêmes portefeuilles au fil des années — ceux de la Santé, de l'Industrie et des Finances — et qu'aucun des deux hommes n'a révolutionné le travail accompli par son prédécesseur. Quant à celui qui a le mieux réussi à réduire le déficit de la province, ce n'est pas Miller, mais bien Grossman.

### Le bilinguisme

Sur la question controversée du bilinguisme, Frank Miller est déjà en train de modifier les esprits plus rapidement que tous ses prédécesseurs. Miller, qui a vécu au Québec pendant 9 ans, y a aussi appris le français. Il est à peu près le seul ministre du gouvernement à se débrouiller suffisamment bien dans cette langue pour accorder des interviews de fond aux journalistes francophones. Pourtant, tout au long de la course, Miller a cherché à minimiser ses aptitudes en français auprès de la presse anglophone et des délégués du parti. Sauf dans les régions à forte concentration



francophone, il ne s'est jamais exprimé en français et il a réitéré son opposition à la bilinguisation officielle de l'Ontario. Miller craignait sans doute d'être trop identifié à la cause du bilinguisme et de s'aliéner ainsi une bonne part de ses appuis de droite. D'ailleurs, Miller n'était pas le candidat favori de la majorité des délégués francophones dans cette course à la direction.

Pourtant, dès son discours de victoire, le nouveau leader s'est exprimé à plusieurs reprises en français. Le lendemain, au cours de sa première conférence de presse, il a longuement répondu aux nombreuses questions en français qui lui ont été posées; et cela sans s'en excuser. Si bien que les journalistes présents — pour la plupart unilingues anglophones — ont dû lui demander de répéter ses réponses en anglais. Certains de ces journalistes anglophones se sont déjà vu refuser des promotions à la colline parlementaire à Ottawa, parce qu'ils ne parlaient pas français; ils ont compris tout à coup qu'une partie de la vie politique du nouveau premier ministre ontarien risquait désormais de leur échapper. La presse anglophone est le premier groupe à «subir» le bilinguisme de Miller. La réaction des journalistes pourrait modifier l'attitude de la population ontarienne, face à ce nouveau phénomène.

Il est peu vraisemblable, malgré tout, que Miller soit le premier ministre qui donnera à l'Ontario son statut de province bilingue, mais il pourrait préparer le terrain à son successeur.

À un autre niveau, toutefois, l'habileté du nouveau chef à

s'exprimer en français pourrait lui rapporter à plus court terme. Son bilinguisme lui donnera un ascendant à l'échelle nationale auquel aucun autre premier ministre d'une province anglophone au pays ne peut prétendre. Frank Miller pourra s'adresser aux Québécois et à l'ensemble des francophones du Canada dans leur langue, et prouver qu'à défaut d'un bilinguisme officiel, l'Ontario peut au moins afficher son chef dans les deux langues; même si tout cela reste strictement symbolique.

D'ailleurs l'attitude de Miller face au Québec, notamment dans le dossier constitutionnel, a sensiblement changé depuis son élection. Au cours de la course à la direction, le candidat Frank Miller avait déclaré que l'élection du Parti québécois avait été un désastre pour le Québec. Au lendemain de sa victoire, le nouveau chef a reconnu être allé trop loin dans ses propos; aujourd'hui, il se dit prêt à travailler avec tous les premiers ministres du pays et il est même disposé à discuter de constitution, aussi bien avec René Lévesque qu'avec Robert Bourassa.

Un premier ministre bilingue, c'est une première en Ontario qui risque d'engendrer bien d'autres précédents. Ainsi, on assistera peut-être à un débat des chefs en français, lors de la prochaine campagne électorale, puisque le chef libéral, David Peterson, et le chef du NPD, Bob Rae, sont aussi bilingues. Tous les deux appuient le bilinguisme officiel en Ontario; ce n'est pas eux qui partiront en croisade comme Sterling Lyon au Manitoba.



Lysiane Gagnon

## Jean et Baptiste

Jean et Baptiste s'attardaient au restaurant. La question de l'affichage étant tombée sur le tapis, la conversation s'était échauffée.

— Le jugement Beaudry, c'est écoeurant, dit Jean. La loi 101 est grugée de toutes parts. La Cour suprême a déjà mis la hache dans les dispositions concernant les tribunaux et l'Assemblée nationale et nous impose la Clause Canada dans l'éducation, sans compter les adoucissements que le Québec lui-même a apportés... Il ne reste plus rien.

— Tu exagères, dit Baptiste. L'essentiel de la loi 101 est maintenant. Les immigrants vont tous continuer à aller à l'école française. Qu'est-ce que ça change si les lois et les jugements de cour sont traduits en anglais, ou si quelques enfants nés dans une autre province, et qui ont commencé leurs études en anglais, vont à l'école anglaise? Et puis l'autre aspect essentiel de la loi 101, c'est la francisation des milieux du travail. Rien de cela n'est touché.

— La langue de travail, tu parles! Il y a encore des tas de francophones qui sont obligés de parler anglais au travail, et il faut encore être bilingue pour devenir boss.

— N'est-ce pas normal? Dans tous les pays, ce sont les gens bilingues qui décrochent les meilleurs emplois. Pourquoi échapperions-nous à la règle, nous qui vivons dans un continent anglophone?

— Justement. Nous sommes une minorité perdue dans la mer anglophone. Raison de plus pour nous protéger mur à mur.

— Que ça te plaise ou non, l'anglais est devenu la langue des échanges internationaux. Va dans n'importe quel congrès international, et tu verras que la langue de communication — il en faut bien une — c'est toujours l'anglais.

— On parle pour rien. Les Québécois francophones ont toujours été bilingues.

— D'abord ce n'est pas vrai. La majorité a toujours été unilingue française, surtout en dehors de Montréal. Et aujourd'hui, on est de moins en moins bilingue. Ce sont les jeunes Anglais qui sont en train de le devenir!

— Arrête donc. Encore hier, le dépanneur n'était même pas capable de me vendre ma pinte de lait en français! A Notre-Dame-de-Grâce! En plein Montréal!

— Es-tu sûr que le gars était un «vrai Anglais»? Que c'était pas, mettons, un immigrant de la première génération?

— Le gars était ni jaune ni noir, je peux pas te dire s'il avait un accent spécial ou quoi. Il parlait pas français, voilà tout. La semaine dernière, ma belle-soeur achète un vidéo, pas d'instructions en français. Elle appelle au magasin: la fille baragouinait le français. Et tu voudrais qu'en plus on retourne à l'époque des affiches anglaises?

— Il faut quand même être réaliste. Des habitudes bicentennaires ne se changent pas en dix ans. Les choses ont évolué énormément. Tout le centre-ville s'est francisé, les francophones se font respecter, ils occupent maintenant les postes-clés, et même les institutions anglaises se francisent: le quart des étudiants de McGill est francophone! Le Town of Mount Royal High School va devenir une école française parce que la clientèle anglaise a dramatiquement baissé! Laisse faire le temps, le mouvement est irréversible.

— Pas avec des jugements comme ceux-là. «Ils» vont être bien trop contents de se venger et de remettre leurs maudites pancartes anglaises partout.

— Erreur. Le jugement Beaudry porte sur l'affichage bilingue. Il empêche le gouvernement d'interdire l'usage d'une autre langue, de l'anglais en l'occurrence, mais il ne l'empêche aucune-ment d'exiger que le français soit prédominant.

— Le beau piège du bilinguisme! Tu sais bien qu'à la longue c'est la langue la plus faible qui disparaît. L'assimilation continue: le Canada nous noie dans sa majorité anglophone.

— Je te rappelle que ce n'est pas «le Canada» mais un juge québécois, se fondant au surplus sur la Charte québécoise des droits de la personne, qui vient de statuer là-dessus. Sérieusement, penses-tu que les commerçants vont tous changer leurs affiches, maintenant qu'ils ont payé pour en faire fabriquer des françaises? Penses-tu que Rosemont va se couvrir d'affiches bilingues? Et ailleurs, en quoi la présence de quelques mots anglais l'empêcherait-elle de comprendre la partie française de l'affichage?

— Ce n'est pas seulement une question de compréhension. C'est symbolique et politique. L'affichage français indique à tous que le Québec est français.

— Mais mon vieux, la réalité c'est que le Québec n'est pas seulement français. Il y a ici une grosse minorité anglophone de vieille souche. Elle aussi a le droit d'être visible. C'est bien son droit de pouvoir s'afficher dans sa langue, non? Sais-tu que le Québec était le seul pays du monde libre à interdire formellement l'usage d'une autre langue dans l'affichage?

— Tu oublies que le Québec est le seul territoire au monde où nous sommes chez nous. Je veux dire en majorité. Les Anglais, eux, ils ont tout le reste du continent.

— Oui, mais c'est une vision abstraite. Pour un Québécois anglophone, c'est pas le concept du continent qui compte, c'est l'endroit où il vit.

— Eh bien, s'ils sont si malheureux... qu'ils s'en aillent.

— Serais-tu devenu xénophobe? Soit dit en passant, il y en a beaucoup — les plus mobiles, les plus instruits, ceux qui payaient le plus d'impôts — qui sont déjà partis et on ne peut pas dire que ça a aidé l'économie montréalaise.

— Qu'y puis-je? C'est eux ou nous.

— Tu es trop belliqueux. Les gens en ont assez de la confrontation. On veut la paix linguistique, et c'est par l'équilibre entre le respect du français et la tolérance, qu'on va y arriver.

— D'accord pour la paix mais pas au prix de notre identité, de notre survie...

— Tu es trop pessimiste.

— Et toi tu es trop optimiste. Tu t'imagines que tout le problème est réglé parce qu'on a une loi qui impose ce qui ailleurs serait normal, naturel.

• • •

Jean et Baptiste ont fini leur café. En réglant l'addition, ils se sourient en haussant les épaules, comme pour se dire que leur débat ne sera jamais, jamais fini...

«Il y a des fois, dit l'un, où malgré ce que je dis, je ressens les choses comme toi.»

— Moi, c'est pareil, dit l'autre. Il suffirait de peu pour que je pense comme toi.

— Il doit y avoir un peu de nous deux dans chaque Québécois francophone. Un peu de Jean, un peu de Baptiste... Jean-Baptiste.

## PRENDRE AUX RICHES POUR DONNER AUX PAUVRES

# Mulroney se fait le Robin des bois des temps modernes

Brian Mulroney et son ministre de la Santé, M. Jake Epp, jouent au Robin des bois depuis le mois d'octobre. Prendre aux riches pour distribuer aux pauvres.

«Le président de banque qui gagne \$500 000 n'a pas besoin de ses allocations familiales», déclarait le premier ministre triomphant en décembre, devant une galerie enthousiaste. Tout un discours, de la part d'un premier ministre conservateur, supposément acquis aux intérêts de la «big business» et des capitalistes.

Le ministre de la Santé nationale, M. Jake Epp, a servi le même discours cette semaine, à la Chambre des communes: le gouvernement propose de couper dans les allocations familiales ou les exemptions aux familles pour les enfants à charge, et de redistribuer l'argent aux familles pauvres.

L'initiative gouvernementale présente toutefois une faille majeure: c'est aux familles avec enfants, et à personne d'autre, que le gouvernement demande de faire des sacrifices pour venir en aide aux moins bien nantis.

Selon un des scénarios proposés par M. Epp, on abolit l'exemption fiscale de \$710 par enfant accordée aux parents et on accroit le crédit d'impôt pour enfant accordé aux moins bien nantis. Dans un autre scénario, on diminue à la fois les allocations familiales et l'exemption fiscale. Mais peu importe l'option, c'est la famille avec enfant qui en fait les frais. Dans la première option, par exemple, les familles gagnant \$23 000 se-

raient les plus pénalisées. Le ministre de la Santé nationale s'est défendu en disant que si l'option «Un» était retenue, 66 p. cent de l'argent redistribué proviendrait des familles gagnant \$50 000 et plus. Mais en ce



GILBERT LAVOIE

de notre bureau  
d'Ottawa

faisant, il confirmerait que le reste des économies proviendrait des familles gagnant entre \$23 000 et \$50 000.

Selon le député libéral de Sainte-Marie, M. Jean Claude Malépart, cette démarche équivaut à demander aux pauvres d'aider d'autres pauvres.

### Une approbation

L'initiative du gouvernement a tout de même reçu l'approbation du Groupe de réforme des politiques sociales, coalition des principaux organismes oeuvrant dans le secteur de la politique sociale et de la Condition féminine.

Fait rare dans l'histoire politique, le groupe est allé jusqu'à dénoncer les critiques formulées par les partis d'opposition. «L'opposition est en train de jeter le bébé avec l'eau du bain», a lancé Mme Chaviva Hisek, la présidente du Comité canadien d'action sur le statut de la femme.

La coalition favorise l'option «Un» abolissant l'exemption

fiscale, à la condition que le seuil du revenu familial au-dessus duquel le crédit d'impôt pour enfant est diminué soit de \$30 000 et non de \$23 000, tel que proposé par le gouvernement, et que les économies ainsi faites soient totalement retournées aux familles.

Mme Carole Wallace, du Comité d'action sur le statut de la femme, admet bien volontiers que la proposition gouvernementale n'est pas parfaite. Elle concède qu'il n'est peut-être pas équitable de puiser uniquement dans les poches des familles avec enfants pour aider les moins bien nantis.

Mais elle base l'appui de son groupe sur un point: pour une fois, le gouvernement accepte de remettre en cause le principe de l'exemption fiscale, privilège régressif, à son avis, qui bénéficie davantage aux riches qu'aux pauvres. La ministre Judy Erola avait tenté de s'attaquer à ce principe sous les libéraux, mais elle avait dû retraiter. Le Comité d'action sur le statut de la femme n'entend pas laisser passer aussi facilement l'aubaine qui se présente aujourd'hui.

Mme Wallace reconnaît que les familles gagnant \$23 000 et plus n'ont pas les moyens de perdre l'aide du gouvernement. Son groupe demande que ce seuil soit porté à \$30 000. Elle admet aussi qu'une famille avec enfants dont le revenu est de \$30 000 ou \$35 000 ne nage pas dans le luxe. Mais elle fait remarquer que la très grande majorité des gens à faible revenu qui bénéficieraient des changements proposés sont des fem-

mes qui gagnent moins de \$30 000. «On défend nos intérêts», explique-t-elle.

La démarche des groupes sociaux est compréhensible, mais celle du gouvernement Mulroney, qui doit représenter des intérêts plus variés, soulève bien des questions.

### Des possibilités d'économie

Les deux options présentées par le document du ministre Epp représentent certes des hausses de revenus pour les familles pauvres, mais elles offrent également des possibilités d'économie aux gouvernements fédéral et provinciaux. Les familles qui feront les frais de ces changements n'ont pas l'assurance que ces économies serviront à financer des programmes visant l'unité familiale. Le gouvernement s'est engagé simplement à utiliser ces économies à l'intérieur de l'enveloppe budgétaire des programmes sociaux.

Le gouvernement n'a donné aucune garantie à ce chapitre. En réalité, c'est par accident que le cabinet Mulroney a lancé un tel débat. Le ministre des Finances, M. Michael Wilson a ouvert les discussions, l'automne dernier, avec une seule préoccupation en tête: réduire le déficit. Lorsque la controverse a pris trop d'ampleur, avant les fêtes, le premier ministre a transféré ce dossier au ministre de la Santé qui tente aujourd'hui de s'en sortir de façon honorable. Mais la question est si complexe qu'il faut prévoir des discussions ardues et passionnées.

DANS  
la presse  
LES MARDIS ET JEUDIS,  
DÈS LE 5 FÉVRIER 1985

STRATÉGIES DE  
PLACEMENTS

Un  
cours  
conçu  
pour  
vous!

TIRAGE D'UN VOYAGE  
POUR DEUX À NEW YORK



POUR PLUS DE DÉTAILS,  
VOIR PAGE H 8

EN COLLABORATION AVEC  
LE COLLÈGE MARIE-VICTORIN

## SOUS UNE FORME DIFFÉRENTE ET AVEC UN NOUVEAU VISAGE Des groupes terroristes européens se tournent vers des cibles militaires

Les spécialistes de la police avaient senti venir cette nouvelle vague de terrorisme européen. On l'avait même annoncée. Cette fois-ci, c'est de la bande à Baader, le 'Mareh' commun, européen du terrorisme se manifeste au grand jour. La France, qui avait échappé au phénomène 'Brigades rouges' ou 'Bande à Baader', a été la première touchée.



LOUIS-BERNARD ROBITAILLE  
à Paris  
collaboration spéciale

Le vendredi 25 janvier, peu avant 22 heures, en banlieue ouest de Paris, devant sa villa, un homme est abattu de huit balles tirées à bout portant: c'est le général René Audran, 55 ans, directeur adjoint de la Direction des Affaires internationales au ministère de la Défense. Autrement dit, le patron des ventes d'armes françaises à l'étranger. Deux coups de téléphone anonymes revendiquent l'attentat. Dans un cas, l'interlocuteur a un accent allemand.

Une semaine plus tard, c'est-à-dire hier matin, à Munich, c'est le patron d'une importante entreprise travaillant pour l'armée allemande, Ernst Zimmermann, qui est grièvement blessé par deux femmes terroristes qui se sont présentées à son domicile.

À Washington comme dans les milieux de l'OTAN, on prévoyait depuis quelques semaines une recrudescence d'attentats contre des cibles militaires. La veille de sa mort, en visite en Allemagne, le général Audran y avait fait lui-même allusion.

Il faut dire que les signes s'étaient multipliés tout récem-

ment. Début janvier, trente prisonniers du groupe allemand Fraction Armée rouge (FAR) commençaient une grève de la faim. Le 19 janvier, deux des responsables du groupe français, Action directe se joignaient au mouvement dans leur prison, à Paris. Entre-temps, Action directe et la FAR émettaient le 15 janvier un communiqué annonçant des actions communes. Et le jour même de l'assassinat du général Audran, une lettre de Régis Schleicher, l'un des grévistes de la faim d'Action directe, prônait un 'processus d'unification des guérillas d'Europe de l'Ouest dans le front anti-impérialiste'.

### Nouveau visage

Pour les responsables de la sécurité dans les pays européens, il s'agit donc d'un mauvais signe: le terrorisme fait un retour en force et sous un nouveau visage.

Avec la FAR et les Brigades rouges à la fin des années soixante-dix, l'Allemagne de l'Ouest et l'Italie avaient connu des vagues meurtrières de terrorisme, principalement dirigées contre des cibles de politique intérieure. Au moyen de méthodes très énergiques, on était pratiquement venu à bout des organisations clandestines. La page semblait tournée.

La France, de son côté, avait été épargnée par le terrorisme sanglant, en tout cas, de type autochtone. Les attentats meurtriers perpétrés en France étaient pour la plupart liés à des affaires internationales, notamment le conflit du Proche-Orient. Le fameux groupe Action directe, connu de la police depuis 1979, était particulièrement faible. Il s'était toujours cantonné dans les attentats 'symboliques', c'est-à-dire contre des immeubles.

Les militants d'Action directe arrêtés par la police avaient paru assez inoffensifs pour bénéficier de l'amnistie 'socialiste' à l'été 1981, décision éminemment politique que l'opposition de droite reproche, comme il se doit, au gouvernement. D'autant plus que, depuis, il y a eu deux policiers tués dans une fusillade de rue. Que les deux 'chefs historiques' d'AD, Jean-Marc Rouillon et Nathalie Menigon, sont toujours en fuite, sans doute en Belgique, et que le mouvement, avec l'affaire Audran, vient de passer à un autre niveau de terrorisme.

Selon toute vraisemblance, la menace terroriste n'a pas actuellement l'ampleur qu'elle avait il y a sept ou huit ans. A



Le général René Audran, directeur adjoint de la Direction des Affaires internationales au ministère français de la Défense.

l'époque, les Brigades rouges italiennes et la FAR comptaient des centaines de membres et parvenaient à frapper au sommet de l'Etat. Le fait que les terroristes se regroupent aujourd'hui est aussi un signe de faiblesse. Le langage qu'ils tiennent est plus décollé que jamais de la réalité. Après le thème de la 'lutte des classes' à l'échelle nationale, puis du tiers monde et de la Palestine, c'est le slogan sur l'anti-impérialisme qui circule entre Paris, Francfort et Bruxelles (où l'organisation la plus connue s'appelle Cellules communistes combattantes).

### Un ennemi commun

Un ennemi commun: l'OTAN et la défense occidentale en général. Parmi les tracts en circulation, on en trouve même un pour dénoncer la 'mollesse du général Jaruzelski face à Solidarité...'. Activités et discours délinquants, mais au profit de qui?

«Il n'y a pas nécessairement de 'chef d'orchestre' même s'il y a des contacts entre les organisations, estime Alain Geismar, ancien dirigeant 'maoïste' des années soixante-dix. Simple-ment, il y a une logique morbide dans le terrorisme: comme ils vont d'échec en échec, les groupes sont de plus en plus décollés de la réalité et pratiquent une fuite en avant délirante.»

Leur rangs sont décimés, même s'il n'y a pas de 'centre' du terrorisme. Les rescapés des divers groupes ont les moyens de frapper en mettant leurs efforts en commun.

Les divers mouvements, dans le passé, ont montré qu'ils se connaissaient et se rendaient des services entre eux. Si la 'centrale internationale' est une fiction, la mouvance européenne du terrorisme est une réalité en métamorphose permanente, mais toujours préoccupante.



Jacques Bouchard

## Le chef du PCQ, un franc-tireur...

Il a un physique qui ressemble à celui de Rodrigue Biron. Il a certaines intonations de voix de Claude Ryan. Il fume ses cigarettes à la cadence de René Lévesque. Le nouveau chef du Parti conservateur du Québec, André Asselin, est un fédéraliste convaincu qui croit cependant à l'autodétermination de sa province. Comme les anciens leaders de l'Union nationale dirigée maintenant par Jean-Marc Béliveau.



M. André Asselin

À l'âge de 44 ans, père de trois enfants, cet avocat de Joliette a décidé de plonger dans la politique provinciale il y a une dizaine de jours. Il délaisse ainsi le monde municipal où il a œuvré pendant plus de quinze ans. D'abord comme préfet de comté, puis comme conseiller et maire de Sainte-Émile de l'Énergie, (pendant onze ans) une petite municipalité située à 50 kilomètres au nord de Joliette.

En acceptant l'offre qui lui était faite de prendre la direction du PCQ, M. Asselin a aussi démissionné de la présidence de l'Union des municipalités régionales de comtés. Un organisme regroupant plus de 1 200 corporations. Un poste qu'il occupait depuis octobre 1983 et qui lui a permis de sillonner le Québec dans tous les sens. Il a donc une profonde connaissance du monde vivant à l'extérieur des grands centres urbains. Ce qui sera un atout considérable pour lui dans ses nouvelles fonctions.

### Une troisième voie

Au cours de l'entretien qu'il m'a accordé, M. Asselin a expliqué les raisons qui l'ont poussé à quitter sa fonction de président de l'UMRCQ qui lui rapportaient tout de même des honoraires de plus de \$50 000 par année.

Pourquoi M. Asselin se lance-t-il dans l'arène politique provinciale à la tête d'une nouvelle formation et à quelques mois des élections générales?

D'abord pour offrir à la population du Québec une troisième voie politique sérieuse et souhaitée par des centaines de milliers de personnes. C'est en tout cas un besoin qui s'est clairement manifesté dans les récents sondages sur l'opinion publique. Bien des citoyens ne peuvent consentir à voter pour les formations politiques en place. Ainsi s'explique l'étonnante remontée dont a récemment bénéficié l'Union nationale.

Selon son analyse, les citoyens de la province ne sont pas prêts à donner une nouvelle chance à l'ex-premier ministre libéral Robert Bourassa qui a connu la défaite que l'on sait en 1976. Le peuple n'est pas davantage disposé à reconduire le gouvernement du Parti québécois qui n'a visiblement plus la confiance du public. Et nul ne sait encore comment l'équipe de M. Lévesque sortira de la crise qui a étreint le parti et le gouvernement depuis novembre. D'autres facteurs sont difficiles à estimer: l'ambiguïté qui persiste au sujet de l'option du PQ et l'état de santé de l'actuel premier ministre René Lévesque.

Quant à l'Union nationale, M. Asselin estime que ce parti n'a plus aucune crédibilité dans l'opinion publique. La démission de Rodrigue Biron qui a rejoint le groupe du «oui» pour la campagne référendaire et la défection de plusieurs organisateurs qui ont décidé de travailler avec les péquistes achèvent de discréditer cette formation.

C'est pourquoi M. Asselin a décliné l'invitation que lui avaient lancée de vieux militants unionistes désireux de le voir occuper la place de M. Béliveau comme chef de l'UN. Ce dernier, même si son leadership en déçoit plusieurs, n'était pas prêt non plus à céder sa place.

### Le détonateur...

Mais le véritable détonateur pour M. Asselin a été l'attitude de Brian Mulroney depuis son élection. D'abord son «flirt» avec les péquistes qui a indisposé un grand nombre de ses partisans.

Le concubinage apparent de Mulroney et Lévesque a choqué bien des artisans de la victoire conservatrice du 4 septembre dernier. Plusieurs ont confié à M. Asselin: «On a travaillé pour M. Mulroney. Mais s'il pensait que c'était pour maintenir le PQ au pouvoir, il s'est grandement trompé...»

M. Asselin a décidé d'accepter la direction du PCQ à la suite de ce qu'il appelle l'incident Mulroney-Bourassa survenu lors de leur rencontre dominicale au Ritz-Carlton, il y a deux semaines.

M. Mulroney avait donné l'assurance au chef libéral qu'il ne donnerait pas l'autorisation à ses troupes de fonder un Parti conservateur au Québec avant les prochaines élections.

«C'était un cadeau inattendu de la part de Mulroney. S'il avait voulu me donner un coup de main, il n'aurait pas pu agir autrement. Car je n'ai pas de permission à demander à Ottawa pour entreprendre mon action politique. Ni aujourd'hui, ni dans dix ans. J'espère que le premier ministre à Ottawa se souviendra de cela», a affirmé M. Asselin en allumant sa X cigarette depuis de le début de la rencontre.

M. Asselin, reconnu dans le monde municipal comme un franc-tireur, n'a pas tellement prisé non plus les remarques du chef conservateur canadien quand il a déclaré à des journalistes qu'il ne le connaissait pas personnellement et qu'il se souvenait vaguement qu'il avait été candidat libéral en 1981.

«Moi je ne sais pas pour qui M. Mulroney a voté en 1981», dit-il avec un sourire. Une référence à peine voilée à la lune de miel que vivent présentement les gouvernements d'Ottawa et de Québec.

Issu d'une vieille famille unioniste et conservatrice, M. Asselin a été candidat pour l'équipe de John Diefenbaker en 1965 dans le comté de Québec-Montmorency. En 1976 il se présentait pour l'UN dans Joliette et en 1981 il brigait les suffrages sous l'étiquette libérale dans cette même circonscription. Alors que Roch LaSalle se présentait dans le comté voisin de Berthier comme chef de l'UN.

M. Asselin a aussi fait campagne pour le «non» dans Joliette. Il a surtout remarqué, à cette époque, l'absence du député conservateur du comté, Roch LaSalle, dans ce débat historique... On ne sait toujours pas de quel côté il s'est rangé, ajoute-t-il avec une pointe de malice dans les yeux.

On voit que le nouveau chef du PCQ n'a pas l'intention de se laisser marcher sur les pieds. Encore moins par les mandarins conservateurs d'Ottawa...

L'hiver est vraiment trop dur. J'ai donc décidé de prendre quelques jours de vacances au soleil. Cette chronique reprendra à la mi-février. Bonnes tempêtes...

## Nouvelle-Calédonie

# La France roule pour elle, mais dans le peloton occidental

Au travers des affrontements coloniaux qui, en Nouvelle-Calédonie, mettent aux prises Canaques et Caldoches, la volonté évidente de Paris de conserver les principaux leviers du futur Etat ressortit naturellement à un désir de protéger ses propres intérêts. En revanche, hors de tout doute, la détermination française obéit fondamentalement aux données géo-stratégiques circonscrites dans les rapports Est/Ouest. La France, certes, roule pour elle, mais accrochée au peloton occidental.

La Nouvelle-Calédonie, territoire français situé dans le Pacifique-Sud, à l'est de l'Australie, évoque immédiatement le nickel, dont elle est le troisième producteur au monde derrière l'URSS et le Canada. Outre ce minéral, l'île regorge d'une richesse minière exceptionnelle.

Cependant, nonobstant la chute des cours mondiaux du nickel, la Nouvelle-Calédonie et ses dépendances (île des Pins, archipel des Belep...) offrent surtout à la France, avec les nouvelles dispositions du Droit de la mer, la possibilité exceptionnelle de rayonner sur de vastes étendues du Pacifique — plus de deux millions de kilomètres carrés — dont les fonds marins sont tapissés de nodules polymétalliques.

### À court terme, les intérêts militaires d'abord

Véritable fortune en banque, ces gisements, compte tenu de l'appauvrissement des réserves terrestres, constituent une manne pour l'an 2000 et une marge

de sécurité fort appréciable. Dans le cadre de la bataille économique mondiale, ce «caillou» vaut son pesant d'or.

Toutefois, à court terme, ce sont les intérêts militaires de la France, notamment sur le plan nucléaire, et partant son rang de grande puissance, qui risquent d'être sérieusement compromis avec la perte de ce «porte-avions amarré en plein cœur du Pacifique». À ce sujet,



CHARLES DAVID

ce n'est pas pour offrir aux soldats français un spectacle renouvelé de vahinés qu'elle entretient dans ce territoire une garnison de plus de 3 000 hommes dotés de moyens aériens et maritimes. Ces effectifs, dès la première flamme de violence, ont été sérieusement renforcés par plus de 6 000 hommes.

En effet, une Nouvelle-Calédonie déstabilisée, prenant le large vers d'autres courants idéologiques, entraînerait la Polynésie française dans son sillage, à plus ou moins brève échéance. Sans compter que la Martinique, la Guadeloupe, la Guyane, secouées également par des mouvements indépendantistes, voudraient, elles aussi, humer ces alizés.

Or, la France, pour le maintien de son niveau technologique et la cohérence de son dispositif

de défense — comme l'a souligné récemment le général Lacaze, chef d'état-major des armées — ne peut se payer le luxe de perdre le centre d'expérimentation nucléaire de Mururoa. Faisant fi des protestations vigoureuses des pays riverains (Australie, Nouvelle-Zélande) qui relancent systématiquement le projet de dénucléarisation du Pacifique-Sud, elle l'a d'ailleurs clairement démontré, en y poursuivant régulièrement le cycle de ses essais nucléaires.

Ainsi s'explique la résolution du gouvernement français qui, tout en reconnaissant l'inévitable, c'est-à-dire la primauté des droits des Canaques sur les privilèges des Caldoches, ces pieds-noirs du Pacifique, a tenu à formuler, sur les plans de la politique extérieure et de la Défense, les limites de l'indépendance du futur Etat. Mieux encore se comprend la prise de position du Département d'Etat qui, respectant toutefois les réserves d'usage de non-ingérence dans les affaires intérieures françaises, a approuvé la démarche de Paris.

Il est clair, en effet, que Washington n'entend pas demeurer impassible, advenant des remous dans l'une de ses zones privilégiées. Se baignant dans cet océan Pacifique comme dans un lac national, les navires de l'US Navy veillent jalousement à la «propreté» de ses eaux et n'entendent pas les partager avec des intrus qui, de plus, voudraient s'y installer à demeure. Risque plausible, ad-

venant un dérapage de la crise néo-calédonienne.

Cette position clé, qu'occupe le «caillou», commande, d'une part, le passage de l'océan Pacifique à l'océan Indien et, d'autre part, les lignes maritimes américaines de l'Asie. À preuve, le rôle majeur joué par la Nouvelle-Calédonie dans la reconquête du Pacifique par les forces de MacArthur, au cours de la Seconde Guerre. Les événements actuels ne peuvent donc laisser indifférent aucune puissance de la région.

Or, depuis la défaite au Vietnam, les Soviétiques, utilisant comme points d'appui les anciennes bases américaines de Da Nang et Cam Ranh, accroissent vers le Pacifique-Sud le rayon d'action de leur machine de guerre. Pour mieux la déployer, la recherche de certaines côtes hospitalières est sérieusement activée. D'autant que la survie difficile de la dictature familiale de Marcos, aux Philippines, leur laisse quelques espérances. En fait, face au dispositif militaire américain éparpillé sur tout ce qui flotte dans le Pacifique, notamment dans le Sud, il serait illusoire de supposer une apathie marquée de Moscou devant toute agitation secouant cette zone.

Il est vrai que, si l'on se réfère à la logique d'un certain type de comportement en Algérie, au Maroc, en Tunisie ou ailleurs dans ces parages coloniaux, on peut faire confiance à la démesure des Caldoches pour handicaper les chances de la France et pousser les Canaques à écouter le chant d'autres sirènes.



# LA MARIÉE

la presse

Date de publication: samedi 23 février 1985  
Date de tombée: lundi 11 février 1985

Réservez dès maintenant: PUBLICITÉ DE DÉTAIL: 285-7202 PUBLICITÉ GÉNÉRALE: 285-7306

# SOMMET SOCIO-ÉCONOMIQUE DE L'ESTRIE

## Un défi : forger une conscience régionale

■ **COMPTON** — L'Estrée s'est habituée à tout recevoir sans effort : beauté et richesse de la nature, structure industrielle développée par les étrangers et forte présence des gouvernements au niveau des services. Aujourd'hui, elle doit miser de moins en moins sur les autres et compter de plus en plus sur le plein emploi de ses ressources humaines pour relever le défi de l'emploi et de l'économie.

Telle est la politique du Conseil régional de développement de l'Estrée et de la Fédération des travailleurs du Québec qui s'est articulée, cette semaine, au Sommet socio-économique de Compton. Cette politique traduit bien l'esprit qui anime maintenant les « décideurs » de l'Estrée. Le réacteur-en-chef du quotidien LA TRIBUNE de Sherbrooke, M. Jean Vignault, parle, quant à lui, de « la renaissance d'une région ».

« Ce que nous avons senti, dit-il, c'est un vent de concertation, c'est la renaissance d'une région qui apprend enfin à se battre collectivement. Les millions suivront. »

En effet, que le gouvernement actuel dise oui ou non aux projets de la région, que ce gouvernement change sous peu ou soit réélu, les gens de l'Estrée, qui n'ont jamais eu, jusqu'ici, l'équivalent d'une conscience régionale forte, semblable, par



**PIERRE VENNAT**

exemple, à celle des habitants du Saguenay-Lac-Saint-Jean, savent maintenant ce qu'ils veulent.

Le président du Sommet socio-économique de l'Estrée, M. Wilfrid Morin, trace un bilan optimiste du Sommet. « Pour nous, de l'Estrée, le temps des réflexions et des études est terminé, dit-il. Nous avons identifié nos priorités. Nous avons en main un plan de développement pour notre région et c'est avec acharnement que nous allons le défendre. »

« Le Sommet est, pour nous, à la fois l'aboutissement d'un effort gigantesque et la rampe de

lancement qui projettera résolument l'Estrée vers l'avenir, vers le 21<sup>e</sup> siècle. »

### Le front touristique

Même si tous les projets ont leur importance, ce sont évidemment les projets de développement touristique et ceux de recherche et de développement qui attirent le plus l'attention.

À court terme, la décision du gouvernement québécois d'investir plus de \$45 millions d'ici trois ans dans le développement touristique de la région, de façon à générer plus de \$200 millions d'investissements privés et à créer plus de 7 000 emplois, est la plus spectaculaire.

De tous ces projets, c'est évidemment celui de l'aménagement de la Station touristique internationale Magog-Orford qui frappe le plus l'imagination. La transformation de cette zone en une véritable station touristique « quatre saisons », dans le but de favoriser le développement économique régional, amènera, selon la municipalité régionale de comté Memphrémagog, la création de 6 600 emplois et générera des investissements privés évalués à \$171 millions.

Au Mont Owl's Head, le promoteur Fred Korman et le gouvernement investiront \$45 millions dans un projet de centre touristique « quatre saisons » là aussi, incluant un centre de ski pour l'hiver et un terrain de golf pour l'été.

Enfin, on investira \$20 millions additionnels au Domaine Saint-Laurent pour transformer Compton en village touristique global, en plus de créer un nouveau parc national au Mont Mégantic.

### La recherche

Mais il n'y a pas que le tourisme. Quatre importants projets de recherche et de développement sont mis de l'avant par le milieu, qui n'a pas l'intention d'y renoncer malgré la douche d'eau froide que leur a servie le ministre Yves Bérubé, lors du Sommet. D'ailleurs, le ministre « régional » Raynald Fréchette, également député de Sherbrooke, tente par tous les moyens de convaincre ses collègues d'accepter le plus de projets possibles venant de sa région.

Le premier vise à développer un Centre québécois de microélectronique à Sherbrooke. Il s'agit d'un projet de \$51 mil-

lions, parrainé par l'Université de Sherbrooke et la Société de microélectronique industrielle et concrétiserait la vocation de l'Estrée dans ce secteur en plus de faciliter l'implantation d'industries du secteur électronique dans la région.



**Le ministre « régional » Raynald Fréchette, également député de Sherbrooke.**

Le deuxième projet vise à implanter un Centre de recherche et de développement industriel sur le caoutchouc, étant donné qu'il ne se fait pas de recherche dans ce domaine au Québec et même au Canada.

Le troisième, proposé par la Chambre de commerce de Sherbrooke, vise à établir dans le Parc scientifique de l'Université de Sherbrooke un « motel de recherche industrielle », c'est-à-dire un bâtiment devant servir à l'accueil de projets de recherche appliquée grâce à la location d'espaces à court et à long terme.

Le dernier projet, dont l'Université de Sherbrooke se fait le promoteur, consiste dans le développement d'un parc scientifique à proximité des installations actuelles de l'Université.

Décidés, par conséquent, à prendre leur développement régional en mains, les décideurs de l'Estrée ont fait savoir au gouvernement québécois, et bien sûr au gouvernement fédéral, qu'ils tiennent à ce que ce soient les « élus régionaux » qui décident du développement régional.

## Un taux de chômage trompeur

■ En Estrée, emploi est loin d'être synonyme de prospérité.

S'il faut en croire les chiffres de Statistiques Canada, l'Estrée serait privilégiée par rapport au reste du Québec. 7,4 p. cent de chômeurs seulement, comparativement à 10,4 environ comme moyenne québécoise. Cependant, pas moins de 11,6 personnes sur 100 vivraient d'aide sociale dans la région.

En effet, d'après un document du Sommet socio-économique de l'Estrée, en août 1983, le nombre de bénéficiaires de l'aide sociale dans la région s'élevait à 27 440. Une somme de \$5,8 millions leur était versée en prestations.

Les femmes chefs de famille constituent une part importante de ces assistés sociaux. En Estrée, on retrouve 3 000 familles monoparentales chez les bénéficiaires d'aide sociale. De plus, on estime que 35 p. cent des femmes vivent de l'aide sociale et qu'elles forment 47 p. cent de la clientèle de l'aide sociale. Parmi elles, 70 p. cent en bénéficient pour des périodes de 13 mois ou plus.

### Les revenus

Le taux de chômage est donc trompeur. Au chapitre des revenus, par exemple, la moyenne des salaires des travailleurs de la région est d'environ 14 p. cent inférieure à la moyenne québécoise. Magog et Sherbrooke ont, pendant plusieurs années, été les deux centres urbains où la moyenne des salaires était la plus basse au Québec.

Selon le document déjà cité, cet écart s'explique par la forte présence d'industries traditionnelles dans les secteurs primaire et secondaire, dont les valeurs ajoutées sont basses, la productivité faible et les opérations saisonnières.

Selon les chiffres du recensement de 1981, la rémunération hebdomadaire moyenne pour l'ensemble des industries s'élevait à \$360,74 par travailleur au Québec, en septembre 1981. Elle n'était que de \$298,01 à Sherbrooke. C'est sans doute ce qui a amené les auteurs du document à parler d'une « main-d'œuvre inquiète ».

Le taux de syndicalisation, en Estrée, est pourtant supérieur à la moyenne québécoise (33,7 p. cent, en 1981, par rapport à 30,3 p. cent dans l'ensemble du Québec). Le salaire moyen régional oscille, depuis 1979, entre 80 et 88 p. cent de la moyenne québécoise. En octobre 1983, par exemple, le salaire hebdomadaire moyen versé en Estrée s'élevait à \$325,69, soit seulement 84 p. cent de la moyenne québécoise.

Enfin, donnée significative, le niveau de scolarité de la main-d'œuvre régionale demeure inférieur à celui de l'ensemble du Québec. En effet, 39,9 p. cent des travailleurs n'ont pas complété leurs études secondaires, comparativement à 35,2 à l'échelle provinciale.

P. V.



C'est à proximité de son campus que l'Université de Sherbrooke rêve d'un regroupement d'organismes privés ou publics ayant la recherche-développement comme activité principale. Cette photo a été prise au labora-

toire de micro-électronique de l'université, qui est reconnu comme un des principaux centres de micro-électronique au Canada.

## L'Université de Sherbrooke rêve du premier parc scientifique au Québec

■ L'Université de Sherbrooke rêve d'un regroupement d'organismes privés ou publics ayant la recherche-développement comme activité principale, dans une aire réservée, à proximité de son campus, d'un premier parc scientifique du Québec.

Exposées à la concurrence internationale, les entreprises du Québec doivent intégrer les technologies les plus récentes et se préoccuper d'innover aux plans des procédés et des produits. C'est pourquoi, selon l'Université, il faut de toute urgence amener les scientifiques à travailler en concertation avec les entrepreneurs, en vue d'accélérer les transferts scientifiques et technologiques.

La proximité de l'université offre plusieurs attraits pour les laboratoires de recherche-développement :

- contacts accrus avec des chercheurs réputés dans plusieurs secteurs d'excellence en recherche;
- accès à divers services de support à la recherche ou même d'installations communes coûteuses;
- présence d'une main-d'œuvre hautement qualifiée;
- possibilité de développer en commun de nouvelles avenues de recherche.

Dans un document qu'elle a présenté au Sommet, l'Université de Sherbrooke fait valoir que les innovations ont tout autant besoin d'entreprises que

ces dernières ont besoin d'innovation.

« Le Parc scientifique, note le document, devra être un véritable laboratoire où l'on forgera des entrepreneurs : des scientifiques possédant des qualités naturelles d'entrepreneur auxquelles pourrait s'ajouter une formation appropriée en administration; des jeunes administrateurs talentueux et entrepreneurs qui devront se familiariser avec le domaine des technologies nouvelles en effectuant des stages dans des entreprises opérant dans des secteurs de pointe. »

Actuellement, ajoute-t-on, il arrive fréquemment que des découvertes ou inventions valables ne trouvent pas preneurs

chez les entreprises du secteur industriel concerné parce que celles-ci estiment négativement le risque de l'investissement requis pour mener ces recherches jusqu'au stade de la commercialisation. Certaines entreprises refusent de s'intéresser à un nouveau produit, ou à un nouveau procédé, tout simplement par nécessité d'amortir d'abord les coûts investis dans la technologie actuelle. Ou encore, il n'existe tout simplement pas d'entreprise autochtone susceptible d'être intéressée par l'invention. La seule alternative, dans bien des cas, c'est de confier la mise en valeur de l'invention ou de la découverte à une société étrangère.

C'est pourquoi, conclut l'Uni-

versité de Sherbrooke, on doit éviter que des projets de recherche valables ne puissent avoir ici leurs retombées potentielles. Il faut donc envisager de créer de nouvelles entreprises, avec la collaboration des inventeurs si possible.

« Parfois, ces derniers désirent démarrer leur propre entreprise, souligne le document universitaire. En d'autres cas, il faut trouver l'entrepreneur désireux de réussir, à partir d'une idée nouvelle. À ces personnes, il faut confier les ressources financières et techniques requises. Il pourra y avoir des échecs, bien sûr, mais c'est dans cette terre de risque que naîtront les succès de demain. »

P. V.

**Info-REER**  
Comment Info-REER

NOS REER SUSCITENT BEAUCOUP D'INTÉRÊT

TOUT SUR LES REER DANS INFO-REER, LE BULLETIN GRATUIT DU TRUST GÉNÉRAL

**ÉPARGNE-RETRAITE TRUST GÉNÉRAL**

TELEPHONEZ-NOUS : Succursales:

- Laval: Place du Carrefour, 682-3200
- Ville Mont-Royal: Centre Rockland: Niveau 2, 341-1414
- Outremont: 1, Vincent d'Indy, 739-3265
- Mt/Place Ville-Marie: Galerie des Boutiques, 861-8383
- Mt/University: 1 100, University, 871-7200

Conseillers:

- Laval/Chomedey: 687-6780
- Mt/Ahuntsic: 382-8000
- Longueuil: 651-9381
- St-Hubert: 462-1880 Granby: 378-8461

Institution inscrite à la Régie de l'assurance-dépôts du Québec

**11 3/8% 11% 10 1/2%**

(5 ans) (3 ans) (2 ans)

Dépôts garantis. Int. an. • Min. 500\$ • Taux sujets à confirmation



Stanley Karnow, de passage à Montréal

## Vietnam: l'histoire d'une guerre « sans vainqueur »

VIETNAM  
par Stanley Karnow  
Éditions Libre Expression  
Montréal.

■ Aventure justifiée ou égarment, la guerre du Vietnam fut « une tragédie aux dimensions épiques » qui a marqué la fin de la confiance absolue de l'Amérique en son bon droit, en son invincibilité militaire, en son destin « manifeste ». Les quelque 60 000 morts tombés dans les jungles et les rizières du Vietnam sont le prix que les États-Unis ont payé pour devenir mûrs et reconnaître leurs limites. Le rêve d'un « siècle américain » est mort avec les jeunes soldats tombés au Vietnam.

### LÉO FOURNIER

C'est le jugement que porte Stanley Karnow, journaliste et écrivain américain, dans un livre remarquable qui débordé la guerre américaine dans cette région asiatique et qui justifie le sous-titre de « récit complet des guerres du Vietnam ». Car l'un des principaux mérites de ce livre, c'est son caractère panoramique: pour mieux éclairer les multiples facettes du conflit qui mit aux prises les USA et le Vietnam pendant plus de 15 ans, l'auteur fait un retour sur le passé pour évoquer la longue histoire du nationalisme vietnamien, de la résistance millénaire aux ambitions de domination chinoise à la guerre de libération contre le colonialisme français.

Faisant, selon son propre aveu, preuve d'humilité face à un sujet vaste et complexe, Stanley Karnow a puisé dans sa propre expérience sur le terrain en tant que correspondant, dans une vaste documentation, dont des documents secrets accessibles depuis peu aux chercheurs et dans des interviews exclusives de nombreuses personnalités des deux camps. Il a produit un livre-document, véritable oeuvre de référence, ayant d'autant plus de valeur que l'auteur a abordé son récit en historien, « sans avoir de cause à plaider », comme il le dit dans son avant-propos.

Pour Karnow, la guerre du Vietnam fut « une guerre sans vainqueur, à tout le moins sur le plan humain. Ses leçons, écrit-il, sont controversées, ses conséquences encore à tirer ».

Comment les États-Unis en sont-ils arrivés à s'enliser dans le bourbier vietnamien? Ce livre l'explique en détail, en précisant bien qu'avant la lassitude provoquée par l'incapacité de vaincre dans les conditions imposées par les dirigeants politiques de l'époque, les États-Unis ont agi sur la base d'idées communes au gouvernement et à l'opinion, dans un climat de consensus bipartite. Les grands débats stratégiques ultérieurs porteront plus sur les moyens que sur les objectifs.

Les décisions prises reflétaient la conception que l'Amérique se faisait de son rôle mondial: elle ne pouvait se dérober à sa responsabilité de leader du monde libre. M. Karnow rappelle qu'après la deuxième guerre mondiale, la majorité de l'opinion américaine croyait en un communisme monolithique voué à l'expansion du système soviétique ou chinois, expansion qu'il fallait enrayer pour éviter les erreurs des années 30 (apparemment devant Hitler) et que cette tâche revenait avant tout aux USA.

La guerre a ruiné l'économie, déchiré le tissu social, décimé la population au Nord comme au Sud. « Mais les communistes, animés de cette même intransigence qui leur permit de résister à la formidable machine de guerre américaine, ont commis des erreurs qui leur ont ôté

toute chance de gagner la paix », affirme Karnow.

Cette doctrine du destin manifeste s'échoua sur la rive vietnamienne, écrit Karnow, ajoutant qu'il en resta une certaine nostalgie qui se manifesta dans le soutien que les électeurs apportèrent à Ronald Reagan quand il s'engagea à reconstruire la puissance de la nation.

Les dirigeants de Washington et la nation américaine ont-ils vraiment tiré les leçons du Vietnam?

Interrogé à ce sujet au cours de son passage à Montréal cette semaine, M. Karnow s'est dit convaincu que ses compatriotes ont, dans une large mesure, retenu les enseignements de l'aventure vietnamienne. Selon lui, il s'est installé dans l'opinion américaine un sentiment de prudence contre des engagements militaires de ce genre. Cette prudence se fonde sur une incertitude fort répandue quant au rôle de gardien de la paix des USA et les hésitations quant au prix à payer pour des aventures dont on n'est pas convaincu qu'elles touchent fondamentalement les intérêts américains. Au surplus, l'opinion américaine repugne désormais à entreprendre toute lutte qu'on n'est pas assuré de gagner.



Le désenchantement collectif connu sous le nom de « syndrome » du Vietnam, note M. Karnow, a dissuadé les dirigeants de se lancer dans des aventures hasardeuses depuis. Il rappelle notamment le débat houleux qui a précédé l'envoi des marines au Liban et leur rappel, plutôt que des représailles, après la tragédie de Beyrouth. De même, dit-il, la peur de s'enliser dans une autre guerre de jungle conduit le peuple américain à s'opposer fermement à tout engagement dans les crises qui agitent l'Amérique centrale.

Si le conflit vietnamien a laissé aux États-Unis des cicatrices profondes et des conséquences durables, selon Karnow, elles paraissent bien anodines comparées à la situation au Vietnam. C'est ce qui lui fait conclure que ce fut une guerre sans vainqueur.

L'holocauste qui a ravagé le Vietnam pendant 16 ans a fait plus de 4 millions de tués ou blessés, soldats et civils, soit 10 p. cent environ de la population totale.

Au cours d'un séjour qu'il a effectué au Vietnam au début de 1981, Karnow a été en mesure de mesurer d'autres conséquences qui laissent songeur. « J'ai découvert, écrit-il, un pays ravagé non seulement par 20 ans de guerre quasi ininterrompue, mais aussi gouverné par un régime communiste incompetent et oppresseur, incapable de mener à bien la reconstruction de la nation ». Le Vietnam, dit-il, est devenu l'un des pays les plus pauvres au monde et il est confronté à de sinistres perspectives.

## UN GRAND PATRON ASSASSINÉ À MUNICH

# Le terrorisme frappe à nouveau en Allemagne et au Portugal

■ La FAR (Fraction armée rouge) a franchi hier en Allemagne fédérale un nouveau degré dans l'offensive terroriste en Europe de l'Ouest en logeant une balle dans la tête du patron de l'industrie aéronautique, M. Ernst Zimmermann, qui est décédé des suites de l'attentat. Au même moment, au Portugal, une base de la RFA était attaquée.

Comme pour une exécution sommaire, l'homme d'affaires de 55 ans, personnalité symbolique de la machine militaire de l'OTAN - selon le jargon de la RAF - a été abattu, à son domicile de la banlieue de Munich, par un commando - un homme et une femme. M. Zimmermann s'appuyait à partir pour se rendre à son bureau.

L'industriel était le président de l'Association de l'industrie aéronautique ouest-allemande (BDLI) et de la société MTU, au courant de tous les projets aéronautiques non seulement en RFA mais aussi dans tout le bloc occidental.

Au Portugal, les Forces populaires 25 avril (FP-25, Mouvement clandestin d'extrême gau-

che) ont revendiqué hier l'attentat perpétré à l'aube contre des voitures appartenant à des militaires ouest-allemands de la base aérienne de Beja, dans le sud du pays. Dans un communiqué parvenu à l'agence portugaise ANOP, les FP-25 exigent « la fermeture de la base militaire, le démantèlement des équipements et le départ de tous les techniciens militaires ».

En RFA, l'attentat dont a été victime M. Zimmermann a été revendiqué au nom de la FAR par la « brigade Patrick O'Hara », du nom d'un activiste de l'Armée républicaine irlandaise (IRA) - qui s'est encore manifestée hier en Irlande du Nord - mort en prison des suites d'une grève de la faim en 1981.

L'offensive terroriste en Europe a été ouverte ces derniers temps sur le front des prisons. Depuis le 4 décembre, plus d'une trentaine de détenus, membres de la FAR ou sympathisants, observent une grève de la faim dans le but déclaré d'obtenir leur regroupement dans la même prison. Des partisans des grévistes ont ainsi lancé une série d'atten-



Ernst Zimmermann, assassiné

tats pour soutenir leur action. Ils ont fait savoir aux autorités européennes que pour chacun des 27

membres de la FAR détenus qui mourront de la grève de la faim d'autres personnes seront exécutées.

Par ailleurs, les deux principaux chefs de file de la FAR, Christian Klar et Brigitte Mohnhaupt, ont arrêté hier leur grève de la faim collective, entamée le 4 décembre dernier, a annoncé le ministre de la Justice du Bade-Wuerttemberg à Stuttgart.

De son côté M. Mitterrand a déclaré hier soir au cours d'un meeting politique à Rennes (ouest de la France), que son pays « refuse toute protection, directe ou indirecte, pour le terrorisme actif réel sanglant ». « La France est et sera solidaire de ses partenaires européens dans le respect de ses principes et de son droit », a indiqué M. Mitterrand, ajoutant qu'il faut « mettre les terroristes à la raison » et qu'il sera « l'un de ceux qui refuseront tout compromis ».

Entretiens, les autorités ouest allemandes ne se posent qu'une question: à quand le prochain coup?

(sources: AP, AP, Reuter)

## Attentat contre une mosquée de Tripoli: 10 morts, 50 blessés

■ L'explosion d'une voiture piégée à proximité d'une mosquée de Tripoli, dans le nord du Liban, a fait hier au moins huit et peut-être dix morts et une cinquantaine de blessés.

Une Mercedes bleue en stationnement, contenant environ 60 kilos de TNT selon les estimations de la police, a explosé à midi à 30 mètres de la mosquée de l'Iman Ali, tenue par le « Mouvement d'unification islamique » (intégristes musulmans), ou plus de 70 fidèles étaient rassemblés pour la grande prière hebdomadaire. L'explosion a provoqué une brèche dans le mur de la mosquée et partiellement endommagé un immeuble avoisinant, mais la plupart des personnes tuées ou blessées étaient des passants, selon les services de sécurité.

Cet attentat est le premier de ce type à Tripoli depuis plusieurs mois. Le cheikh Said Chaabane, chef du mouvement fondamentaliste sunnite Taouhid, a mis en cause « les Juifs et leurs disciples phalangistes qui ont bien appris à

tuer, depuis les massacres de Beyrouth et les attentats à la bombe de Beyrouth-Ouest jusqu'à l'explosion d'aujourd'hui à Tripoli ».

Quelques heures avant l'explosion, des miliciens de Chaabane avaient été impliqués dans une escarmouche avec une patrouille de l'armée libanaise, responsable de la surveillance du cessez-le-feu dans cette ville, qui est le fief du premier ministre Rachid Karame.

Selon la police libanaise, 73 personnes ont trouvé la mort au cours de violences à caractère politique durant le mois de janvier dans ce pays.

Au Sud-Liban, des tireurs isolés non identifiés ont attaqué des miliciens pro-israéliens de l'Armée du Liban Sud (ALS) à Saïda. Les services de sécurité ont indiqué qu'un milicien de l'ALS et un attaquant ont été blessés au cours de l'affrontement à l'arme lourde et aux lance-grenades, qui a duré une trentaine de minutes. C'est la première fois que des tireurs isolés combattent à visage découvert et menacent sérieusement le

contrôle de l'ALS sur Saïda, ont-ils précisé.

Ce nouvel accrochage a fait suite aux rumeurs de départ de l'Armée israélienne et de l'ALS de Saïda, dans le cadre du plan de retrait en trois phases de tsahal. Depuis l'annonce de ce plan, les assassinats ont doublé dans la région, passant de 22 en décembre à 45 en janvier, selon des chiffres israéliens et libanais.

Les forces israéliennes ont poursuivi hier le démantèlement de leurs positions au sud de Saïda, après avoir achevé cette opération autour de la capitale du Liban-Sud, ont rapporté les correspondants dans la région. Par ailleurs, des informations selon lesquelles les milices sunnites et chiites se prépareraient à prendre la ville après le départ des Israéliens ont ravivé la tension dans la région. Le député de la ville, Nizih Bizri, a formé un comité tripartite avec les milices chiites et sunnites pour tenter d'éviter des troubles après le départ des Israéliens. (sources: Reuter, AFP, PA)



Les principaux accusés au procès de Manille: de gauche à droite, le gén. Luther Custodio, le gén. Prospero Olivas, l'homme d'affaires Hermilo Gosoico, le gén. Fabian Ver et le col. Arthur Custodio.

## Aquino: les 26 accusés plaident non coupables

■ MANILLE - A l'ouverture de leur procès hier à Manille, les 26 personnes accusées en rapport avec l'assassinat du chef de l'opposition Benigno Aquino ont plaidé non coupables.

Le juge Manuel Pamaran, qui préside la commission de trois membres chargée du procès, a ajourné les travaux à jeudi. « Nous tiendrons deux séances par jour cinq jours par semaine jusqu'à ce que le procès soit mené à terme », a-t-il annoncé.

Le procès s'ouvre 17 mois après l'assassinat d'Aquino, le 21 août 1983 sur l'aéroport de Manille, à son retour d'exil aux États-Unis. L'assassinat a provoqué un déferlement de protestations con-

tre le régime du président Ferdinand Marcos.

Il suit une enquête de 10 mois menée par une commission de cinq civils, instituée après qu'une enquête militaire eut rejeté tout le blâme sur Rolando Galman, un récidiviste abattu par les soldats sur la piste peu après le meurtre d'Aquino.

Le tribunal a inculpé 17 militaires, le général Prospero Olivas et six autres militaires sont inculpés comme « accessoires » pour avoir « camouflé le rôle des militaires dans le complot ».

Les « principaux » risquent la peine de mort, Gosoico la prison à vie et les « accessoires » 20 années de prison chacun.

Dans un appel à ses compatriotes, le cardinal Jaime Sin, archevêque de Manille, demandait peu après aux Philippins de ne pas « préjuger de l'issue du procès » et de « laisser la justice suivre son cours ». « L'assassinat d'Aquino a exorcisé la peur et le peuple philippin ne tolérera plus aucune injustice », a-t-il ajouté. (sources: PA)

## DÉPÊCHES

**TCHERNENKO**: des rumeurs surprenantes sur l'état de santé du numéro un soviétique ont causé quelque remue-ménage hier dans les agences de presse occidentales. De la musique funèbre sur les ondes de la radio soviétique studieusement interrompue et le transfert du match de championnat du monde des échecs de la Salle des colonnes - où les dépouilles des dirigeants soviétiques sont habituellement exposées - à un autre endroit n'ont cependant pas changé la version officielle: M. Tchernenko est en vacances.

**PARTI DÉMOCRATE**: M. Paul Kirk, avocat proche du sénateur Edward Kennedy, a été élu hier président du Parti démocrate américain dont le comité national était réuni à Washington pour la première fois depuis la défaite de M. Mondale à l'élection présidentielle. Il a défilé Mme Nancy Pelosi, M. Robert Keefe et M. Terry Sanford.

**NLLE-CALÉDONIE**: les élus du Rassemblement pour la Calédonie républicaine (RPCR), anti-indépendantiste, proche de l'opposition en France) ont présenté hier à l'Assemblée territoriale un projet de réformes institutionnelles qui entend faire pièce au projet d'indépendance dans l'association avec la France que prône le gouvernement de Paris.

**ISRAËL-WEIZMANN**: l'ancien ministre israélien de la Défense, M. Ezer Weizmann, s'est déclaré prêt à rencontrer le chef de l'OLP M. Yasser Arafat, « si celui-ci reconnaît au préalable l'existence de l'État d'Israël ». M. Weizmann, actuellement ministre sans portefeuille chargé des questions spéciales, a précisé: « Je suis prêt à parler de coexistence avec Arafat ou tout autre dirigeant (palestinien) représentatif qui admettrait ouvertement les résolutions 242 et 338 du conseil de sécurité de l'ONU ».

**INDE-FRANCE**: le rappel par Paris de son ambassadeur à New Delhi, M. Serge Boidevaix, annoncé hier par le ministère indien des Affaires étrangères, marque une nouvelle et grave détérioration des relations entre la France et l'Inde. Ce rappel, selon les observateurs politiques, implique davantage la France dans l'affaire d'espionnage révélée voici quinze jours.

**GROËNLAND**: le Groënland, qui y avait adhéré entant membre du Royaume danois, est devenu hier le premier territoire à se retirer du Marché commun européen depuis sa création en 1958. Ce retrait s'est effectué discrètement. Il ampute la CEE d'un territoire considérable mais de seulement 5 000 habitants.

**ULSTER**: un auxiliaire de l'armée britannique, également chauffeur d'autobus scolaire, a été abattu hier devant une école de Derrylin. Ce premier attentat terroriste de l'ajénie en Ulster était aussitôt revendiqué par l'IRA.

**HONDURAS-USA**: les États-Unis et le Honduras ont terminé jeudi soir deux jours d'entretiens sur la révision de leur Pacte de défense mutuelle conclu en 1954. Le Honduras mobilisait entre-temps ses troupes le long de la frontière avec le Nicaragua.

## L'ANC rejette l'offre de Botha

■ L'offre du président Pieter Botha de libérer Nelson Mandela a été rejetée hier tant par la famille du dirigeant noir sud-africain que par le Congrès national africain (ANC, interdit).

«Botha oublie que Mandela n'a jamais demandé à être libéré», a déclaré à Johannesburg l'avocat de la famille, en citant Winnie Mandela, son épouse. «Botha parle de libérer Mandela mais Mandela veut libérer le peuple».

À Lusaka, l'ANC affirmait qu'il ne négocierait avec Pretoria que sur le démantèlement de l'apartheid et l'instauration d'un régime multiracial en Afrique du Sud. «C'est à Botha de faire la paix en acceptant le droit du peuple d'exercer le pouvoir».

Les manifestations contre les intérêts sud-africains se poursuivent aux États-Unis et le chanteur noir Harry Belafonte a été arrêté hier à Washington. Au Cap, le régime sud-africain annonçait la «suspension» du logement forcé des populations noires dans les «bantoustans».

(sources: AFP, Reuters, PA)

# la maison du cadre

«Le plus grand centre d'art au Québec»

## ACHETEZ UNE PEINTURE À L'HUILE

...et obtenez une 2<sup>ème</sup> gratuitement

(Même grandeur ou même valeur) immense choix de styles pour tous les décors.

### 2 POUR 1

| GRANDEURS | PRIX  | 2 <sup>ème</sup> PEINTURE GRATUITE |
|-----------|-------|------------------------------------|
| 8" x 10"  | \$25  | 2 <sup>ème</sup> PEINTURE GRATUITE |
| 12" x 16" | \$35  | 2 <sup>ème</sup> PEINTURE GRATUITE |
| 16" x 20" | \$45  | 2 <sup>ème</sup> PEINTURE GRATUITE |
| 20" x 24" | \$55  | 2 <sup>ème</sup> PEINTURE GRATUITE |
| 24" x 36" | \$85  | 2 <sup>ème</sup> PEINTURE GRATUITE |
| 24" x 48" | \$100 | 2 <sup>ème</sup> PEINTURE GRATUITE |

**NOTRE SPÉCIALITÉ**  
ENCADREMENT SUR MESURES  
20% de réduction  
Nous encadrons photos, posters, petits points, etc...

CADRES STANDARD PAR MILLIERS EN MAGASIN

|                                                                                               |                                                                                                          |                                                                                                           |                                                                                               |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>CENTRE-VILLE</b><br>CENTRE D'ACHATS MAISONNEUVE<br>2976 est. rue Saint-Jacques<br>521-3019 | <b>LAVAL</b><br>CENTRE D'ACHATS DUVERNAY<br>3100, boul. de la Concorde (à l'est de Papineau)<br>661-2345 | <b>VILLE ST-LAURENT</b><br>LES GALERIES ST-LAURENT<br>2021, boul. Laurentien (face à Concord)<br>332-3097 | <b>RIVE-SUD</b><br>LES GALERIES TASCHEAU<br>730, boul. Taschereau Greenfield Park<br>465-6040 |
| <b>ROSEMÈRE</b><br>LES GALERIES MILLE-ILLES<br>315, boul. Labelle<br>437-9444                 | <b>DOLLARD-DES-ORMEAUX</b><br>PLAZA CENTENNIAL<br>3371, boul. des Sources<br>683-3950                    | <b>VILLE LASALLE</b><br>PLACE NEWMAN<br>(Dollard et boul. Newman)<br>366-8444                             | <b>GATINEAU</b><br>LES PROMENADES D'OUTAOUAIS<br>Rue Midway<br>561-1722                       |

## Des nouvelles de la CÉCM

### Mille et un métiers

Bien des élèves de niveau secondaire choisissent, selon leurs intérêts et leurs aptitudes, d'apprendre un métier qui leur donnera directement accès au monde du travail ou qui leur permettra éventuellement de poursuivre leur formation technique dans un cégep.

Dans les écoles secondaires de la CÉCM, les élèves ont le choix entre une soixantaine de métiers regroupés en douze secteurs d'activités tels les secteurs du commerce et du secrétariat, de l'alimentation, de l'électrotechnique, de services de santé, etc.

En outre, certains métiers sont uniques à la CÉCM. Il s'agit des «options métropolitaines» qui sont offertes dans des écoles de la CÉCM mais qui sont également accessibles aux élèves des autres commissions scolaires de l'île de Montréal.

### Des métiers originaux

Voici quelques-uns des métiers qui sont offerts uniquement à la CÉCM pour les élèves de la région de Montréal:

- horticulture — école secondaire Louis-Riel
- infirmier(ère)-auxiliaire — polyvalente Pierre-Dupuy
- assistant(e) dentaire — polyvalente Pierre-Dupuy
- finition de meubles; tapissier d'ameublement — école secondaire professionnelle de l'Ouest
- mécanicien d'entretien I et II — école secondaire professionnelle de l'Ouest
- bijoutier; horloger — école secondaire professionnelle de l'Est
- mouleur-fondeur — école secondaire professionnelle de l'Est
- dessinateur en mécanique — école secondaire professionnelle de l'Est
- opérateur en topographie — école secondaire professionnelle de l'Est
- matriceur — école secondaire professionnelle de l'Est
- pâtissier — polyvalente Calixa-Lavallée
- service de table — polyvalente Calixa-Lavallée
- coupe de viande — polyvalente Calixa-Lavallée
- dessin de patrons et de mode — polyvalente Pierre-Dupuy
- dessinateur en architecture et structure — polyvalente Edouard-Montpetit
- construction II — polyvalente Edouard-Montpetit
- mécanique diesel I — École des métiers de l'automobile
- mécanique des véhicules commerciaux — École des métiers de l'automobile
- reliure — polyvalente Calixa-Lavallée
- mécanicien en tuyauterie — polyvalente Georges-Vanier

### C'est le temps de choisir

Les élèves qui voudraient s'inscrire à l'un des cours mentionnés ci-dessus doivent s'adresser à leur professeur ou au conseiller d'orientation de leur école.

Faites-vite, car les places sont limitées.



Cours assistant-dentaire; polyvalente Pierre-Dupuy



**CÉCM**  
LA COMMISSION  
DES ÉCOLES CATHOLIQUES  
DE MONTRÉAL



## «JE T'AIME GRAND-PÈRE»

«Quand j'étais petit, je demandais souvent à mon grand-père s'il allait mourir un jour. Il me répondait en riant, «Peut-être». Longtemps plus tard, avant de me quitter pour de bon, il me dit: «Nous sommes devenus une belle paire d'amis et c'est seulement maintenant que je peux te dire que je ne mourrai pas tout à fait puisque tu me survis et que t'es un peu moi. Quand tu étais petit, je ne le savais pas encore...» Depuis quatre générations, les familles québécoises font

confiance aux maisons funéraires Urgel Bourgie. Nous avons appris que tous les comportements sont nobles devant la mort et qu'il nous faut respecter les moindres demandes de ceux qui font appel à nos services. Nous avons 55 maisons funéraires et nous sommes également reconnus pour nos pré-arrangements funéraires. Si vous désirez des renseignements, appelez-nous au 932-2225 ou postez ce coupon, sans obligation de votre part.

LES MAISONS FUNÉRAIRES

## URGEL BOURGIE

Veuillez me faire parvenir votre documentation sur les pré-arrangements et autres services.

L.P. 02-02-85

NOM: \_\_\_\_\_ Urgel Bourgie Limitée  
2630, rue Notre-Dame O.  
ADRESSE: \_\_\_\_\_ Montréal (Québec)  
VILLE: \_\_\_\_\_ H3J 1N8  
CODE POSTAL: \_\_\_\_\_ TEL: \_\_\_\_\_ (514) 932-2225

Optez pour l'élégance et le confort!

VOTRE CHOIX... UN TAPIS VALIQUETTE

(de Laval)

Votre garantie: les prix abordables, la qualité et le service.

profitez de nos rabais!

20 à 50 % de rabais

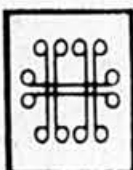
chez

**VALIQUETTE**

de laval

en vedette

**TAPIS**



**HARDING**

Pour tous les goûts et pour toutes les bourses, VALIQUETTE (DE LAVAL) Vous offre, à des prix incroyables, des tapis de marque exclusive tels, Sensation, Accolade, Somptueux, Grand luxe, et bien d'autres.

Vous aussi, vous pouvez réaliser des économies en venant nous visiter maintenant.

SERVICE DE DÉCORATION

**VALIQUETTE**

(de Laval)

Pour votre nouveau décor! Voyez nos décorateurs ensembliers.

**En magasin!**

Vaste choix de prélarts, dentelles, articles et accessoires de décoration.

**VALIQUETTE**

(DE LAVAL)

voilà votre satisfaction!



**VALIQUETTE** LTÉE  
(DE LAVAL)

C'EST LE DÉBUT D'UN DÉCOR NOUVEAU!

3 MAGASINS PRÈS DE CHEZ VOUS

- 478 boul des LAURENTIDES, PONT VIAU LAVAL, 667-6150
- 1702 CHEMIN OKA, DEUX MONTAGNES, 472-7152
- 80 boul LABELLE, SAINTÉ THÉRÈSE, 435-1907



## AUX PROCHAINES NÉGOCIATIONS CONSTITUTIONNELLES

## John Turner préférerait Bourassa à Lévesque pour représenter le Québec

■ QUÉBEC — Le chef du Parti libéral du Canada John Turner préférerait Robert Bourassa à René Lévesque pour représenter le Québec aux prochaines négociations constitutionnelles.

**ROBERT LEFEBVRE**  
de la Presse Canadienne

De passage hier à Québec, M. Turner a dit qu'il ne croit pas en la nouvelle image que vient de se donner le Parti québécois en mettant de côté son option indépendantiste.

« La raison d'être fondamentale du Parti québécois, a-t-il dit, demeure l'indépendance. C'est la troisième fois que ce parti camoufle son option pour des fins électoralistes, mais je ne sais pas si les Québécois se laisseront tromper trois fois de suite. »

Au sujet de ces prochaines négociations entre MM. Mulroney et Lévesque, le chef libéral a fait savoir que sa formation politique attendra pour prendre position dans le débat que les propositions du Québec soient sur la table et que le premier ministre Mulroney ait fait part de ses réactions.

Il a seulement précisé que son parti reconnaît la spécificité du Québec et qu'il souhaite que le Québec signe l'accord de 1982.

Le chef de l'Opposition aux Communes a rencontré la presse vendredi au terme d'une visite de deux jours dans la région de Québec où il a rencontré les organisateurs et les candidats défaits au scrutin du 4 septembre ainsi que les dirigeants de la Chambre de commerce et d'industrie du Québec métropolitain.

Avec ces derniers, M. Turner a

discuté de divers sujets d'intérêt régional, notamment le développement du Vieux-Port de Québec et la situation financière de la Corporation Québec 1534-1984.

## Sans tutelle

Traitant des relations que son parti entretient avec l'équipe libérale québécoise, M. Turner les a qualifiées de très amicales.

Les deux formations, a-t-il souligné, partageant dans plusieurs comités les mêmes organisations, le même personnel, la même philosophie, la même conception de l'avenir du Québec.

Mais il s'est empressé d'ajouter que le PLQ est un parti autonome. Aucune relation de tutelle ne le lie au Parti libéral du Canada, a ajouté M. Turner.

Interrogé sur les espoirs qu'il entretient de regagner la confiance des Québécois, M. Turner a ré-

pondu que le Québec, particulièrement, est une « bonne terre de reconstruction ».

Il a indiqué que le membership du PLC avait augmenté d'une façon significative au Québec depuis la défaite du 4 septembre.

« Toute la psychologie difficile qui a suivi la défaite du 4 septembre est maintenant finie. » Les militants qu'il a rencontrés depuis ce temps à travers le pays lui auraient démontré qu'ils sont prêts à remonter la pente.

À propos des rumeurs voulant qu'il subisse certaines pressions pour qu'il se départisse des services de trois de ses plus proches collaborateurs, M. Turner a répondu qu'il ne s'agissait que de spéculations anonymes.

Il s'est dit bien entouré, mais il a ajouté qu'il était normal que des changements soient apportés éventuellement.



Le chef du PLC, John Turner.

## Mulroney supprimera la loi des mesures de guerre

■ OTTAWA — Le premier ministre canadien, M. Brian Mulroney, s'est engagé hier à supprimer sous peu la tristement célèbre loi des mesures de guerre.

« Toute personne qui était à Montréal cet automne là, et qui a vu ce qui est arrivé, voudrait faire quelque chose à ce sujet a-t-il dit ».

## GILLES PAQUIN

de notre bureau d'Ottawa

« La loi des mesures de guerre est actuellement à l'étude et je pense que nous aurons prochainement quelque chose pour vous », a promis M. Mulroney lors de sa conférence de presse.

« Nous espérons présenter (pour la remplacer) quelque chose de plus approprié que ce que nous avions dans le passé », a-t-il ajouté.

Mesure d'exception adoptée lors du premier conflit mondial, la loi des mesures de guerre a été invoquée pour la dernière fois lors de la crise d'octobre de 1970.

En pleine nuit et pour la première fois en temps de paix, le gouvernement libéral de Pierre Trudeau a alors suspendu les droits de la personne pour renforcer les pouvoirs de la police.

Perquisitions et arrestations, sans mandat se sont alors multipliées jusqu'à ce que plus de 500 personnes se retrouvent emprisonnées au nom de la lutte au terrorisme.

Quelques semaines plus tard, presque toutes étaient relâchées sans qu'aucune accusation ne soit portée contre elles.

Le recours à cette vieille loi fut plus tard condamné par les mouvements de défense des droits de la personne, ce qui amena les libéraux à promettre de la remplacer.

C'est en vertu de cette même loi que les descendants de familles japonaises du Canada furent incarcérés et dépouillés de leurs biens lors de la Deuxième guerre.



Le ministre des Finances Michael Wilson discute avec un de ses adjoints au sortir de la rencontre qu'il a eue avec le Conseil du patronat du Québec hier à Montréal.

## Assurance-chômage: la proposition de la CSN intéresse Wilson

■ Le ministre des Finances fédéral, M. Michael Wilson, continue d'étudier les implications d'un système de taxe sur la valeur ajoutée (TVA), et se montre intéressé par une contribution différenciée des employeurs à la caisse d'assurance-chômage selon l'importance relative de l'emploi dans l'entreprise.

**MIVILLE TREMBLAY**  
de la Presse Canadienne

Ces deux questions ont transpiré des rencontres que M. Wilson a eues hier à tour de rôle avec les représentants du Conseil du Patronat et de la CSN, dans le cadre de ses consultations préalables au sommet national du mois de mars et à son budget du printemps.

À l'issue de ses discussions avec le Conseil du patronat, M. Wilson a déclaré que rien de révolutionnaire comme la TVA ne se retrouverait dans son budget du printemps.

« Il n'y aura pas d'introduction de la TVA sans un document de discussion complet et des consultations avec l'industrie », a-t-il dit.

La TVA est une forme de taxe de vente utilisée en Europe pour financer les institutions du Marché Commun, et l'an dernier, elle fut proposée par l'Institut C.D. Howe pour remplacer la taxe de vente fédérale de 10 p. cent imposée aux manufacturiers.

Par ailleurs, M. Ghyslain Dufour, vice-président du CPQ, a déclaré avoir notamment rappelé les engagements des conservateurs à l'égard de la pétrochimie québécoise. Il a souligné que passé le délai du 31 mars, toute

aide temporaire ne serait plus acceptable et que des solutions permanentes devaient maintenant être implantées.

M. Dufour affirme ne pas comprendre le débat portant sur l'absence d'un canal privilégié pour acheminer les doléances du milieu des affaires au cabinet. Il dit ne pas avoir besoin de lieutenant québécois, préférant s'adresser directement aux ministres sectoriels selon la teneur du dossier.

Plus tard, en fin d'après-midi, M. Wilson se déclarait satisfait de sa rencontre avec la CSN, quoiqu'il y ait eu des points de divergence et d'autres de consensus.

Dans cette dernière catégorie, il note l'acceptation par la CSN du maintien de l'universalité des allocations familiales et de la redistribution de l'enveloppe budgétaire en faveur des plus pauvres.

Il constate toutefois des vues contradictoires sur la nécessité de réduire le déficit.

M. Gerald Larose, président de la centrale syndicale a affirmé que M. Wilson s'était montré « très intéressé » par sa proposition d'une contribution différenciée à la caisse de l'assurance-chômage selon que la compagnie emploie beaucoup de personnes ou non.

L'idée est de taxer plus fortement les entreprises faiblement créatrices d'emploi (intenses en capital) et plus légèrement celles qui fournissent beaucoup d'emploi (intenses en travail).

M. Wilson a également affirmé qu'il comptait poursuivre ses consultations avec les groupes socio-économiques, même après le dépôt de son budget.

vu, j'ai touché, analysé, dénoncé les problèmes de notre époque. Maintenant, j'ai envie de proposer des solutions, de participer activement à notre devenir », a-t-elle dit en conférence de presse.

La date de l'assemblée de mise en candidature n'a pas encore été fixée.

— Presse Canadienne

## Le Québec n'a pas fait connaître les sujets qu'il veut aborder lors des négociations constitutionnelles

■ OTTAWA (PC) — Le Québec n'a pas encore fait connaître ses intentions au gouvernement canadien sur les sujets qu'il entend aborder lors des prochaines négociations constitutionnelles et le premier ministre Brian Mulroney ne croit pas que le temps est venu de faire des commentaires sur ce sujet.

Interrogé, hier aux Communes, par le député libéral de Notre-Dame-de-Grâce-Lachine-est, M. Warren Allmand, qui lui demandait s'il était vrai que le gouvernement du Québec avait l'intention de discuter de la « clause Canada » lors de la reprise des pourparlers, le premier ministre a répondu que tout cela n'était que « spéculation de médias ».

« Je presume, a-t-il dit, que

mon interlocuteur est de bonne foi, et en attendant ses revendications, ses opinions, je pense qu'il y a lieu pour moi de me taire sur de la spéculation dans les médias. »

Le député libéral faisait alors allusion à une déclaration du ministre québécois de la Justice et des Affaires intergouvernementales, M. Pierre-Marc Johnson, qui a indiqué, au cours d'une entrevue, que les prochaines négociations constitutionnelles entre le gouvernement fédéral et le Québec devraient revenir sur cette question.

M. Allmand a ensuite tenté de forcer le premier ministre à s'engager à défendre la « clause Canada », à faire respecter par les autres provinces les droits à l'éducation dans la langue de la

minorité et à demander au gouvernement du Québec de permettre l'affichage bilingue.

« Je ne sais pas, a répliqué M. Mulroney, si mon ami (Allmand) est sérieux lorsqu'il me demande de m'impliquer dans le processus touchant les droits d'un gouvernement provincial de faire appel aux tribunaux. »

« J'ajoute, cependant, a-t-il indiqué, qu'en tant que chef du Parti conservateur, j'ai fait campagne à travers le pays, particulièrement au Québec, comme quelqu'un qui défend l'unité d'un pays où les droits de toutes les minorités doivent être traités équitablement. Ce gouvernement ne devra rien faire qui puisse diminuer les droits de tous les Canadiens ou ceux de s'exprimer en tout temps. »

## Le président du caucus québécois est vraiment un homme prudent

■ OTTAWA — Les journalistes de la Colline parlementaire qui comptent sur le président du caucus québécois à Ottawa, M. Pierre Cadieux, pour leur donner des manchettes peuvent toujours attendre.

**GILBERT LAVOIE**  
de notre bureau d'Ottawa

Le jeune avocat de 37 ans que la députation conservatrice québécoise s'est donné comme président n'a rien de commun avec les présidents de caucus criards comme Jacques Olivier, qui représentaient les libéraux fédéraux du Québec à Ottawa au cours des dernières années.

Nouveau venu en politique, Cadieux affiche une prudence qui frise parfois l'exagération. À peine le journaliste de LA PRESSE était-il entré dans son bureau jeudi soir pour ce qui devait être une discussion informelle, qu'un adjoint vigilant mettait un magnéphone en marche, en expliquant que « l'on enregistre tout ici ».

Cadieux, contrairement à certains de ses collègues loquaces tels Édouard Desrosiers (Hoche-la) ou Vincent Della Noce (Duvivier), se garde bien de faire

toute déclaration la moindre passionnée.

— Les gens d'affaires québécois ont-ils un accès facile au cabinet?

« Je présume que si les gens de Québec, Montréal, Trois-Rivières ou ailleurs veulent communiquer avec le ministre des Finances, ils n'ont qu'à faire comme nous, prendre le téléphone et l'appeler. »

— Quelle est votre opinion sur les propositions gouvernementales touchant les programmes sociaux?

« Comme le document du ministre est intitulé document d'étude, je veux rencontrer les gens de mon comté pour avoir leur avis avant de me prononcer. »

— Pourquoi a-t-on limité le débat aux allocations familiales et aux exemptions pour enfants à charge?

« Je vais être aussi honnête que je puis le faire, je ne le sais pas. »

— Est-ce vrai que les députés du Québec se plaignent de ne pas être consultés et informés?

« C'est peut-être l'opinion de mon ami le ministre Roch LaSalle. Moi, pour un, je ne crois pas que je sois sous-informé et sous-consulté. »

— Le caucus du Québec fera-t-

il entendre sa dissidence s'il survient des situations où il n'est pas d'accord avec les politiques du gouvernement?

« Je pense que nous aurons à discuter ça en temps et lieu si la situation se produit. C'est une question hypothétique; nous serons peut-être d'accord avec les politiques du gouvernement. »

L'inexpérience évidente de Cadieux explique sa prudence extrême. « Tout est à faire », reconnaît-il vers la fin de la rencontre, sur un ton un peu plus détendu.

Mais pour les hommes d'affaires québécois qui ont été invités à faire passer leurs demandes par Cadieux, la question est de savoir si la timidité du député de Vaudreuil fera place à la détermination et à la compétence lorsqu'arrivera le temps de défendre leurs dossiers.

Le nouveau député aura à l'occasion de faire ses preuves rapidement, puisqu'il a promis de faire son possible pour empêcher la fermeture le 1er avril, de la station de biologie arctique du ministère des Pêches et Océans, à Sainte-Anne-de-Bellevue.

La promesse date du mois de décembre, et les autorités municipales attendent la réponse incessamment.

## GILBERT PAQUETTE À LA PRESSE « Il faut se redonner un parti crédible »

■ QUÉBEC — Pour Gilbert Paquette, les dés sont jetés: en attendant de redonner au Québec un parti indépendantiste crédible, mieux vaut créer un mouvement politique ayant pour mission de redéfinir, actualiser et diffuser un projet de société nouvelle et souveraine.

**YVON LABERGE**  
de notre bureau de Québec

Dans une lettre qu'il a fait parvenir à LA PRESSE, l'ex-ministre de la Science et de la Technologie et député péquiste de Rosemont jusqu'à lundi au moins, soutient que cette réflexion menée à bien, la création d'un nouveau parti indépendantiste s'imposera. À moins, bien sûr, que le Parti québécois ne le redéfinisse.

« Sur un horizon de cinq ans, écrit M. Paquette, il faudra redonner au Québec un parti politique crédible, capable de proposer la souveraineté jusqu'à ce qu'une majorité lui permette d'accéder au pouvoir et de la réaliser. » Et tant mieux, ajoute-t-il, si le Parti québécois peut redevenir ce parti.

« Autrement, il faudra éventuellement un nouveau parti politique qui véhicule le courant d'idées auxquels nous adhérons. C'est une simple question de dé-

mocratie. »

Cette prise de position du député de Rosemont, bien qu'elle ne lie que lui, affirme-t-on à son bureau, donne le ton et reflète assez bien la réflexion qui a cours dans les milieux orthodoxes depuis que le congrès extraordinaire du 19 janvier a consacré la mise au rancart de l'option souverainiste du PQ lors des prochaines élections.

Le mouvement politique indépendantiste dont M. Paquette souhaite l'émergence, il en estime l'enracinement dans au moins 20 p. cent de la population. Ce qui lui fait dire qu'il n'est donc pas nécessaire de rebâtir à zéro, mais avec tout le bagage d'expériences des 15 dernières années au moins et davantage conscient des erreurs à éviter.

Selon lui, une de ces erreurs, c'est que la Parti québécois a trop cherché de consensus artificiels et fragiles. Depuis 1976 jusqu'à aujourd'hui, cette recherche constante a fait que le pourcentage des souverainistes a plafonné à 20 p. cent.

Reconnaissant qu'il s'agit là quand même d'une force énorme il n'en soutient pas moins qu'elle a été gaspillée à la conquête du pouvoir et ensuite à défendre des politiques conjoncturelles et souvent impopulaires. « Plus nous

passons de temps au pouvoir sans appui suffisant de la population à notre option, écrit-il encore, plus nous la desservons (cette option). »

Le projet de société nouvelle et souveraine que privilégie l'ex-ministre, il définit ainsi: des formes nouvelles d'interventions et des objectifs nouveaux pour l'État: État-catalyseur d'une nouvelle forme de démocratie sociale et économique adaptée à l'ère post-industrielle.

En d'autres mots: une société qui concentre toutes ses ressources, avec patience et continuité, à l'objectif du plein emploi. « L'alternative à la souveraineté de l'État et à la souveraineté de l'individu, c'est une souveraineté, une non-dépendance, qui donne

rait à la société québécoise les moyens de ses choix et de ses politiques, les moyens d'aller plus loin et les ressources nécessaires aux hommes et aux femmes d'ici pour relever le défi de l'excellence », précise M. Paquette.

Ce que, à ses yeux, le Parti québécois refuse de relever comme défi, maintenant qu'il oriente son discours sur un néo-libéralisme et qu'il défend la rentabilité du fédéralisme coopératif.

Entre-temps, c'est lundi à Montréal que Gilbert Paquette rendra publique sa décision de s'engager dorénavant comme député indépendant de Rosemont à l'Assemblée nationale. Rejoignant ainsi les Léonard, LeBlanc-Banquet, Proulx, de Bellefeuille, Boucher, Bisailon et Grégoire.

## L'UN discute de son programme à huis clos

■ L'Union nationale, que de récents sondages avaient ressuscité dans la ferveur populaire en lui donnant jusqu'à un 18 p. cent théorique de ferveur populaire, tient ce week-end une réunion de deux jours afin de mettre au point son programme électoral.

C'est toutefois à huis clos que se dérouleront les pourparlers et aucune conférence de presse n'est même prévue avant vendredi prochain, à Montréal, alors que Me Béliveau dévoilera ce programme.

## Journaliste du JdM candidate libérale

■ Une journaliste du Journal de Montréal, Monelle Saindon, a annoncé hier sa candidature en vue de l'assemblée d'investiture du Parti libéral du Québec dans la circonscription de Maisonneuve.

« J'ai choisi la politique parce que mon expérience de journaliste m'a entraîné sur toutes les scènes de l'action sociale. J'ai

vu, j'ai touché, analysé, dénoncé les problèmes de notre époque. Maintenant, j'ai envie de proposer des solutions, de participer activement à notre devenir », a-t-elle dit en conférence de presse.

La date de l'assemblée de mise en candidature n'a pas encore été fixée.

— Presse Canadienne



# En cherchant le moins cher ils ont découvert le meilleur



Mme Eva Solari  
St-Léonard  
Je viens ici parce que c'est  
plus de choix. Tout est frais,  
on peut choisir ce qu'on  
veut. Ça vaut le  
déplacement certain.



Mme Joyce et  
M. Gérard Morin  
St-Léonard  
C'est nouveau, les prix  
sont bons, c'est grand et  
propre. Il y a du choix,  
on ne peut pas se tromper.  
La qualité est très bonne.



Mme Lise Goulet  
St-Léonard  
Les prix sont excellents et  
il y a un choix illimité. Je  
suis très contente d'avoir  
trouvé un endroit comme  
Super Carnaval pour faire  
mon marché.

## DES VIANDES DE QUALITÉ

chaque jour  
chaque semaine

### BOEUF HACHÉ ORDINAIRE

(Provenant de parties fraîches  
et/ou surgelées)

**.97** /lb **2<sup>14</sup>** /kg

### RÔTI DE PALETTE

Coupe régulière,  
boeuf estampillé,  
Cat. Canada «A»

**1<sup>17</sup>** /lb **2<sup>58</sup>** /kg

### RÔTI DE CÔTES CROISÉES

Boeuf estampillé,  
Cat. Canada «A»

**1<sup>87</sup>** /lb **4<sup>12</sup>** /kg

### CUISSES DE POULET FRAIS

Avec dos

**.97** /lb **2<sup>14</sup>** /kg

### POITRINES DE POULET FRAIS

Avec dos

**1<sup>87</sup>** /lb **4<sup>12</sup>** /kg

### POULET FRAIS

Catégorie «A»,  
1.5 à 2 kg

**.89** /lb **1<sup>96</sup>** /kg

### ÉPAULE DE PORC FUMÉE

Genre Picnic

**1<sup>08</sup>** /lb **2<sup>38</sup>** /kg

### CRETONS

Cuisine Rochette

**1<sup>72</sup>** /lb **3<sup>80</sup>** /kg

### BOEUF À RAGOÛT DÉOSSÉ

Emballage familial

**2<sup>08</sup>** /lb **4<sup>59</sup>** /kg

### BURGERS OU CROQUETTES

De poulet, panés,  
Aliments Louis

**1<sup>58</sup>** /lb **3<sup>49</sup>** /kg

### JAMBON

Maple Leaf, Mère Michelle,  
À l'Ancienne, environ 1 kg

**4<sup>76</sup>** /lb **10<sup>49</sup>** /kg

## PRODUITS D'ÉPICERIE DE MARQUES CONNUES

chaque jour  
chaque semaine

### COUCHES JETABLES

Huggies,  
bte de 33 ou de 48

**9.99**

### SEVEN-UP

Reg. ou diète, bouteilles consignées,  
6 x 750 ml

**3<sup>54</sup>**

### PAPIERS MOUCHOIRS

Florelle,  
bte de 200

**.77**

### JUS DE TOMATE

Heinz,  
bte de 19 oz

**.49**

### CAFÉ INSTANTANÉ

Nescafé,  
bocal de 283 g

**4<sup>75</sup>**

### KETCHUP AUX TOMATES

Heinz, 25% boni,  
boute. 1.25 litre

**2<sup>59</sup>**

### DÉTERGENT POUR LA LESSIVE

Arctic Power, bte de 6 litres

**3<sup>79</sup>**

### CHOCOLAT INSTANTANÉ

Nestlé Quik,  
bte de 1 kg

**3<sup>19</sup>**

### PAPIER HYGIÉNIQUE

Plush,  
4 rouleaux

**.89**

### SOUPE AUX TOMATES OU AUX LÉGUMES

Heinz, bte de 10 oz

**.29**

### POIS ASSORTIS

Idéal, de choix,  
bte de 10 oz

**2/1<sup>00</sup>**

## PÂTES ALIMENTAIRES

Catelli,  
bte de 1 kg

**.99**

### FROMAGE CHEDDAR

P'tit Québec,  
454 g

**3<sup>19</sup>**

### NETTOYEUR LIQUIDE

TOUT USAGE  
Lestol, 800 ml

**2<sup>55</sup>**

### POUDRE À RÉCURER

Ajax,  
bte de 600 g

**.85**

### TOMATES DE CHOIX

Extra,  
bte de 28 oz

**.69**

### NECTAR DE PRUNEAUX

Bennett's,  
48 oz

**1<sup>99</sup>**

## DES FRUITS ET LÉGUMES BEAUX ET FRAIS

chaque jour  
chaque semaine

### BANANES

IMPORTÉES

**.24** /lb **.53** /kg

### POMMES DE TERRE

Produit de l'Île-du-Prince-Édouard,  
Canada No 1, sac de 50 lb

**3<sup>99</sup>** /ch

### ORANGES NAVEL

Produit de la Californie,  
grosceur 113

**1<sup>99</sup>** /dz

### OIGNONS DU QUÉBEC

Canada No 1,  
sac de 5 lb

**.29** /ch

### CAROTTES DU QUÉBEC

Canada No 1,  
sac de 5 lb

**.29** /ch

**Avertissement.** Les prix de Super Carnaval, tels qu'ils apparaissent ici, ne sont pas des prix spéciaux. Ce sont nos prix réguliers et vous pouvez en bénéficier à tous les jours. Ils seront maintenus tant que nos sources d'approvisionnement nous le permettront. Prix en vigueur dans la région de Montréal seulement. Pas de vente aux marchands.

\* Votre marche chez Super Carnaval vous permet d'économiser jusqu'à 30% par rapport aux prix réguliers des supermarchés conventionnels. L'économie réalisée peut être supérieure ou moindre selon vos habitudes de consommation.

**HEURES D'OUVERTURE:** Lundi au mercredi 9h00 à 18h00  
Jeudi et vendredi 8h30 à 21h00  
samedi 8h30 à 17h00

**SACS GRATUITS... UNE ÉCONOMIE ADDITIONNELLE**



**St-Léonard**  
6675 Jean-Talon est



**Longueuil**  
3630 ch. Chambly



**Greenfield Park**  
1011, boul. Taschereau



**VOS SUPER SUPERMARCHÉS**

## MAISONS D'ENSEIGNEMENT

## POUR ADULTES SEULEMENT

Depuis un an, plus de **15,000** adultes\* québécois se sont initiés à l'informatique avec la Télé-université.

## Pourquoi pas vous?

La Télé-université vous offre un choix de 8 cours d'informatique:

- Micro-ordinateurs: structure et fonctionnement
- Les micro-ordinateurs et leur langage
- Programmation structurée et BASIC
- Initiation à la programmation modulaire et LOGO
- Projet de programmation - en BASIC
- Projet de programmation - en LOGO
- Ordinateur et environnement éducatif
- Utilisation des micro-ordinateurs aux fins d'enseignement

Chaque cours comprend un manuel de base, un guide de l'étudiant, donne accès à un micro-ordinateur sous la supervision d'un tuteur, celui-ci est disponible pour répondre aux questions de l'étudiant et l'aider à évoluer à son propre rythme.

Tout cela pour seulement **\$67<sup>50</sup>** par cours.

Faites comme ces 15,000 étudiants: inscrivez-vous à un cours d'informatique de la Télé-université. Vous aussi vous pourrez bientôt connaître le monde de l'informatique.



**INSCRIVEZ-VOUS MAINTENANT!  
APPELEZ-NOUS:**

Montréal: (514) 522-3540  
(sans frais) 1-800-361-6808

Québec: (418) 657-2262  
(sans frais) 1-800-463-4722

La Télé-université vous offre un choix de cours dans les domaines suivants:

- Gestion
- Sciences
- Psychologie
- Sciences humaines
- Langues
- Bureautique

\* Conditions d'admission: être détenteur d'un diplôme d'études collégiales ou l'équivalent, ou avoir au moins 22 ans, des connaissances appropriées et une expérience pertinente.

Nom: \_\_\_\_\_  
 Tél.: \_\_\_\_\_  
 Adresse: \_\_\_\_\_  
 Code postal: \_\_\_\_\_  
 Occupation: \_\_\_\_\_  
 Cours: \_\_\_\_\_

Télé-université 4835, avenue  
Christophe-Colomb  
Suite 6087  
Montréal, QC  
H2J 4C2

ou

Télé-université  
214, avenue Saint-Sacrement  
Québec, QC  
G1N 4M6

PI

Université du Québec  
Télé-université  
Institution de formation à distance

**LA TÉLÉ-UNIVERSITÉ**

**cégep**

(enseignement régulier, le jour)

**LE 1er MARS 1985**

est la date limite pour présenter une demande d'admission pour la

**SESSION "AUTOMNE 1985"**

dans l'un des cégeps suivants:

Ahuntsic  
André-Laurendeau  
de Bois-de-Boulogne  
Drummondville  
Edouard-Montpetit  
Granby  
John Abbott  
Joliette  
Lionel-Groulx  
Maisonnette  
Montmorency  
Rosemont

Saint-Hyacinthe  
Saint-Jean-sur-Richelieu  
Saint-Jérôme  
Saint-Laurent  
Shawinigan  
Sherbrooke  
Sorel-Tracy  
Trois-Rivières  
Valleyfield  
Vieux Montréal  
Institut de technologie  
agricole et alimentaire

Pour obtenir les formulaires,  
veuillez vous adresser à votre école,  
à l'un de ces cégeps ou au:

**SRAM**

service régional d'admission  
du Montréal métropolitain  
C.P. 70, Succursale Bourassa,  
Montréal, Québec, H2C 3E7



**ÉDUCATION DES ADULTES  
LAKESHORE/BALDWIN-CARTIER**

**COURS INTENSIFS DE FRANÇAIS  
et  
COURS INTENSIFS D'ANGLAIS**

Si vous voulez apprendre le français ou l'anglais, langue seconde et que vous n'êtes pas disponible le soir, nous avons un cours INTENSIF de 6 week-ends pour vous.

Du vendredi 15 février au dimanche 24 mars  
nous vous offrons  
**90 heures d'enseignement et d'activités  
au coût de 100\$ + le coût des activités.**

**HORAIRE:** vendredi entre 19 h et 22 h  
samedi entre 9 h et 15 h  
dimanche entre 9 h et 15 h

**LIEU: CENTRE JOHN RENNIE**

**INSCRIPTION**

**CENTRE JOHN RENNIE**

du lundi au jeudi entre 16 h et 21 h

**POUR LES NOUVEAUX INSCRITS, il y aura un TEST DE CLASSEMENT**

**POUR DE PLUS AMPLES RENSEIGNEMENTS, APPELEZ**

**694-1470**

## COURS RÉGULIER DE JOUR



POUR UN PROSPECTUS  
**526-2501**

**ENCORE  
CETTE ANNÉE  
TOUS  
NOS DIPLÔMÉS  
ONT UN  
EMPLOI**

## D.E.C. EN ÉLECTRONIQUE 243.03

Programme du ministère enrichi de plusieurs ajouts

## D.E.C. INTENSIF DE 2 ANS 243.03

Pour les détenteurs d'un D.E.C. ou presque

**D.E.C. EN TECHNOLOGIE DE  
SYSTEMES ORDINÉS 247.01**

Un programme qui allie l'électronique à l'informatique

TECCART OFFRE ÉGALEMENT DES COURS PAR CORRESPONDANCE

- Plan de cours menant à des emplois en industrie
- Possibilité d'obtenir des crédits du collégial
- Mode de paiement accessible

Institut Teccart — 3155 Hochelaga, Montréal H1W 1G4

EXAMENS  
D'ADMISSION

**SAMEDI  
9 FÉVRIER à 9 h 30**

**LUNDI  
25 FÉVRIER à 14 h**

Après ces dates,  
téléphonez  
pour un rendez-vous.

**Les Frères de Sainte-Croix  
(pensionnat et externat)**

**COLLÈGE DE SAINT-CÉSARE**  
1390, rue Notre-Dame  
Saint-Césaire  
Route 112  
Tél.: 1-469-3143

Photocopie des bulletins:  
juin et novembre 1984

*Une question de  
mois!*  
**APPRENEZ VITE  
L'INFORMATIQUE**

**Cours de technicien:**

9 mois seulement et vous savez travailler sur n'importe quel équipement même les micro-ordinateurs!

**Cours de programmeur:**

7 mois seulement et vous connaissez les langages d'ordinateur sur le bout des doigts!

**Cours de bureautique:**  
4 mois seulement et les micro-ordinateurs et les appareils de traitement de textes n'ont plus de secret pour vous!

Cours de type professionnel, de niveau collégial  
N° de permis du Ministère de l'Éducation: 749747



**INSTITUT CONTROL DATA**  
Montréal • Ottawa • Toronto • Vancouver

Tour La Cité,  
300 Léo Pariseau,  
suite 400  
Montréal  
H2W 2N1

**285-8585**

## UN D.E.C. EN TEXTILE

Pour un choix de carrières toutes plus intéressantes les unes que les autres.

Deux programmes de cours sont offerts en textile:

- CHIMIE-TEINTURE
- PRODUCTION-CONTRÔLE

Il faut faire sa demande d'admission au:  
**Service régional d'admission du  
Montréal Métropolitain (SRAM)** avant  
le 1er mars, pour l'année scolaire  
1985-1986.

**INSTITUT DES TEXTILES**  
Cégep de Saint-Hyacinthe  
3000, rue Boullé  
Saint-Hyacinthe, Qc J2S 1H9  
(514) 773-6800



## COURS DE VITRIL

Cours d'introduction, le soir, débutant le 11 février ou le samedi, débutant le 16 février.  
Matériaux fournis, prix ord.: **75\$**

**SPÉCIAL DE JANVIER 50\$**

**L'ATELIER DU VITRIL**  
4300, rue Ste-Catherine est, Montréal, Québec H1V 1X9  
Tél.: 255-7646

**COUPE  
COUTURE  
CHAPEAUX**

Béatrice Belloir  
École démontre un  
parcours de formation  
personnel.  
Permis de culture par  
le ministère de l'Éducation  
N° 749747

**STUDIO  
BÉATRICE**

Travaux de fantaisie — Décoration intérieure  
Inscription sur rendez-vous  
4714, rue Garnier 521-1614



**HORLOGERIE, BIJOUTERIE,  
QUARTZ, CIRE PERDUE,  
PAR CÉCILE SPENDANI**  
Départments gratuits  
Dessins de bijoux  
**INSTITUT D'HORLOGERIE  
DU CANADA LTÉE**  
1011, rue St-Jacques  
Montréal, Qc H2K 1K1  
Tél.: 523-7623

## INSTITUT INFORMATIQUE APPLIQUÉE

- Programmeur appliqué
- Programmeur junior
- Programmeur analyste
- Cours collégial
- Formation modulaire
- Aide financière
- Stage en entreprise

**DÉBUT DES COURS, le 18 mars 1985**

**Ne manquez pas l'informatique**  
**271-7702**  
525, de Castelnau  
Montréal  
Métro  
Jean-Tolou

## CÉGEP DE SAINT-LAURENT

POUR VOS ÉTUDES COLLÉGIALES  
LE CÉGEP DE SAINT-LAURENT

Les programmes d'études:

### Secteur général

|          |                              |
|----------|------------------------------|
| 010, 020 | Sciences                     |
| 030      | Sciences humaines            |
| 040      | Sciences de l'administration |
| 053      | Cinéma                       |
| 056      | Danse                        |
| 060      | Lettres                      |
| 511.01   | Arts plastiques              |
| 551.01   | Musique                      |

### Secteur professionnel

|        |                                        |
|--------|----------------------------------------|
| 180.00 | Techniques infirmières                 |
| 221.01 | Techniques de l'architecture           |
| 241.01 | Techniques de fabrication mécanique    |
| 241.03 | Dessin de conception mécanique         |
| 243.00 | Electronique                           |
| 260.01 | Assainissement de l'eau                |
| 260.02 | Assainissement et sécurité industriels |
| 391.00 | Techniques des loisirs                 |
| 410.01 | Techniques administratives — marketing |
| 410.03 | Techniques administratives — finance   |
| 412.01 | Techniques de travail de bureau        |
| 420.00 | Informatique                           |
| 551.02 | Musique populaire                      |

**DATE LIMITE D'INSCRIPTION:**  
**PREMIER MARS 1985**

625, boul. Sainte-Croix, Saint-Laurent, Qué. H4L 3X7 • Tél.: 747-6521

**A deux pas du métro**



**Station Du Collège**

## FLORIDA INTERNATIONAL UNIVERSITY

INTENSIVE ENGLISH PROGRAM VOUS OFFRE:

**COURS D'ANGLAIS INTENSIFS**

PROGRAMME DES DEUX OPTIONS:

- Anglais Pratique-niveaux débutants et avancés
- Anglais Académique-niveaux avancés

**COURS SPECIAL:** Préparation du TOEFL

Semestre d'automne-septembre (inscriptions-1/8)

Semestre de printemps-janvier (inscriptions-1/12)

Cours d'été-mai (inscriptions-1/4)

Droits d'inscriptions: \$1,300 US (à remplir et à détacher)

Intensive English Program  
Florida International University  
Tamiami Trail  
Miami, Florida 33199 USA

Nom: \_\_\_\_\_

Adresse: \_\_\_\_\_

Semestre de: \_\_\_\_\_

## Apprenez le SHIATSU

(acupuncture sans aiguilles — acupression)

**PROGRAMME DE FORMATION de 9 jours**  
les fins de semaine, débutant les 9 et 10 février  
Stage de base les 9 et 10 février

**DÉMONSTRATION GRATUITE**  
le 6 février à 19h15

- 1er centre d'accréditation au Québec depuis 1976
- instruction certifiée de niveau international
- diplômes pratiquant à travers le Canada
- Appelez dès maintenant pour brochure

**(514) 483-1319**

**CENTRE DES ARTS DE LA SANTÉ**  
2105, av. Grey (coin Sherbrooke) Montréal H4A 3N3  
(4 rues à l'est de Décarie, métro Vendôme)

## NOUVEAU DÉCORATION

ATELIER DE PEINTURE SUR BOIS

### COURS D'INITIATION À LA DÉCORATION INTÉRIEURE

SOUS LA DIRECTION DES ARTISANS DU MEUBLE QUÉBÉCOIS INC.

88 EST, RUE SAINT-PAUL VIEUX MONTRÉAL

Renseignements: **866-1836**

Début des cours: **11 février 1985**

Approuvé par le ministre de l'Éducation  
Permis numéro: 749514 enseignement de col-  
lège personnel (jour et soir)

## I Q S

Seul moyen de noter intégralement la parole la plus rapide,

### LA STÉNOTYPIE

s'adapte à toutes les formes du secrétariat, elle assure aussi la prise des conférences, colloques, réunions et congrès; elle garantit le compte rendu intégral des procès, la prise des débats... On la trouve dans les entreprises, organismes nationaux et internationaux.

**INSCRIPTION OUVERTE**

Institut France Quitard de Sténotypie I.Q.S.  
Permis 749666 du ministère de l'Éducation

1290, rue Saint-Denis, suite 89, Montréal (Métro Berri, sortie Saint-Denis)

**288-2241**

## COURS DE TRAITEMENT DE TEXTES MICOM 2001

- Cours du soir (40 heures)
- Deux élèves par session
- Service de placement

Pré-requis:

- Secondaire V
- Maîtrise de la dactylographie
- Maîtrise d'une des deux langues officielles

Pour inscription et renseignements communiquer avec:

**Germaine Dandois 849-4159**  
GERMAINE DANDOIS INC.  
Conseillers en placement de personnel  
550 ouest, Sherbrooke  
Montréal (Québec) H1A 1E7

Permis du ministère de l'Éducation, culture personnelle no 749916.  
Déductible de l'impôt.

## Le COLLÈGE VOUS OFFRE des cours en GESTION DES AFFAIRES POUR LA P.M.E.

- Comment lancer une entreprise
- La tenue de livres
- L'ABC de la vente
- La communication dans l'entreprise

Dates: 8-9, 15-16, 22-23 février 1985

Coût: 40 \$ pour 30 heures de cours

- La tenue de livres
- Les 10 commandements de la finance
- L'impôt, votre entreprise et vous
- Gestion efficace pour votre entreprise
- La gestion des ressources humaines
- La gestion par objectifs et résultats
- Comment exploiter un commerce de détail
- L'ordinateur à votre service

Débuts des cours: 25 février 1985

Coût: 40 \$ par 30 heures de cours

Pour renseignements et inscriptions: composez 332-3000 postes 308-313

10555, avenue de Bois-de-Boulogne, Montréal, Québec H4N 1L4 332-3000

### Collège de Bois-de-Boulogne

## INSTITUT CATHOLIQUE DE MONTRÉAL

### FORMATION D'ÉDUCATEURS POUR LES ÉCOLES CATHOLIQUES DU QUÉBEC

ENSEIGNEMENTS PRÉSCOLAIRE ET PRIMAIRE: 90 crédits

ENSEIGNEMENT SECONDAIRE ET COLLÉGIAL: 30 crédits en PSYCHO-PÉDAGOGIE

**RENSEIGNEMENTS, SEC.: 484-3242 484-1025**

4873, AV. WESTMOUNT — MONTRÉAL H3Y 1X9

## Portes ouvertes '85

au  
**Collège Jean-de-Brébeuf**

**le JEUDI, 7 février de 13 h à 21 h**

Entrée et stationnement: 5625, Decelles, Montréal

Téléphone: (514) 342-1320

**Bienvenue aux parents et aux élèves de SECONDAIRE V**

## AUTOMNE 1985

PROGRAMMES D'ÉTUDES DE PREMIER CYCLE EN SCIENCES

L'UQAM est entrée dans sa quinzième année d'activités. Forte de ses réalisations durant cette période, avec ses trente mille étudiants, ses huit cents professeurs, ses mille chargés de cours, son large éventail de programmes de premier, deuxième et troisième cycles, l'UQAM vous invite à vous joindre à elle, vous y trouverez un milieu intellectuel stimulant et vous y viserez l'excellence au sein de programmes d'études et d'activités de recherche de qualité.

### Programmes de baccalauréat:

- biochimie
- biologie
- enseignement en biologie
- chimie
- enseignement en chimie
- géographie physique
- géologie
- informatique de gestion \*
- mathématiques
- enseignement en mathématiques
- physique
- enseignement en physique
- enseignement en électrotechnique
- enseignement en technologie de la mécanique.

\* programme contingenté  
(1) admission conditionnelle à la formation de groupes

### Programmes de certificat:

- analyse chimique \*
- écologie
- énergie
- enseignement des mathématiques et des sciences au primaire (1)
- géographie physique
- géologie appliquée
- informatique \*
- informatique appliquée à l'enseignement
- instrumentation \*
- méthodes quantitatives
- microprocesseurs \*
- sciences de l'environnement
- sciences et techniques de l'eau
- télécommunications

**POUR TOUS RENSEIGNEMENTS**  
Bureau du registraire, Service de l'admission  
400 est. Ste-Catherine (coin St-Denis)  
Local A-R750  
Case postale 8888, Succursale "A"  
Téléphone: 282-3121  
Montréal (Québec) H3C 3P8

**DATE LIMITE**  
de présentation des demandes d'admission  
**1er MARS 1985**

**1969-1984** Université du Québec à Montréal

## AUTOMNE 1985

PROGRAMMES D'ÉTUDES DE PREMIER CYCLE EN FORMATION DES MAÎTRES

L'UQAM est entrée dans sa quinzième année d'activités. Forte de ses réalisations durant cette période, avec ses trente mille étudiants, ses huit cents professeurs, ses mille chargés de cours, son large éventail de programmes de premier, deuxième et troisième cycles, l'UQAM vous invite à vous joindre à elle, vous y trouverez un milieu intellectuel stimulant et vous y viserez l'excellence au sein de programmes d'études et d'activités de recherche de qualité.

### Programmes de baccalauréat:

- éducation au préscolaire et enseignement au primaire (formation initiale)
- éducation au préscolaire et enseignement au primaire (perfectionnement)
- enseignement en activité physique
- enseignement en adaptation scolaire (formation initiale)
- enseignement en adaptation scolaire (perfectionnement)
- enseignement professionnel
- information scolaire et professionnelle

### Programmes de certificat:

- adaptation scolaire et sociale
- application pédagogique de l'ordinateur
- économie familiale et sociale
- formation au plein air
- formateurs d'adultes en milieu scolaire
- pédagogie de l'audio-visuel
- sciences de l'éducation
- enseignement de la formation personnelle et sociale

**POUR TOUS RENSEIGNEMENTS**  
Bureau du registraire, Service de l'admission  
400 est. Ste-Catherine (coin St-Denis)  
Local A-R750  
Case postale 8888, Succursale "A"  
Téléphone: 282-3121  
Montréal (Québec) H3C 3P8

**DATE LIMITE**  
de présentation des demandes d'admission  
**1er MARS 1985**

**1969-1984** Université du Québec à Montréal

## APPRENEZ LA TENUE DE LIVRES EN 4 SEMAINES SEULEMENT

**VOUS GAGNEREZ SÛREMENT PLUS EN TANT QUE TENEUR DE LIVRES**

Comptabilité pratique enseignée par des comptables agréés. Choix des classes matin, soir, samedi. Les cours recommencent chaque mois. Aussi nouveau cours de Tenue de Livres sur micro-ordinateur!

Leçon d'introduction GRATUITE.  
Service de placement GRATUIT

**ÉCOLE COMMERCIALE LONDON**  
Établie depuis 1970 Permis no 749767  
733-5217 ou 733-8261

## UNE CARRIÈRE DEVENEZ PROGRAMMEUR ANALYSTE

9 h à 19 h **849-7725**

**COLLÈGE D'INFORMATIQUE DU CANADA**

2100, Drummond, suite 430, Mt. Que. H3G 1X1

**Difficulté de sommeil?**

Un nouveau médicament contre l'insomnie est à l'étude dans un centre de recherche affilié à l'Université McGill.

La participation à cette étude est confidentielle et gratuite et dure 8 jours.

Chaque volontaire reçoit un examen médical complet, avec tests de laboratoire, et bénéficie d'une évaluation approfondie de son problème de sommeil.

Pour plus de détails ou un rendez-vous, veuillez appeler le docteur R. Dimitry à son bureau au 933-2402.

**L'ASSOCIATION PROGRESSISTE CONSERVATRICE DE VAUDREUIL****AVIS DE CONVOCATION À UNE ASSEMBLÉE ANNUELLE**

le 5 février 1985 à 20:00 P.M., au Centre Communautaire de Vaudreuil, 21, rue St-Joseph, à Vaudreuil, se tiendra l'assemblée générale annuelle. Cette assemblée a pour but l'étude des affaires générales de l'association et l'élection des membres de l'exécutif.

**PROBLÈME avec L'ALCOOL?**

Si vous voulez être aidé, appelez tout de suite au: **PAVILLON DU NOUVEAU POINT DE VUE 652-3981**

Nos conseillers vous aideront à retrouver le bonheur dans une sobriété permanente. Nous sommes situés à Varennes ou bord du fleuve à 20 km de Montréal.

**FUSILLADE DE ROCK FOREST****Retrait des accusations portées contre le chef des opérations**

■ SHERBROOKE (PC) — Le ministère de la Justice a décidé de retirer les accusations qui pesaient encore contre le détective Michel Salvail, de la police de Sherbrooke, qui avait dirigé les opérations lors de la fusillade au motel Le Châtillon, à Rock Forest, le 23 décembre 1983.

Les seules poursuites qui demeurent sont d'ordre civil. Elles ont été engagées par la famille de Serge Beaudoin, tué lors de la fusillade, et par Jean-Paul Beaumont qui avait alors été blessé.

À l'issue du procès des agents Roger Dion et

Claude Castonguay, l'avocat de la défense avait réclamé qu'on retire les accusations contre Michel Salvail, faute de preuves. Les agents Dion et Castonguay avaient été acquittés des accusations portées contre eux.

• L'arrêt des procédures s'explique par le fait que la preuve qui aurait pu être présentée au procès de Michel Salvail aurait été substantiellement la même que celle soumise lors du procès antérieur qui a amené le jury à acquitter les deux policiers, a précisé le ministère dans un communiqué.

**MAISONS D'ENSEIGNEMENT****CONCEPTION ASSISTÉE PAR ORDINATEUR (CAO) (Cours pratiques)****CHOISISSEZ!**

- COURS INTENSIFS** d'opérateur (du lun. au ven., de 9h à 17h)
  - du 25 février au 1 mars (en anglais)
  - du 18 mars au 22 mars (en français)

**OU**

- COURS d'opérateur** (une journée par semaine, de 9h à 17h, durée 5 semaines) commençant la semaine du 11 février jusqu'à la semaine du 11 mars:
  - les lundis ou jeudis pour les cours offerts en anglais;
  - les mercredis ou vendredis pour les cours offerts en français.

À l'intention des: ingénieurs, architectes, techniciens et dessinateurs.

**Équipement:** le plus récent (ordinateurs Apollo, logiciel d'Autotrol Série 5000)

**Coût des cours:** \$545

**333-3920**

Du lundi au jeudi de 9h à 21h  
Vendredi de 9h à 17h

Centre de l'éducation permanente  
815, boul. Sainte-Croix  
Saint-Laurent, QC H4L 3X9

**Vanier College****Intérêt élevé?**

Pour annoncer dans cette section composez le **285-7202**

**Fatigué des antiquités?**

Pour annoncer dans cette section composez le **285-7202**

**Une sortie ce soir?**

Pour annoncer dans cette section composez le **285-7202**

**Quand la qualité est de rigueur****COURS D'ANGLAIS PARLÉ**  
**SESSION DE CONSERVATION ANGLAISE VRAIMENT SIGNIFICATIVE**

CORRECTIONS GRAMMATICALES SELON LES BESOINS  
• PROFESSEURS D'EXPRESSION ANGLAISE DIPLOMÉS ET EXPÉRIMENTÉS.  
CHOIX D'HORAIRE

**COURS DU SOIR:**

Lundi et mercredi ou mardi et jeudi

de 18 h à 21 h

**25\$** par sem.  
4 soirs: 50\$

**DE JOUR:**

du lundi au jeudi

avant-midi de 9 h 15 à 12 h

ou après-midi de 13 h à 16 h

**50\$** par sem.

Tout compris, déductible d'impôt

SANS AUCUNS FRAIS Séance d'information, test d'évaluation, inscription et documents répondant aux critères du ministère de l'Emploi et de l'Immigration.

Téléphonez **521-5722**  
du lundi au jeudi de 9 h à 21 h

822, rue Sherbrooke Est, 4e étage  
Montréal, Québec H2L 1K4

**L'Académie**  
DE CONVERSATION FRANÇAISE ET ANGLAISE  
Reconnu par le ministère de l'Éducation = 749677  
Division de 133102 Canada Inc.



près du  
métro  
Sherbrooke

**ANGLAIS****conversation intensive**

• débutants • intermédiaires • avancés

• petits groupes maximum 7 par niveau  
**\*140\$** lundi et mercredi ou mardi et jeudi

Tout compris, déductible d'impôt  
Matin, après-midi ou soir  
\*Soir 160\$ maximum, 7 par niveau

Entrevue de classement sur rendez-vous  
du 4 février au 8 février inclusivement

**CCFA C'EST...**

- 15 années d'expérience dans l'enseignement des langues
- À plus de 10 000 étudiants et étudiantes

**CCFA 875-8314**

620, rue Cathcart — 9e étage  
Métro McGill — Face à La Baie

Le Centre de conversation française et anglaise CCFA INC.

**LA NUIT N'EST PAS FAITE QUE POUR DORMIR**

Votre subconscient travaille pour vous  
Sachez vous en servir



Votre subconscient est en activité 24 heures par jour. Sa capacité de mémorisation et d'apprentissage peut être canalisée même pendant votre sommeil. Les savants appellent cette théorie «la théorie rebelle de la conscience», et chacun possède en lui ces capacités. En vue de cette nouvelle approche révolutionnaire dans le domaine psychologique, vous pouvez apprendre sans langue, telle que l'anglais ou l'espagnol ou améliorer votre mémoire, ou encore supprimer l'habitude du tabac. Vous pouvez appliquer ce principe à vos nombreux besoins personnels. Datolab vous aidera à mettre votre subconscient à votre service.

Pour renseignements sans obligation de votre part découper et renvoyer ce coupon à:

**DATOLAB** QUÉBEC INC. L.P. 2-2-85 6585 Pierre-Gadouis, Montréal, Québec H1M 2T6 (C.D.D.)

Nom..... Adresse.....

Téléphone bureau..... Maison.....

Ville.....

☐ Célibataire ☐ Marié Age..... Profession.....

☐ CONFIANCE EN SOI  
☐ MOTIVATION  
☐ PERSONNELLE  
☐ AMÉLIORER LA MÉMOIRE  
☐ CONTRÔLE DIÉTÉTIQUE  
☐ LA VENTE  
☐ ATTEINDRE SES OBJECTIFS  
☐ CESSER DE FUMER  
☐ SUCCÈS FINANCIER  
☐ INSOMNIE

FRANÇAIS: ANGLAIS  
COURS D'AMÉLIORATION  
EN VOCABULAIRE  
ANGLAIS  
AMÉLIORER VOTRE  
ACCENT ET VOTRE  
PRONONCIATION  
ANGLAIS  
L'ANGLAIS SIMPLIFIÉ  
FRANÇAIS: ESPAGNOL  
ANGLAIS: ALLEMAND

ANGLAIS-ITALIEN  
ITALIEN-ANGLAIS  
ANGLAIS-PORTUGAIS  
PORTUGAIS-ANGLAIS  
ANGLAIS-ESPAGNOL  
ESPAGNOL-ANGLAIS  
ÉLIMINER LA PEUR  
ÉLIMINER LA  
NERVOSITÉ  
ÉLIMINER LE STRESS

**Des trous dans la carrosserie?****L'AUTOMOBILE**

Le lundi dans  
la presse

**Cours de base de fine cuisine familiale**

donné par **Henri Bernard**

Les recettes, les techniques et la méthode pour réussir tous genres de repas avec assurance, raffinement et agrément.

Débutant au choix: Le 18 ou le 19 fév. à 18 h 30 ou le 20 fév. à 10 h 30, 10 semaines consécutives

**Prospectus: 843-6481**

2015, rue de la Montagne, suite 610, Montréal H3G 1Z9  
Permis d'enseignement de culture personnelle no 749640

Institut  
Culinaire  
Henri Bernard

**Dawson vous propose sa façon d'apprendre une langue**

Une attention individuelle et des classes peu nombreuses font des cours de langue du collège Dawson une façon rapide et efficace d'acquérir une connaissance de la langue anglaise ou française.

Méthode d'expression orale  
Les lundis et mercredis soirs  
de 19 heures à 21 heures  
du 18 février au 29 avril  
ou  
le samedi de 9 heures à 13 heures  
du 16 février au 20 avril  
Frais de scolarité: 125,00\$  
Pour de plus amples renseignements,  
veuillez composer **866-7953**

**COLLÈGE DAWSON**

Centre de l'éducation des adultes

**Nous vous donnons rendez-vous à une soirée d'information**

le 6 février 1985, de 17h30 à 19h  
au Centre d'éducation permanente,  
pavillon de la bibliothèque Redpath

- Nous vous donnerons des précisions sur nos cours, nos programmes de certificat, de diplôme et de grade en gestion et dans plusieurs disciplines professionnelles, ainsi qu'en langues et traduction et en culture générale.
- Le 15 février marquera la date limite d'inscription aux certificats professionnels et aux certificats de gestion, ainsi qu'aux diplômes de gestion.
- Planifiez votre programme d'études en fonction de vos aspirations professionnelles, de votre avancement ou de vos intérêts.
- Venez rencontrer notre personnel et nos conseillers.
- Pour de plus amples renseignements, appelez 392-5244.

**McGill** Centre d'éducation permanente

What better place to  
better yourself.

**...Spécial pour les prestataires d'assurance-chômage****COURS D'ANGLAIS PRATIQUE**

25 heures par semaine du lundi au jeudi 9 h 15 à 16 h  
40 \$ par semaine, déductibles du revenu imposable.  
Prix valable jusqu'au 15 février 1985

Vous pouvez obtenir jusqu'à 26 semaines de prestations supplémentaires

**SANS AUCUNS FRAIS**

Séance d'information, test d'évaluation, inscription et documents répondant aux critères du ministère de l'Emploi et de l'Immigration.

Téléphonez: 521-5722

**L'Académie**  
DE CONVERSATION FRANÇAISE ET ANGLAISE  
822, rue Sherbrooke Est, 4e étage  
Montréal (Québec) H2L 1K4  
Reconnu par le ministère de l'Éducation 749677  
Division de 133102 Canada Inc.



près du  
métro  
Sherbrooke

## Sondage sur le transport adapté

La CTCUM prolonge jusqu'au 18 mars, dans 13 municipalités du West-Island, un projet de transport des handicapés par taxi. Ce délai permettra à la CTCUM de faire un sondage sur l'opportunité d'offrir ce service permanent.

La CTCUM a rendu ce mode de transport permanent dans l'est de la ville, l'an dernier. L'usager paie son passage selon la grille tarifaire de la CTCUM, et signe au chauffeur du taxi un bordereau équivalent au montant de la course.

# 45% DE RABAIS SUR NOS CUISINES EN MÉLAMINE



SAMEDI ET DIMANCHE  
10 H À 5 H  
LUNDI À MERCREDI 9 H À 6 H  
JEUDI ET VENDREDI 9 H À 8 H

AUSSE 25% DE RABAIS  
SUR LA PLUPART  
DES MODÈLES EN CHÊNE

RÉNOVATIONS  
L'ACADIE

Estimation  
gratuite à domicile

9725, BOUL. L'ACADIE  
337-0702

## LE PROPHÈTE GERRYMIÉ DIT :

Réveillez-vous!  
Réveillez-vous!

DES SUBVENTIONS  
*La fin du monde approche*



LE 31 MARS 1985, LES PROGRAMMES DE SUBVENTIONS DU P.C.R.P. ET DE LA BI ÉNERGIE SERONT TERMINÉS. SI VOUS ÊTES ADMISSIBLES AUX SUBVENTIONS, VOUS SERIEZ BIEN AVISÉ D'EN PROFITER AVANT QU'IL NE SOIT TROP TARD. N'OUBLIEZ PAS QUE TOUTES LES INSTALLATIONS DEVONT ÊTRE COMPLÉTÉES LE 31 MARS 1985. SI VOUS ATTENDEZ À LA DERNIÈRE MINUTE, NE SOYEZ PAS SURPRIS SI ON VOUS DIT QUE NI LE MATÉRIEL, NI LA MAIN-D'ŒUVRE QUALIFIÉE SERONT DISPONIBLES À TEMPS POUR VOTRE INSTALLATION. PAR L'ENTREMISE DU PROPHÈTE GERRYMIÉ, CARRIER VOUS INVITE À NE PAS RATER CETTE OCCASION EN OR C'EST POURQUOI NOUS EN PROFITONS POUR VOUS ANNONCER NOTRE PROMOTION SPÉCIALE QUI DURERA DU 1<sup>er</sup> FÉVRIER AU 31 MARS 1985 ET QUI VOUS PERMETTRA D'ÉCONOMISER JUSQU'À 1,800\* SUR L'ACHAT D'UNE THERMOPOMPE 385Q DE CARRIER, LA MEILLEURE ET LA PLUS PERFECTIONNÉE SUR LE MARCHÉ D'AUJOURD'HUI.

N'ATTENDEZ PAS ET FAITES PARTIE  
DES HEUREUX ELUS  
(Parole du prophète Gerrymie)

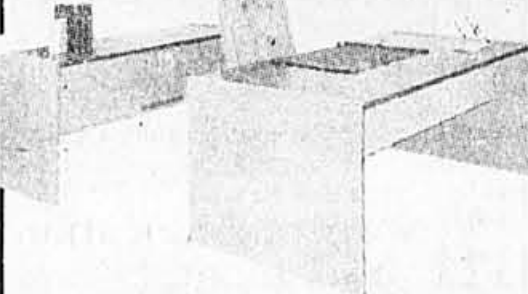
**Carrier**

POUR CONNAÎTRE LE CONCESSIONNAIRE CARRIER  
LE PLUS PRÈS DE CHEZ VOUS ET VOTRE ADMISSIBILITÉ

COMMUNIQUEZ AVEC CARRIER EST  
À 748-8731 LOC.: 99

\* Ce montant combine les subventions du P.C.R.P., de la Bi Énergie ainsi que le rabais offert par CARRIER.

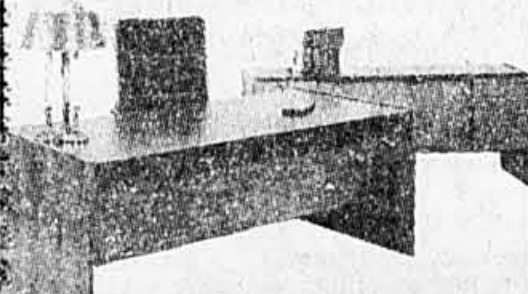
## LIQUIDATION DE MOBILIER DE BUREAU NEUF ET D'OCCASION



Bureau 36 x 72 3 tiroirs  
noyer et cuir

Crédence 20 x 60 noyer et cuir

Couleur  
discontinué \$475 2 mcx



Bureau 36 x 72 5 tiroirs  
noyer et cuir

Crédence 20 x 72 noyer et cuir

\$595 2 mcx

Bureaux seuls disponibles, couleurs discontinuées

- Bureau
- comptoir intérieur de magasin,
- table pour ordinateur, selon vos spécifications



Bureau 26 x 54  
noyer seulement

\$198<sup>00</sup>

couleur discontinuée

Mobiliers de bureau  
usagés

idéals pour garage,  
atelier, entrepôt, etc.

Plus de 400 écrans  
diviseurs usagés

## Heures d'ouverture:

lundi - mercredi 9h30 - 18h00 • jeudi et vendredi 9h30 - 19h00 • samedi 9h30 - 17h00

Montréal  
215, rue  
Jean-Talon Ouest  
(entre St-Laurent et avenue du Parc)  
274-4331 Transport en sus



ENCANTEURS INC.

RIVE SUD  
643A, avenue  
Marie-Victorin,  
Boucherville  
655-2203



# "DES ÉVÉNEMENTS SPÉCIAUX CET HIVER!"

Les courses  
sont chaudes!

**Blue Bonnets**

## CALENDRIER

Courses tous les soirs à 19h30,  
13h30 le dimanche.  
Relâche le mardi et le jeudi.

**Amble Boule de Neige:**  
les 20 et 27 janvier.  
Finale le 3 février.

Venez parier un petit 2\$.  
Amenez vos amis et passez  
des moments excitants...  
dans le feu de l'action!

Entrée 3\$ et 4\$  
Décarie / Jean-Talon 739-2741



(Autobus navette  
jusqu'à l'Hippodrome)



# Le catalogue Printemps-été 1985

Enfin disponible!  
Assurez-vous  
d'obtenir votre  
exemplaire —  
faites-en la  
demande  
immédiatement!

Le catalogue Printemps-été  
de Sears...un vrai grand  
magasin à portée de la main.  
Découvrez, au fil des 783  
pages, un monde d'achats  
avantageux.

Une présentation soignée  
et des prix concurrentiels  
sont les atouts majeurs de  
votre guide d'achats Sears,  
disponible dans nos magasins  
et nos Bureaux de vente pour  
seulement 4\$\*.



\*À l'intérieur du catalogue, vous trouverez un bon de 4\$ valable sur tout achat de 20\$ ou plus...autant dire que le catalogue ne coûte rien.

Passez sans tarder à votre magasin ou votre Bureau de vente par catalogue Sears le plus près pour un meilleur choix.

**SEARS**

vous en avez pour votre argent...et plus

# Le conflit s'envenime à l'usine Héroux de Longueuil

C'est vraiment la guerre ouverte à l'usine Héroux de Longueuil, filiale aéronautique de Bombardier Ltée, là où certains syndiqués affiliés à la Centrale des syndicats démocratiques dressent une ligne de piquetage, depuis le milieu de la semaine, pour « dénoncer l'anti-syndicalisme de l'employeur ».

PIERRE BELLEMARE

La compagnie fait régulièrement appel aux forces de l'ordre de Longueuil pour, dit-on, calmer les esprits sur la ligne de piquetage entretenue par les 25 employés de bureau et professionnels de l'entreprise.

Entretiens, les 250 employés de la production, également affiliés à la CSD, poursuivent leurs opérations, même si la production est parfois légèrement chaotique en raison de la grève du groupe des 25.

En juillet dernier, ces 250 employés de la production étaient mis en lock-out par l'employeur qui devait finalement les rappeler peu après la fête du Travail.

Pour ce qui est de la grève en cours, ce ne sont pas tant les clauses salariales qui soulèvent des problèmes, « que les tentatives répétées de l'employeur d'enlever des droits acquis au niveau, par exemple, des vacances et des congés de maladie », a confié hier M. Roland Meunier, porte-parole de la CSD.

Il est fortement question que la compagnie Héroux s'adresse aux tribunaux, la semaine prochaine, pour réclamer une injonction interdisant tout piquetage devant ses installations.

Gouvernement du Québec  
Ministère des Communications

Des solutions pour réduire la consommation d'énergie tant pour la construction résidentielle que pour l'aménagement urbain

- Plusieurs tableaux, schémas et illustrations.

Ministère de l'Énergie et des Ressources  
1984, 111 pages  
EQG 212-6

**9,95 \$**

En vente à la librairie de l'Éditeur officiel du Québec:  
Montréal  
Complexe Desjardins  
Niveau promenade  
Montréal  
Tél.: 873-6101

**EXPOSITION D'ARMES**

**DIMANCHE 3 FÉVRIER 85**  
**de 9 h à 15 h**

Armes antiques et modernes, militaire, apées, cartouches, etc. Achat, vente ou échange.

**au RÉGIMENT ROYAL MONTRÉAL**  
4625, rue Sainte-Catherine ouest  
organisée par l'Association des collectionneurs d'armes du Bas-Canada

Rens.: 481-2012    Adm.: 3.00\$ par personne  
Prochaine exposition le 21 avril 1985

**GARDEZ VOTRE ARGENT!**

Quand on travaille fort pour gagner son argent, on veut en garder le plus possible, c'est normal. Et c'est possible, si vous faites préparer votre déclaration d'impôt par les spécialistes H&R Block. En effet, lors d'un récent sondage, 2 clients sur 3 qui ont obtenu un remboursement d'impôt ont dit croire avoir obtenu un meilleur remboursement en confiant leur déclaration à H&R Block qu'en l'ayant préparée eux-mêmes. H&R Block vous fait profiter de toutes les déductions, exemptions et crédits auxquels vous avez droit. Appelez le bureau H&R Block le plus près de chez vous aujourd'hui. Nous pouvons vous aider à garder plus de cet argent durement gagné.

**Avec H&R Block, vous faites une bonne affaire.**

**H&R BLOCK**  
LES SPÉCIALISTES DE L'IMPÔT.

|                                                                          |                                                                 |
|--------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------|
| <p>EST<br/>6424, rue Papineau<br/><b>722-3511</b></p>                    | <p>OUEST<br/>6151, rue Sherbrooke o.<br/><b>483-1310</b></p>    |
| <p>RIVE SUD<br/>2177, chemin Chamblay, Longueuil<br/><b>468-7479</b></p> | <p>LAVAL<br/>237, boul. des Laurentides<br/><b>663-9450</b></p> |

**PLUS DE 90 BUREAUX DANS LA RÉGION**  
9h à 21h SUR SEMAINE — 9h à 17h LE SAMEDI  
**RENDEZ-VOUS DISPONIBLE**

Aussi à ces endroits aux heures des magasins

**la 3e**

**EATON**

**Bonimart**

**JEAN COUTU**

**AUTRES BUREAUX**

|               |                |                 |
|---------------|----------------|-----------------|
| Beloeil       | Lachute        | Saint-Hyacinthe |
| Berthierville | Laprairie      | Saint-Jean      |
| Chambly       | Louiseville    | Saint-Jérôme    |
| Châteauguay   | Mariville      | Sainte-Agathe   |
| Dorion        | Repentigny     | Sorel           |
| Iberville     | Rosemère       | Terrebonne      |
| Ile Perrot    | Saint-Eustache | Valleyfield     |
| Joliette      |                |                 |

UNIVERSITE CONCORDIA

Département de physique

**Avez-vous déjà souhaité continuer vos études en physique?**

Votre désir peut se réaliser si vous demandez dès maintenant votre admission à temps complet ou partiel au programme de maîtrise (M.Sc) ou de doctorat (Ph.D.) en physique pour septembre 1985. Des bourses d'assistant d'enseignement sont offertes aux étudiants à temps complet admissibles. Pour tous renseignements, veuillez vous adresser à:

**M. S.K. Misra, Ph.D.**  
Université Concordia  
1455, boulevard de Maisonneuve Ouest  
Montréal H3G 1M8  
Tél.: (514) 879-4065 ou 879-5915

**SÉMINAIRES DE GESTION EN SOIRÉE**  
(19 h à 22 h)  
**AU CENTRE SHERATON**

**BFD**

Une opportunité unique d'améliorer vos connaissances en gestion:

- formation de base accélérée
- pour les gens de PME
- études de cas vécus
- aucun prérequis

|                                                                                                |            |      |
|------------------------------------------------------------------------------------------------|------------|------|
| • La tenue de livres                                                                           | 12/13 fév. | 50\$ |
| • Comment comprendre vos états financiers et établir des prévisions pour une meilleure gestion | 26/27 fév. | 60\$ |
| • La gestion du temps                                                                          | 18 mars    | 30\$ |

Ces séminaires sont aussi offerts en journée

**POUR RENSEIGNEMENT ET INSCRIPTION**  
Communiquez avec  
**Mme SUZANNE CARETTE au 283-2322**

Ces séminaires sont aussi offerts en anglais

**ON APPUIE VOTRE ENTREPRISE**

Banque fédérale de développement

Federal Business Development Bank

Canada

**LE SKI LE PLUS COMPÉTITIF**

**SURPRISE?**

Si vous vous donnez la peine de comparer le coût d'un billet de remontée au Mont-Sainte-Anne à celui d'un billet de remontée en Nouvelle-Angleterre, vous le serez encore plus.

En effet, en tenant compte des tarifs de remontée mécanique et du taux de change, vous constaterez avec surprise que vous paierez jusqu'à 70% plus cher en Nouvelle-Angleterre. Par exemple, le tarif régulier d'un billet de remontée pour une journée, pour un adulte, est de 26 \$ (U.S.) à Stowe et à Sugarbush comparativement à 20 \$ (Can.) au Mont-Sainte-Anne.

**TOUJOURS SURPRISE?**

Et n'oubliez pas que vous payez moins cher tout en skiant dans l'une des plus grandes stations de ski de l'est de l'Amérique. Pensez-y! 625 mètres de dénivellation, 30 pistes, 15 remontées mécaniques, dont un nouveau télésiège triple, un système d'enneigement artificiel couvrant 82% de la surface skiable et une saison de ski pouvant débuter à la mi-novembre et se poursuivre jusqu'à la fin d'avril!

Pour des vacances de ski, on choisit le ski le plus compétitif, celui du Mont-Sainte-Anne.

Pour connaître le dernier bulletin des conditions de ski, composez l'un des numéros suivants:

Québec: (418) 827-4579  
Montréal: (514) 861-6670

\* Si les conditions climatiques le permettent.

**C'EST RECONNU**

**PARC DU MONT-SAINTE-ANNE**

Québec

Pour plus de renseignements concernant le ski alpin, la randonnée à skis et l'hébergement au Parc du Mont-Sainte-Anne, écrivez à: C.P. 400, Beaulieu (Québec), G0A 1E0. Tél.: (418) 827-4561

NOM \_\_\_\_\_  
ADRESSE \_\_\_\_\_  
VILLE \_\_\_\_\_  
PROVINCE \_\_\_\_\_  
CODE POSTAL \_\_\_\_\_  
PR-S

**POSTES CANADA PRÉSENTENT LA BOUTIQUE POSTALE.**

Voici un bureau de poste de conception nouvelle où nos services courants et la gamme complète de nos produits sont là... tout à votre portée.

Qu'est-ce que vous y trouverez? Le centre de communications avec ses services de courrier électronique ainsi que le service de messageries Poste prioritaire, mais encore, des enveloppes préaffranchies, des timbres, des accessoires pour les collectionneurs, des cadeaux comme notre tirelire "boîte à lettres", des collections de timbres commémoratifs, et bien d'autres choses. C'est là aussi que vous trouverez tous les renseignements sur nos services et sur nos produits.

Vous voulez expédier un colis, envoyer un plan à Paris, vous procurer les derniers timbres, acheter un fourgon postal miniature pour votre petit dernier, ou simplement poster une lettre? Alors venez, on vous attend!

**Passez dès aujourd'hui à la boutique postale de la Plaza Saint-Hubert, 6862, rue Saint-Hubert.**  
Ouvert tous les jours du lundi au samedi et aussi tous les jeudis et vendredis soirs.

**SOCIÉTÉ CANADIENNE DES POSTES**  
**On prend de l'avance.**

## Léo-René Maranda conteste la juridiction du juge de paix

Comme cela était prévu, le criminaliste Léo-René Maranda conteste les accusations portées contre lui en plaçant l'absence de juridiction du juge de paix Michel Breton, président de la pré-enquête instruite dans cette affaire et signataire des sommations versées au dossier. Me Maranda et ses co-accusées, André et Marion Marquis, ont logé à cet effet une requête en certiorari devant la Cour supérieure; la procédure doit être entendue mercredi prochain. Hier, on a ajourné la comparution formelle devant la Cour des sessions pour permettre à la Cour supérieure de donner une conclusion à ce débat préliminaire. Léo-René Maranda et les sœurs Marquis sont confrontés à une triple dénonciation de possession de cocaïne et de haschisch en vue d'en faire le trafic. La Gendarmerie royale du Canada a signé cette série de dénonciations après la perquisition effectuée le 15 octobre dernier à la résidence du criminaliste, sur The Boulevard, à Westmount.

## Douze jours dans un canot de sauvetage

LONDRES (AFP) — Une famille britannique de cinq personnes a été retrouvée saine et sauve dans l'océan Atlantique après avoir dérivé pendant 12 jours dans un canot pneumatique, a-t-on appris hier. M. Peter Tate, 36 ans, son épouse Frances, 35 ans, et leurs trois filles âgées de 10, 11 et 12 ans, ont été recueillis, jeudi, par un bateau norvégien, le « Havprins », au large de la Guyane, après avoir dérivé sur plus de 650 kilomètres. Ils sont en bonne santé et n'ont pas du tout souffert de cette épreuve. Les Tate, qui avaient quitté la Grande-Bretagne en août 1982, se rendaient à l'île de La Grenade et leur yacht, le « Misty Blue », avait coulé après avoir heurté un rocher.

ASSOCIATION D'HOSPITALISATION DU QUÉBEC  
**LA CROIX BLEUE**  
ASSOCIATION D'HOSPITALISATION DU QUÉBEC

*Bernard*  
N'oubliez pas de téléphoner à la Croix Bleue avant de partir:  
286-8403  
Pour moins de 1\$ par jour, tu pourras avoir la tête tranquille pour ton court séjour. Et pour quelques sous de plus, tu auras même un numéro de téléphone en cas d'urgence pour être séparé par place. On n'a pas les moyens d'être malade ou d'avoir un accident à l'étranger. Et l'assurance-tout de la Croix Bleue, c'est simple comme bonjour. Alors, rendez-vous au soleil, comme prévu! *Nicole*

ASSOCIATION D'HOSPITALISATION DU QUÉBEC  
**LA CROIX BLEUE**  
ASSOCIATION D'HOSPITALISATION DU QUÉBEC  
**LA CROIX BLEUE**  
DU QUÉBEC

VISITEZ NOTRE

# SALON DE LA CUISINE 85

## PROFITEZ-EN MAINTENANT

EN  
PRIMEUR

MODÈLE 85  
"JALOUSIE"

Notre prix ordinaire est

**25%**

EN MOINS

que le prix indiqué sur la liste de prix du manufacturier.

VOUS VERREZ ÉGALEMENT AU SALON CUISINE COMPLÈTE EN

- ★ CHÊNE (Plusieurs modèles)
- ★ MÉLAMINE (Plusieurs modèles)
- ★ PIN
- ★ ÉRABLE
- ★ CERISIER

- ★ SOUS-SOL
- ★ SALLE DE BAINS
- ★ EXTENSION
- ★ RÉNOVATION GÉNÉRALE
- ★ ETC. ETC.

LE SALON EST OUVERT  
7 JOURS PAR SEMAINE au  
**4058**

QUEST

JEAN-TALON



SUR LE CÔTÉ OUEST DE L'ÉDIFICE CESCO  
LES APPAREILS MÉNAGERS SONT UNE COURTOISIE DE BACHAND LAVAL  
3 RUES À L'EST DU METRO NAMUR  
VASTE STATIONNEMENT GRATUIT

NOS HEURES D'OUVERTURE

Lun., mar., merc.  
9 h p.m. à 6 h p.m.  
Jeu., ven.  
9 h a.m. à 8 h p.m.  
Sam. 9 h a.m. à 4 h p.m.  
Dim. 11 h a.m. à 5 h p.m.

VIVEZ MIEUX

ÉCONOMISEZ DU TEMPS, DES EFFORTS ET SURTOUT DE L'ARGENT AVEC

SERVICE DE RÉNOVATION

**METROPOLITAIN**  
DEPUIS 1958

POUR UNE ESTIMATION GRATUITE **482-0600**  
APPELEZ AU SERVICE TÉLÉPHONIQUE NON DISPONIBLE LE DIMANCHE



conception artistique: J.L. Chartrand

Soyez-là  
on vous attend

DISPONIBLE SUR PLACE

- Spécialiste en décoration
- Expert en aménagement de cuisine
- Technicien en architecture
- Planificateur
- Conseiller technique
- Dessinateur concepteur
- Estimateur professionnel
- Conseiller financier

PEINTURE ET NETTOYAGE

Nous n'offrons que la première qualité de peinture. Chaque surface en bois est d'abord sablée puis recouverte de 2 couches de peinture. C'est garanti pour une année. Pour rafraîchir la maison, nos experts lavent et sablent vos planchers, nettoient les vitres, murs, meubles et tapis. PROFITEZ-EN.

## Demain

### «choisir sa maison et sa ville»

- Découvrez 500 modèles de maisons, 250 exposants, 60 constructeurs, 13 villes.
- Visitez la cité de la rénovation **BMR**, le centre d'information du magazine **MAISON**, le centre des idées nouvelles de l'école d'architecture de **Q**.
- Du lundi au vendredi de 12h00 à 22h00.  
Samedi et dimanche de 11h00 à 22h00.  
Sauf le dimanche 10 février de 11h00 à 21h00.
- Prix d'entrée:
 

|                                |         |
|--------------------------------|---------|
| Adulte:                        | 4,50\$  |
| Age d'or et étudiant:          | 3,50\$  |
| (Sur présentation de la carte) |         |
| Enfants moins de 12 ans:       | Gratuit |

Une réalisation de:



Région du  
Montréal  
Métropolitain

**APCHA**

En collaboration avec:

**BMR**

**la presse**

# Expo habitat

## du Montréal Métropolitain

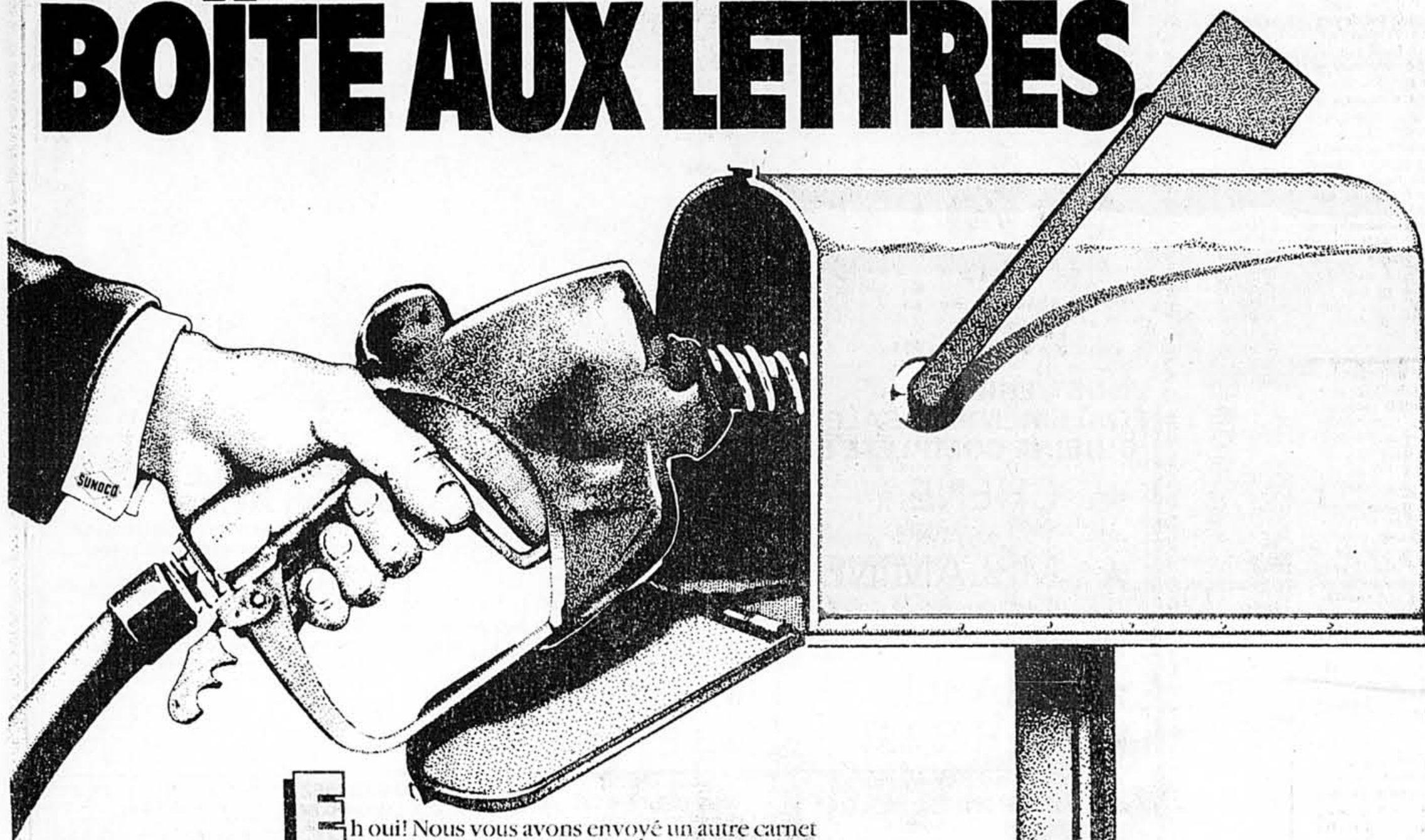
ENCORE PLUS VASTE, PLUS VARIÉE ET PLUS PRATIQUE.

Du 3 au 10 février 1985  
au Palais des Congrès  
de Montréal



Renseignements: (514) 334-8722.

# SUNOCO DÉPOSE ENCORE 12,00\$ DANS VOTRE BOÎTE AUX LETTRES



**E**h oui! Nous vous avons envoyé un autre carnet gratuit de bons de réduction du concours "ÉPARGNEZ ET GAGNEZ" de Sunoco. Votre carnet contient 11 bons de 1,00 \$ chacun, valables à l'achat d'un minimum de 25 litres de carburant... plus un bon de réduction de 1,00 \$ sur le prix d'un graissage, d'une vidange et d'un filtre à huile Fram. Bref, de quoi économiser pendant 4 mois, de janvier à avril.

## PLUS DE 56 000,00\$ EN LOTS

Chaque fois que vous utilisez un bon de réduction sur le carburant, vous participez automatiquement à notre concours "ÉPARGNEZ ET GAGNEZ". Chaque mois, vous aurez donc la chance de gagner l'un des 5 voyages en Floride pour 2 personnes ou l'un des 5 prix de 1 000,00 \$ au comptant. N'oubliez pas, il y a 1 tirage par mois pendant 4 mois.

Lorsque vous utilisez votre bon de réduction sur un graissage, une vidange et un filtre à huile Fram, vous avez aussi une chance de gagner une Camaro 1985 de General Motors. Vous trouverez tous les renseignements ainsi que les règlements du concours à votre station Sunoco.

Alors, la prochaine fois que vous devez faire le plein ou une vidange, profitez d'un bon de réduction de Sunoco. Vous ferez des économies et vous aurez une chance de gagner l'un des lots totalisant plus de 56 000,00 \$.

Si vous n'avez pas reçu de carnet de bons "ÉPARGNEZ ET GAGNEZ" de Sunoco dans votre courrier, postez-nous le bon ci-dessous. Nous vous en ferons parvenir un exemplaire le plus rapidement possible.

Envoyez ce bon à : Concours ÉPARGNEZ ET GAGNEZ de Sunoco,  
B.P. 300, Laval (Québec) H7W 4T2.

VEUILLEZ ME FAIRE PARVENIR MON CARNET DE BONS

**"ÉPARGNEZ ET GAGNEZ"**  
DE SUNOCO.

NOM \_\_\_\_\_  
(VEUILLEZ INSCRIRE EN CARACTÈRES D'IMPRIMERIE.)

ADRESSE \_\_\_\_\_ APP. \_\_\_\_\_

VILLE \_\_\_\_\_ PROV. \_\_\_\_\_ CODE POSTAL \_\_\_\_\_



Sunoco Inc. une société **unipac**